

Solidaritat

« La solidaritat vai mai luenh que la frairesa ; es bastida dessus un biais d'idèa de la justícia. » / « La solidarité va bien au-delà de la fraternité; elle est fondée sur une certaine idée de justice. »

REVUE **N° 7** Automne/hiver 2016

Union
syndicale
Solidaires 30

Paf : 3 €



Laurent Théron, militant de SUD Santé-sociaux AP HP, mutilé par la police le 15 septembre dernier lors de la manifestation contre loi travail à Paris.

Sommaire

Editorial : *La grenouille et le scorpion.*

Hommage de *Solidaritat* à Nicolas Duntze.

Lutte de classe (contre la *Loi Travail*).

P.6 : **Au sujet des massacres**

Le terrorisme islamiste en France.

Le Moyen-Orient contemporain de l'effondrement de l'empire ottoman à 2011.

P.14 : **Luttes :**

Les 32 H - Lutte à Careiron. Dossier psy - Construction du *DAL* sur Nîmes.

P.22 : **Dans le monde une classe en lutte :**

Entretien avec des camarades de la *commission internationale de Solidaires*) - Campagne BDS -

L'auto-organisation démocratique du Rojava.

- Viens te faire voir chez les grecs.

P.38 : **Les révoltes logiques (6) :**

Trop jeunes pour mourir - Pas besoin d'icônes... - Les Utopiques - Un réseau international pour l'autogestion - Pollution dans les Cévennes.

P.49 : **Cartes blanches :**

- Non à l'Etat d'urgence, non à l'Etat.

- Soutien à Georges Ibrahim Abdallah.

P.57 : **Les cuisines radicales.**

« Cerveille de meunière »

Òc : Es lo Larzac, la tèrra abandonada.

Edito : *La grenouille et le scorpion*

Vous connaissez probablement cette fable africaine qui nous raconte l'histoire de ce scorpion qui veut traverser la rivière, bien embêté car l'eau, ce n'est pas son élément. Il demande à une grenouille de le transporter sur l'autre rive. D'abord effrayée par son aiguillon venimeux, la grenouille accepte cependant, puisque la piquer les conduirait tous deux à leur perte. Au milieu de la rivière, pourtant, le scorpion la pique mortellement. Comme la grenouille demande au scorpion la raison de son geste, ce dernier répond que « c'est dans sa nature ».

Notre idée n'est pas d'entamer une réflexion sur « l'inné et l'acquis » ce vieux débat si difficile à équilibrer. Non, ce conte c'est juste une métaphore pour illustrer les relations que notre société entretient avec sa police : on la cajole, on lui dit qu'on l'aime, et majoritairement les Français l'embrassent sous les feux spectaculaires. Et pourtant, voilà que cet outil régalien, insatiable, en veut toujours plus et qu'il mord la main qui le caresse ! C'est dans la *nature* de cette institution, vous dis-je, comme le scorpion !



Si ce numéro de *Solidaritat* paraît avec du retard c'est qu'au printemps, et même une partie de l'été, nous étions dans les rues à manifester pour tenter de défendre notre code du travail attaqué par les patrons qui dictent à la classe politique au pouvoir la marche à suivre pour détricoter les quelques garanties que les travailleurs avaient arrachées. Cette alliance n'est pas nouvelle mais elle est si éclairante de la trahison des socialistes qu'on en demeure estomaqué. Et donc nous étions plutôt dans la rue qu'au bureau. Dans la rue avec nos camarades, tous nos camarades syndiqués ou pas, travailleurs ou chômeurs, porteurs de drapeaux ou de banderoles de lutte aux slogans inventifs (« *Regarde ta rolex c'est l'heure de la révolte* », « *Ils veulent nous empêcher de rêver, empêchons les de dormir* », à côté des drapeaux syndicaux ...). Et les « scorpions » faisaient leur boulot : à provoquer, à cogner, à gazer. Bien équipés, en professionnels de la violence *légitime*. Nous, manifestants, quand on se protège les yeux et les voies respiratoires on n'est pas légitimes, on est même suspects. Il faut que nos chairs soient tendres aux matraques, nos poumons et nos yeux grands ouverts aux gaz irritants, sinon gare. Et pourtant l'immense majorité des *citoyens*, ceux qui se réclament de la révolution de 1789, continue de proclamer sérieusement « pas de visages masqués, surtout pas de violence » en préalable indispensable à toute action. Et voilà, la répression a un boulevard devant elle. Il suffit au pouvoir de définir les contours de la violence en agrandissant toujours plus le périmètre : et hop dans la ratière les jeunes masqués, cagoulés, et hop ! pour un pétard du 14 juillet dans les pieds des policiers...et hop ! les syndicalistes en colère qui retiennent un cadre, et hop ! pour quelques chemises déchirées...

Mais les policiers manifestent masqués, réclament toujours plus de droits pour utiliser leurs armes , invectivent les juges, c'est tout juste s'ils ne réclament pas un droit de regard sur les décisions de justice et le gouvernement les écoute, attentif, les reçoit, continue de les bichonner...ça n'empêchera pas le scorpion de piquer.

« On commence par vouloir la justice et on finit par organiser une police » (Albert Camus, *les Justes*).

« La justice n'est pas faite pour autre chose que pour enregistrer au niveau officiel, légal, rituel l'activité de contrôle, de normalisation souveraine effectuée par la police. Les juges permettent à la police de fonctionner. La justice est au service de la police, et non l'inverse » (Michel Foucault,)

On peut même mettre en doute la volonté de ce gouvernement à *vouloir la justice*.

Le comité de rédaction de *SOLIDARITAT*

Notre camarade Nicolas Duntze nous a quittés



Dire qu'il nous manque et nous manquera paraît convenu, mais pour Nicolas ce manque, c'est une absence terrible qui nous frappe. Nicolas était le trait d'union entre le syndicalisme agricole et les syndicats ouvriers. Il a participé plusieurs fois à notre revue. Il était investi dans les luttes contre la pieuvre Monsanto et les OGM et de façon plus générale contre une agriculture productiviste au service du capitalisme. Un temps porte-parole de l'organisation *Via Campesina*. Militant internationaliste convaincu.

On était tous rassurés quand il était là, dans les occupations, les actions tendues. Redoutable intervenant, il était craint par nos adversaires de classe qui avaient vite perçu, à leurs dépens, que sous son air négligé c'était un militant solide, maniant remarquablement les arguments. Les tenants du pouvoir le craignaient mais aussi certains de ses camarades ; c'est qu'il ne mâchait pas ses mots ! Sa voix rocailleuse, son œil gris pouvaient être glaçants, mais dès qu'apparaissait son sourire, son humanité crevait toutes les inquiétudes. La classe ouvrière n'a pas besoin de martyrs ou de héros, mais certains, comme Nicolas, laissent des empreintes en creux qui sont difficiles à combler.

Tu nous manques Nicolas.

***SOLIDARITAT*, c'est quoi ?**

Solidaritat est la revue trimestrielle de *Solidaires 30* (qui regroupe notamment l'ensemble des syndicats SUD sur le Gard).

Solidaritat, c'est *solidarité* en langue occitane. La solidarité, valeur universelle, c'est ici que nous l'exprimons et la pratiquons, c'est d'ici que nous parlons, de cette région marquée dans le passé par la rébellion et l'insoumission désignée sous le nom de Midi Rouge. C'est sous cette identité plurielle, mouvante, locale mais ouverte, donc universelle, que nous nous reconnaissons. À l'opposé de l'identité figée, fermée, institutionnalisée qui est carcan et camisole de force.

Solidaritat se veut un outil d'échange, de formation, de consolidation de nos pratiques militantes, d'information et de réflexions sur le front du mouvement social et syndical dans notre département et plus largement, hexagonal, voire international.

Au fil des numéros, sans sectarisme ni esprit boutique, nous ouvrirons nos colonnes aux collectifs de lutte, organisations et associations intervenant dans le tissu social gardois.

Solidaritat entend être une tribune pour toutes celles et tous ceux qui partagent notre combat pour un syndicalisme autogestionnaire de transformation sociale ancré dans la lutte de classe, et qui, comme nous, défendent les principes d'indépendance syndicale à l'égard non seulement du patronat mais aussi des partis politiques et de l'État. Un souci d'ouverture qui n'est pas neutre.

Solidaritat se veut une des composantes d'un mouvement social qui s'enrichira par la diffusion et la confrontation d'idées comme de pratiques syndicales. Là réside l'essence même de notre revue : la construction, ensemble, d'une coordination accrue des résistances actives.

L'ensemble des tâches amenant ***Solidaritat*** entre vos mains, chers lecteurs et lectrices, sont effectuées par des camarades de *Solidaires 30* après leur journée de travail sur la base du bénévolat.

Le comité de rédaction.

Lutte de classe

Avec un mouvement social contre la **Loi travail**, long de plusieurs mois, marqué par plusieurs journées d'actions qui virent des centaines de milliers de personnes arpenter le pavé, c'est le grand retour de la lutte de classe qui s'est invitée dans l'agenda politique et social.

Il faudra, à cet égard, se souvenir que c'est sous un gouvernement de gauche qui, sous la houlette de son candidat, avait promis de s'attaquer à la « Finance », qu'une mobilisation de masse s'est relancée. Un mouvement social, qui a vu (pour le moment) son intensité baisser au lendemain de la journée d'action du 15 septembre, mais qui n'en demeure pas moins une nouvelle encourageante.

La composante combattive du syndicalisme hexagonal a relevé la tête. Elle qui était, pour le moins, atone depuis de trop longues années avec sa défaite contre le gouvernement Sarkozy en 2010 et sa réforme des retraites.

Une bataille, enfin, pour l'**abrogation de la Loi Travail**, et il s'agit là d'une donnée importante, qui n'a pas totalement, insistons sur ce point, dit son dernier mot. L'hiver et le printemps 2017 pourraient nous réserver de bonnes surprises, notamment, quand commenceront à s'appliquer dans les branches les articles de la **Loi Travail**.

Echec (ponctuel) du mouvement

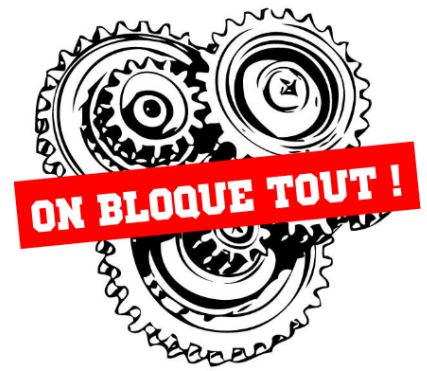
On pourra toujours regretter des éléments objectifs sans qui on aurait pu, d'ores et

déjà, gagner contre Hollande et sa **Loi travail**.

Premier constat : Un attentisme certain de l'intersyndicale nationale qui aurait dû (et pu) jouer un rôle d'impulsion. Une intersyndicale, symboliquement, mise à mal le 9 mars, quand pour la première journée d'action d'envergure, son succès fut avant tout celui de l'écho des réseaux sociaux plus que le fait d'un appel intersyndical.

Deuxième constat : La capitulation en rase campagne de **FO** à la veille du 15 septembre annonçant son retrait, via la voix de Mailly dans un interview dans *Les échos*. Une capitulation qui a eu comme conséquence de décourager alors qu'en cette rentrée de septembre, on était en droit d'attendre un front syndical uni et offensif. Sans parler des calculs bien pesés, en terme de construction du rythme du mouvement, par la nouvelle Direction de la **CGT**, et un Martinez voulant tourner la page peu reluisante du très conciliant et corrompu Le Paon.

Un autre constat objectif expliquant l'échec ponctuel du mouvement réside dans notre difficulté à avoir construit une réelle grève générale reconductible. Nous pouvons, notamment, noter le fait qu'à la différence d'autres mouvements (notamment ceux de 1995 ou de 2003) aucun secteur clef n'a joué son rôle de locomotive. Les cheminot-e-s, les salarié-e-s des raffineries, les éboueurs dans certaines



grandes métropoles, les camionneurs ont, certes, pesé à certains moments par des grèves reconductibles. Hélas, ces grèves, portant avant tout sur des revendications sectorielles, furent trop peu inscrites dans la durée pour réellement faire basculer d'autres secteurs dans une radicalisation de la grève.

Un dernier constat en lien avec le précédent : l'absence relative de deux secteurs clefs dans la mobilisation, qui, historiquement, ont toujours, dans le passé, contribué à massifier les mouvements de contestation. En premier lieu, la jeunesse scolarisée, qui passés les deux premiers mois de mobilisation, a ensuite disparu (ou quasiment) des manifestations. En deuxième lieu, le monde enseignant, très en retrait dans ce mouvement. La faute à une démoralisation paralysante en son sein, certes. La faute, aussi, à son syndicat



majoritaire, la *FSU*, qui indéniablement n'a pas joué le jeu et un rôle de mobilisation que ce soit au niveau national ou au niveau local.

Créativité et unité d'action à la base

Ce mouvement n'en a, pas moins, recelé des éléments qui doivent nous faire regarder les choses avec optimisme. Des idées ont germé durant ces mois de grève. Des pratiques se sont systématisées nées d'un certain spontanéisme, cher à Rosa Luxemburg, qui prouve la créativité des masses quand elles se mettent à rêver.

L'émergence des Nuits debout, tout d'abord, avec cette transposition des pratiques de présence sur les places publiques héritée des *Indignados* espagnols.

La pratique aussi, dans plusieurs localités, entre autre ici dans le Gard, des blocages systématiques des Zones industrielles.

En lien avec l'appel des syndicalistes "**On bloque tout !**", signé par plusieurs milliers de syndicalistes de différentes organisations, est apparu, aux yeux de tous et toutes, la pertinence de l'unité d'action à la base.

Que ce soit à Nîmes avec l'*intersyndicale CGT Nîmes-Solidaires 30- CNT 30- Nuits debout* ou à Alès avec l'*AG de convergence des luttes*, c'est au travers de ces cadres collectifs que sont nées toutes les initiatives d'actions directes qui ont donné de la consistance au mouvement (actions médiatiques, opérations péages gratuits, diffusions aux carrefours des périphériques, blocages des ZI ou des déchetteries etc.).

Cette pratique unitaire,



durant de longs mois, a donné une habitude de travail commun à des militant-e-s de différents horizons. Elle sera, à n'en point douter, porteuse dans les mois à venir d'autres initiatives unitaires.

« Donner de la voix au mouvement social »

D'autres initiatives qui pourraient s'inscrire, entre autres, dans la campagne unitaire que proposera dans les mois à venir *Solidaires* aux forces vives du mouvement social. Une campagne qui, comme son nom l'indique "**Donner de la voix au mouvement social**", se donne comme ambition de faire entendre notre voix au cours de cette année 2017 qui sera marquée par les élections présidentielles et législatives. Une façon très concrète de rappeler aux partis politiques, que nul ne parlera en notre nom. Que le mouvement social revendique hautement son autonomie vis à vis des gouvernements d'hier et de demain. Que le mouvement social respire, existe et existera tant il est vrai que la lutte de classe n'attend rien de ces gou-

vernements qui, au final, ne répondent qu'aux impératifs du *CAC 40* et du *MEDEF*.

Et là devrait résider l'enseignement principal de ce mouvement contre la *Loi Travail*. A la veille de ce mouvement, les puissants, le gouvernement, le patronat, pensaient que le mouvement social était mort. Les vautours de l'extrême droite salivaient de profiter de nos défaites pour parvenir au pouvoir. Chacun d'eux pensait pouvoir bientôt passer à table à nos dépens !

Au travers de ces mois de lutte, ensemble, salarié-e-s, jeunes, chômeurs et chômeuses, avons prouvé que nous étions toujours là, plus vivants que jamais.

Plus vivants que jamais, et résolu-e-s, à ne plus subir la loi du fric et des patrons !

Plus vivants que jamais, et résolu-e-s, pour nos droits, nos libertés et l'égalité sociale !

Plus vivant-e-s que jamais, et résolu-e-s, pour décréter l'état d'urgence sociale et l'urgence de la seule lutte qui paye : **la lutte de classe**.

Jérémie Berthuin
(Solidaires 30)

Au sujet des massacres

Dans le dernier numéro de Solidaritat, nous avons envisagé de nous interroger un peu plus sur le phénomène des attentats. Nous étions déjà dépassés par les faits et nous le sommes encore plus. Toutes les victimes du fanatisme djihadiste le sont aussi d'une guerre qui n'a dit son nom qu'au dernier moment, tentant d'effacer son odeur de pétrole par une certaine liberté (mais pouvons-nous soutenir nos gouvernements sur ce point ?). Cette guerre dure depuis des décennies et répond toujours aux besoins colonialistes des principales puissances. Essayer de comprendre pour résister et lutter est un des principaux aspects de notre pensée radicale (aller aux racines des choses). Cela va à l'encontre, bien entendu, d'expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser. Nous tentons, dans les quelques textes présentés ici, de saisir la complexité du conflit à partir de ses effets et des territoires concernés. Et c'est bien la situation épouvantable que nous vivons qui nous montre, à l'évidence, que l'internationalisme n'est pas un vain mot.

Géopolitique et développement du terrorisme islamiste en France

Au lieu d'examiner la question du terrorisme islamiste dans ses différentes dimensions, l'État français reprend à son compte le populisme identitaire nationaliste. Une campagne est lancée contre la jeunesse, les libertés, les droits sociaux et les immigrés sous prétexte de contrer « la radicalisation des jeunes ». Avec cet amalgame entre radicalisation des jeunes et « islamisme radical », l'État et les courants identitaires tentent d'instrumentaliser l'islamisme pour prendre la société en otage. Or, une vraie lutte contre le fondamentalisme islamique nécessite, d'abord, une vision claire quant aux facteurs qui le renforcent et le propagent puis les moyens et les stratégies qui permettent de l'éradiquer.

Fractures sociale et misère généralisée

Généralement les organisations, les institutions de l'État et même une grande partie de la population se focalisent sur les facteurs internes, spécifiques à la société française et ignorent ou négligent le facteur géopolitique et la diversité des circonstances internationales qui agissent sur le local. La France n'est pas à



l'abri du chaos colonialiste mondial même si son État figure parmi les puissances impérialistes qui se partagent le monde et, par le même fait, causent elles-mêmes ce chaos.

En effet, en France comme ailleurs, le repli identitaire, les fondamentalismes religieux, nationaux et/ou ethniques préoccupent par leur force et leur ampleur croissant au sein de larges couches sociales. L'État et les courants identitaires amplifient encore cette force, semant panique et incertitude, et infectant les relations au sein des différentes franges de la population. Ils continuent à croire à la magie du slogan de « l'unité nationale » pour souder tout le monde

derrière un pouvoir central prônant la prospérité et la puissance d'un État-Nation qui incarne la gloire d'une nation dominante au sein d'une société homogène et cohésive. Or, cette société n'existe plus ; ni en France ni ailleurs. Les sociétés d'aujourd'hui sont plutôt de plus en plus diverses, multinationales, multiculturelles, multiethniques et, donc, de plus en plus sensibles à un monde encore beaucoup plus divers et plus multiple. Les citoyens de ces pays sont de plus en plus issus de différentes origines (et c'est le cas de la France), ce qui leur donne de multiples appartenances, les met en relation avec ce qui se passe à « l'extérieur » (qui

n'est plus extérieur), les solidarise avec les victimes des guerres coloniales menées par leur propre pays adoptif contre leurs familles, leurs compatriotes de leur pays .

Le facteur géopolitique comme facteur décisif

Deux grandes lectures dominent l'analyse des facteurs qui ont mené et mènent, de plus en plus, à la montée des réseaux islamistes et notamment leurs composantes terroristes dites *djihadistes*. La première est identitaire. Celle qui attribue le terrorisme islamiste à un péché originel de l'islam et des musulmans. Elle repose sur un préjugé qui fleurit, d'abord au sein des courants de l'extrême droite, mais qui traverse aussi la droite et la gauche. La deuxième vision renvoie le développement des réseaux terroristes liés aux courants islamisés, à la misère de plus en plus généralisée au sein des classes populaires notamment issues de l'immigration et entassées dans les ghettos/zups/ banlieues/quartiers populaires. L'exclusion sociale rampante, la précarisation et la marginalisation de franges sociales de plus en plus larges et les agressions policières renforcent l'idéologie *djihadiste islamiste*, d'une part et l'extrême droite raciste et exclusive, d'autre part.

Néanmoins cette vision ne répond qu'à un seul aspect de la question, à savoir, les circonstances qui favorisent la montée de l'**idéologie** islamiste djihadiste. Par contre, elle ignore le lot le plus important, à savoir comment comprendre cette **force matérielle**, organisationnelle, financière, technologique, et militaire de ces réseaux terroristes islamistes. Là, la théorie purement économique et unidimensionnelle s'avère partielle et, donc, insuffisante. En effet, les mêmes circonstances peuvent favoriser la radicalisation des mouvements émancipateurs qui luttent pour la justice sociale, l'élargissement de la démocratie et la solida-

rité internationale. Les mêmes forces sociales qui servent aujourd'hui comme rempart des courants islamistes peuvent être, dans un autre contexte national/international, un tremplin solide à un mouvement révolutionnaire, à la fois antifasciste, anti-impérialiste et anti-islamiste. La dimension internationale est donc un facteur qui n'est plus un élément extérieur complémentaire qui peut s'ajouter aux facteurs internes vus comme décisifs et fondamentaux. Il est bel et bien un volet constructeur, à part entière, dans chaque situation dite nationale. Il prend la même gravité que les facteurs « internes ». Il est même aussi interne qu'eux. A mon avis, ce facteur tabou s'impose comme l'un des facteurs décisifs du développement de l'islamisme et de son ampleur qui a frappé le monde depuis les années 90, c'est-à-dire suite à la défaite de la colonisation soviétique en Afghanistan sous les coups des islamistes assistés par les Américains et leurs alliés, dont les régimes islamistes du golfe arabe.

Le *djihadisme*, historiquement défendu par une aile radicale au sein du courant des frères musulmans en Egypte (Saïed Koteb), s'est répandu, grâce à ses nouveaux alliés, vers les pays à majorité musulmane, croisant d'autres idéologies proches tels que le wahabisme saoudien, le courant d'Abou Al Aala El Maoudoudi (Al jamaa El Isslamia) en Inde et au Pakistan, le taliban en Afghanistan. Il a même tissé ses réseaux au sein des pays européens et aux USA, se basant sur la puissance financière des lobbies saoudiens, turcs, qatariens et marocains qui dirigent des milliers d'associations et de mosquées.

Les prédicateurs richissimes à double nationalité dominant des milliers de chaînes TV et de sites internet, propageant leurs poisons à grande échelle. Les mosquées se multiplient sous couvert des associations de

bienfaisance et jouent le rôle d'un berceau de recrutement pour les « *moujahidines* » qui transitent vers l'Afghanistan, la Tchétchénie, puis vers l'Irak, la Syrie, la Libye et autres foyers de guerres. Les Imams diffusent leur propagande, incitant à la violence et à la haine, profitant de la complicité et/ou de l'hypocrisie des pouvoirs politiques des États so-disant laïcs.

L'Iran chiite et l'enjeu au Moyen-Orient

La révolution iranienne, quant à elle, a dérivé depuis la fuite du Chah en 1979 vers le fondamentalisme chiite des Ayatou Allah. Eux aussi ont poussé vers l'exportation de leur modèle, prônant la charia à leur façon. En se ralliant à la Syrie, ils trouvent leur berceau au Liban, où le Hezbollah a éradiqué la résistance nationale au sud Libanais lancée, suite à l'invasion israélienne en 1982, par le parti communiste. Scellé par l'armée syrienne, le Hezbollah s'impose en tant qu'État au sein de l'État libanais, jouant ainsi un rôle important dans les équilibres régionaux, et légitimant le contrôle omniprésent des N.U. et de l'OTAN dans la région. Tout le monde impérialiste a laissé faire, donc, dans le but de liquider la résistance palestinienne au Liban et de permettre à Israël un nouveau rapport de force contre la révolution palestinienne et l'OLP qui, dos au mur, capitule à Oslo.

Entêtement entre vieux complices et djihad

Certes, le diktat de l'OTAN, libéré du contrepoids soviétique, suite au processus de décomposition du bloc dit socialiste et le rôle joué par l'Arabie Saoudite, le Pakistan, les talibans, Al Qaida et la Turquie dans ce processus a donné une puissance au djihadisme non seulement en tant qu'idéologie, mais aussi en tant que force sociale et militaire importante

dans la structuration du « Nouvel Ordre Mondial ». Armés, financés et bien entraînés par leurs parrains anti soviétiques, les réseaux islamistes s'avèrent un agent pas facile à larguer une fois sa mission finie. **Entêtement entre vieux complices et djihad en Europe et au USA.** De retour à leurs pays d'origine, les *djihadistes* se sont donné de nouvelles missions, un nouveau djihad. Les prédicateurs, les muftis et les leaders militaro-religieux ne cessent de l'annoncer. Leurs moyens médiatiques sont puissants et leurs moyens financiers non moins puissants. Renverser les régimes dictatoriaux de leurs pays et déclarer la guerre contre les peuples impies dans le but de les convertir à leur islam, le vrai ! Sinon les anéantir, c'est là leur but majeur. En Algérie, en Égypte, en Tunisie, au Yémen, au Soudan, en Somalie et au Mali, les réseaux d'El Qaeda et d'autres courants *djihadistes* s'affrontent à l'État et à la société. Le terrorisme du Djihad s'abat donc en premier lieu sur les pays à majorité musulmane. Les cellules dormantes en Europe et aux USA ne se réveillent que pour sanctionner tel ou tel pays impliqué dans une agression directe contre eux et leurs fidèles.

Le nouvel agenda impérialiste est prêt : instrumentaliser les conflits religieux (musulmans/non musulmans), confessionnels (Sounna/chiit (es) et ethniques (arabes et non arabes), pour relancer une nouvelle vague colonialiste tout le long du Moyen-Orient et de l'Afrique. Les pays riches de pétrole et d'uranium sont en tête de liste. Après le 11 Septembre 2001, annoncer la guerre anti terrorisme islamique s'est traduit par une invasion des pays protectionnistes, modernistes anti islamistes, alors que la poursuite devait viser les réseaux terroristes ! Dérégler la région du pétrole nécessitait encore plus d'islamisme soi-disant modéré contre un islamisme radical, l'islamisme des frères musulmans et du wahabisme

contre ses dérivés (El Qaeda puis Daech) !. Mais il se trouve que les radicaux sont des extensions et parfois des bras armés des modérés ! Ce sont ces mêmes modérés qui les assistent et les couvrent. Imaginons Daech sans soutien logistique et sanitaire, sans armement, sans experts militaires des pays parrains, sans débouchés pour le transit des recrutés (Turquie et Jordanie), sans vendeurs d'armes et acheteurs de pétrole (USA) ! Imaginons aussi les groupuscules *djihadistes* en Libye, en Tunisie et en Algérie sans puissances financières et militaires derrière eux, que deviennent-ils ?

Tout le monde sait parfaitement le rôle joué par le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie et, derrière ces agents régionaux l'OTAN, dans l'explosion de la région à provoquant série de guerres de tous contre tous. Cette politique internationale a des répercussions, certes, sur les sociétés des pays meneurs de guerres coloniales.

Échec du processus révolutionnaire

Fin 2010 début 2011, un processus révolutionnaire s'est déclenché en Tunisie, en Égypte puis au Moyen-Orient. Il a vite eu un écho sur les mouvements sociaux de la rive nord de la Méditerranée, notamment en Espagne et en Grèce. Mais, devant l'absence de solidarité internationale

et face à la crise de l'alternative à gauche, d'une part, et la puissante riposte des pays impérialistes de l'autre part, ce processus a fini par être désorienté et récupéré. Au nord, l'échec s'est manifesté par la récupération social-démocrate à travers le parlementarisme, d'une part et par la montée des mouvements fascistes d'autre part. Au sud, l'exacerbation de l'identitaire islamiste a flambé dans la rue et dans les organismes des États restaurés suite à l'échec de la révolution. Les frères musulmans soutenus par l'OTAN et les pays du golfe arabe héritaient des dictatures policières/militaires en Égypte, en Libye et en Tunisie.

À côté, les courants djihadistes se renforcent et dominent pour la première fois des territoires souvent riches en pétrole : Iraq, Libye et Syrie. Dans d'autres régions, ils installent des guérillas dans les montagnes puis dans les villes (Algérie, Tunisie, Mali, Égypte). Daech, et Jabhat En-noussra en Syrie, El Qaeda au Maghreb, Les frères musulmans en Égypte, Fajer el Islam (Frères musulmans de la Libye), Anssar Charia en Tunisie, Boko haram au Nigéria et d'autres composantes moins puissantes profitent de l'échec de la révolution dans la région, et du soutien des réseaux de trafic de pétrole et des armes, d'une part et de la stratégie du chaos impérialistes d'autre part pour développer des milices ou/et des armées toutes entières.

Les pays parrains du terrorisme sont



bel et bien connus par tout le monde et surtout par les pays européens, qui continuent à se plaindre des flux migratoires venus des pays en guerre. Des centaines de milliers de réfugiés qui fuient les guerres identitaires du sud vers le nord sont traités comme coupables. Leur crime consiste à essayer de quitter l'enfer ouvert par leurs complices et protégés. Pourquoi ils n'osent pas dévoiler les régimes despotiques et terroristes ? La réponse est simple car ils sont leurs partenaires ! Leurs valets et leurs gendarmes. La Turquie, premier passeur des terroristes et des marchandises vers et de Daech est membre de l'OTAN ! Et sans scrupule, ils continuent à prétendre tout faire pour anéantir Daech. L'Arabie Saoudite, le Qatar et le reste des pays du golfe arabe conti-

nent à financer et à acheter les armes américaines et françaises, les 4x4 japonais et la technologie de surveillance allemande pour les mettre dans les mains des terroristes islamistes. Le Qatar qui abrite les terroristes des frères musulmans et les sème partout pour briser les aspirations démocratiques et sociales des peuples de la région reste un partenaire et un investisseur privilégié en France.

La France est aussi ravie de continuer à vendre ses armes à ces pays qui les fournissent aux terroristes. C'est pour un but national » ! : pourrir la situation au Maghreb et en Afrique pour que leurs peuples retombent entre ses griffes une fois que la guerre civile les aura épuisés. L'État colonial sait bien qu'il y a des prix à payer. Mais c'est le peuple

français qui les paie. Il sait parfaitement que des retombées des guerres réactionnaires au sud vont s'abattre sur son propre peuple mais ce n'est pas sa priorité. Au contraire, ça lui fournirait un alibi de plus pour casser les luttes sociales dans son pays sous prétexte de l'unité nationale face aux agressions d'un ennemi extérieur, *le terrorisme* ! Mais l'ennemi n'est plus seulement étranger. Il est aussi français, il se développe bel et bien à l'intérieur ! Au sein même de la société française. Et c'est le cas de tous les États et les réseaux qui jouent avec le feu car le terrorisme est indomptable.

Mohamed Amami
Solidaires 30

Le Moyen Orient contemporain de l'effondrement de l'Empire Ottoman à 2011

En ce matin frais du 3 février 2016, le climat parisien est peu clément pour les méridionaux. Je me rends à la salle Traversière, où la *Commission internationale de Solidaires* a donné rendez-vous aux militants de *Solidaires* qui souhaitent s'y retrouver dans l'imbroglio moyen oriental actuel.

Près de 80 personnes de différents syndicats membres de *Solidaires* se sont retrouvés dans la salle. Par son audience, ce stage fut un véritable succès. Voici un balayage rapide de ce qui a été abordé au cours de la journée.

Entre convoitise, promesse et dépeçage

En 1908, l'empire ottoman connaît une révolution interne menée par les jeunes Turcs qui critiquent la façon de gouverner au sein de l'empire et sont marqués par un fort sentiment anti-européen. Et ce, parce que les impérialistes européens de tous poils grignotent de plus en plus l'empire au tournant du siècle. Cette révolution s'accompagne d'un changement dans les structures administratives de l'empire ottoman qui se

renforcent au détriment des cultures multiples qui composent l'empire.

Lors du déclenchement de la Première Guerre, le choix de l'alliance avec l'Allemagne est fait par un empire vacillant.

Les intérêts impérialistes britanniques et français se livrent dès 1916 à un dépeçage de l'empire ottoman, dépeçage effectif à la fin de la guerre de 1914-1918. En 1916, l'accord Sykes-Picot conclu entre la France et la Grande Bretagne, découpe la région entre les deux puissances coloniales, ce découpage ne tient pas compte des frontières internes de l'empire ottoman, ce qui sera source de désordre par la suite. Ce découpage déplaît, dès 1916, une révolte Arabe se produit dans la région, ce qui oblige les puissances occidentales à promettre un État arabe, qui serait placé sous la tutelle britannique.

Au traité de San Remo, la région est une nouvelle fois découpée, les Anglais se retrouvent en position de force. Parallèlement, la Syrie tente de prendre son indépendance dès 1920, mais les Français y coupent court en entrant dans Damas. Les impérialistes promettent :

un État kurde indépendant, une Arménie indépendante, et un État arabe indépendant, Anglais et Français ont beau jeu de jouer à se redistribuer les territoires de la région.

Les Anglais veulent mettre la main sur la région de Mossoul, région qui intéresse la *P&O (Persian and Oil Company, futur British Petroleum)*.

Les Mandats et leurs conséquences

En 1923, le traité de Lausanne marque la victoire de la guerre d'indépendance des Turcs, qui ont rapidement mis à mal les armées françaises ; aux termes du traité, ils recouvrent à peu près les frontières actuelles de la Turquie, l'Arménie et le Kurdistan ne sont toujours pas formés. Les Turcs concluent une alliance avec les Kurdes, à l'exclusion des populations chrétiennes dont les Grecs. Le traité entérine la disparition du Sultanat d'Istanbul et instaure une république.

Après avoir vaincu l'Allemagne et ses alliés, les impérialismes anglais et français vont se livrer à un jeu de contrôle du Moyen Orient.



Certains territoires vont être placés sous mandat, ce système reprend les fondements de la colonisation britannique qui consiste à amener les peuples colonisés à pouvoir se gouverner eux-mêmes, après avoir bénéficié de l'expérience britannique.

En Irak, sous mandat britannique, les Anglais font un forçage sur l'unité irakienne, qu'ils finissent par abandonner mais pendant 25 ans, ils font ce qui leur chante en terme économique.

La France découpe cinq États à partir de son mandat syrien. La France refuse l'indépendance au congrès Syrien : d'un côté le Liban de l'autre la Syrie se créent. Dès le milieu des années 1920, on note des demandes d'indépendance et d'unification qui demandent aussi le départ de la France. En 1928 il y a une proclamation d'indépendance, sans suite.

Dans les années 1930, le gouvernement français suit une logique de négociation avec les Syriens entre 1936 et 1946 pour repousser la promulgation de l'indépendance.

La question kurde

Un peuple qui est exclu de l'idée de son propre état-nation : les Kurdes. Ils se retrouvent à cheval sur quatre États, la majeure partie en Turquie, une partie en Irak, puis Syrie et Iran. En décembre 1945, les Kurdes créent leur propre république, la république

de Mahabad, avec l'aide de l'URSS. En décembre 1946, l'armée perse y met fin. Fuite des tribus irakiennes, une tribu se réfugie en URSS. En 1946, création du parti BAAS, qui signifie « résurrection » : *Unité, socialisme, liberté* constituent sa devise. Unité de la nation arabe qui s'adosse à l'idée de la laïcité, abolition des frontières par le socialisme (discours contre la colonisation).

En 1955, la signature du Pacte de Bagdad, pacte de défense commune contre l'URSS marque une rupture, car cette signature induit une scission, l'Irak se retrouve dans un camp opposé au reste de la nation arabe.

En 1958, retour des Barsani en Irak. Entre 1961 et 1975, cinq guerres successives avec les Kurdes en Irak, à chaque fois Bagdad promet une autonomie. Le parti BAAS arrive au pouvoir définitivement à partir de 1968 et fait la même chose. Chez les kurdes se développe l'idée qu'ils sont des colonisés, les nationalistes demandent une répartition équitable des moyens. Les Kurdes irakiens se trouvent dans une des régions les plus pétrolifères en Irak. Au début des années 1970, sous le régime du parti BAAS, il y a un rapprochement avec l'union soviétique. Le PDK (parti indépendantiste kurde) se tourne alors du côté de l'Iran, c'est une alliance contre nature, le tout est soutenu par les États-Unis, qui font un don de 16 millions de dollars au PDK. En 1975, il y a un apaisement entre l'Iran et l'Irak, l'accord d'Alger fixe les frontières des deux États et met ainsi fin à la lutte

armée des Kurdes en Irak, le chef du mouvement kurde abandonne tout et part se réfugier aux États-Unis. En Irak, le PDK se retrouve dans le camp du capitalisme.

Dans les années 1960-1970, l'extrême gauche turque se politise et connaît une ébullition intellectuelle d'importance. En 1970, tentative du parti ouvrier de Turquie de remettre la question kurde dans le mouvement de libéralisation. En 1973, apparaît le PKK clandestin pendant cinq ans, qui revendique l'indépendance du Kurdistan. Un parti qui se revendique du marxisme-léninisme. Le parti est interdit, en mars 1980, suite au coup d'État des généraux qui entraîne la disparition de la gauche des années 60-70 qui fuit au Liban, en Syrie, en Palestine, et se forme à la lutte armée.

La Syrie accueille les réfugiés turcs, tout en bafouant les droits des Kurdes de Syrie. Les Kurdes sont victimes de la guerre Iran-Irak. Le PKK crée des bases arrières au Kurdistan irakien. L'Irak est dans un état dramatique à l'issue de cette guerre. L'Irak envahit le Koweït en 1991, les Kurdes d'Irak tentent des révoltes soutenues par les États-Unis : 2 millions de personnes déplacées et des milliers de morts. Intervention américaine en Irak, et création d'une région autonome. En 2005, les Kurdes d'Irak obtiennent une région autonome, la seule d'Irak, sur un modèle capitaliste, la création de cette région est votée par le Parlement irakien.

En Turquie, répression tout au long des années 1990, à l'intérieur du PKK, une graduation, une armée créée en 1984, en 1985, mouvement de libération nationale du Kurdistan. Instauration de zones militaires y compris dans les villes.

La Syrie : théâtre d'un conflit à démêler

À partir des années 90, les partis sont à nouveau autorisés. Un parti légal apparaît chez Les Kurdes, mais vite interdit. L'ouverture-fermeture des partis va devenir un jeu entre l'État turc, qui les interdit pour « séparatisme » et le mouvement kurde jusqu'à aujourd'hui. En plus des partis se développent des associations civiles. Au début des années 2000 création des équivalents du PKK en Syrie et au Liban.

Avant de nous attaquer au conflit syrien actuel, revenons quelque peu en arrière. Le père du prési-

dent Assad s'est emparé du pouvoir par un coup d'État, en 1971, il est élu avec 99,6 % des voix : il est réélu quatre fois avec des scores identiques. Pour se maintenir au pouvoir il nomme ses proches alaouites à des postes clefs et s'arrange également pour que la communauté sunnite ait également accès à des postes stratégiques, au sein de la hiérarchie politique, militaire et de sécurité.

La révolution syrienne démarre dans le contexte des printemps arabes de 2011. Mi-février 2011, des enfants qui jouaient dans une école de Deraa ont fait des graffitis sur les murs de l'école, on pouvait y lire « ton tour arrive docteur », « le peuple veut la fin du régime ». Le cousin du président Assad dirige une répression contre ces enfants dont une partie est emprisonnée et torturée. Lorsque les parents retrouvent leurs enfants, ils constatent les coups et les ongles arrachés. Pendant les manifestations qui réclamaient la libération des enfants, les militaires tirent sur la foule, cinq personnes sont tuées le 15 mars 2011. Lors de la manifestation suivante, le 25 mars, des dizaines de personnes sont tombées sous les balles du régime.

Le régime de Damas dénonce rapidement un complot impérialiste. Après 6 mois de manifestations pacifiques que le président syrien reconnaît lui-même, débute, à la fin août 2011, une phase de rébellion armée. Les militaires eux-mêmes font défection et se constituent en armée syrienne libre pour la protection des civils.

Le 12 décembre 2011, les travailleurs syriens lancent une grève de la dignité, qui paralyse une grande partie du pays : le régime répond de façon brutale en expulsant près de 85000 travailleurs et en fermant plus de 187 usines dans le pays, d'après les statistiques du régime.

Entre mars 2011 et fin 2012, la révolution syrienne tente de se structurer en organisant la société civile : des comités locaux se créent pour palier la désertion organisée du régime de certaines zones pour générer le chaos, le but est de permettre à la population de continuer à vivre et de bénéficier d'un minimum de services de base ; des comités de coordination des jeunes révolutionnaires se créent pour coordonner les activités de protestations et la couverture

médiatique, à partir de 2012, ils vont jouer un rôle important sur le plan humanitaire.

En octobre 2011, le conseil national syrien se crée pour coordonner les efforts des différents opposants, regroupant une trentaine de groupes dont les Frères Musulmans (majoritaires), des libéraux, des partis kurdes et assyriens. Il a notamment réclamé l'instauration d'une zone de protection des civils que les vétos Russes et Chinois au conseil de sécurité n'ont pas permis de mettre en place. En novembre 2012, la CNFOR se met en place comme alternative au CNS, pour former un front élargi englobant les comités de coordination, l'ASL etc.

De multiples groupes combattants

Qui dit conflit, dit forces militaires en présence : dans le cas syrien la situation est des plus complexes et embrouillées. On distingue trois axes : 1. l'axe des *anti-régime*, 2. l'axe des *intégristes djihadistes radicaux*, et 3. l'axe des *forces armées alliées du régime* (axe Assad, Poutine, Khamenai).

L'opposition armée anti-régime comprend quant à elle cinq composantes : 1. les formations de l'Armée syrienne libre laïques, nationalistes, et non confessionnelles ; 2. les Kurdes ; 3. les Frères Musulmans ; 4. les salafistes non djihadistes ; 5. les salafistes djihadistes radicaux transnationaux. Cet axe regroupe également des pays qui soutiennent l'opposition syrienne : Turquie, Arabie Saoudite, les monarchies du Golfe, la France, le Royaume Uni, l'Allemagne et les États-Unis.

Les intégristes djihadistes radicaux transnationaux :

1. Le Front Al-Nosra, devenu la franchise d'Al-Qaeda en Syrie avec des combattants tunisiens, marocains, lybiens, jordaniens, etc. Ce mouvement n'a jamais divulgué ses forces mais a prouvé son efficacité contre

les forces du régime, il est soutenu par les monarchies du Golfe dont le Qatar. 2. L'État Islamique en Irak et au Cham, connu sous le nom de Daech. Cette organisation commence à s'étendre en Syrie à partir du mois d'avril 2013 et établit son califat en juin 2014.

Axe des forces armées du régime et ses alliés :

1. Le front Chiite, regroupe l'armée régulière et les milices syriennes comme Les Bataillons du Baas, le Hezbollah syrien, etc. 2. Les milices étrangères pro-régime : les milices de la République Islamique d'Iran, le Hezbollah libanais, les milices chiites irakiennes. 3. Les forces armées de la Russie.

Concernant le troisième axe, depuis le déclenchement de la révolution syrienne, il a voulu donner aux événements un aspect sectaire, au moins du côté de l'allié iranien, en appelant à la défense des lieux saints chiites contre les attaques de groupes intégristes sunnites, même avant leur apparition. De plus, Téhéran soutient Assad depuis que le père de Bachar Al-Assad avait soutenu la révolution islamique.

Le rôle des puissances régionales

Les États du Proche et du Moyen Orient ont un jeu bien à eux dans cette guerre syrienne. Que ce soit la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït et les Émirats Arabes Unis, ils ont tous financé divers groupes, salafistes dans la majorité des cas. Le Qatar est un partisan du Front Al-Nosra, alors que la Turquie était un passage favorisé par certains groupes au début du conflit, cette dernière a soutenu de façon passive divers groupes fondamentalistes islamistes.

Les frères musulmans ont profité du désordre pour se réorganiser en Syrie et repartir à la conquête des masses populaires. Le mouvement s'est servi de ses contacts internationaux et régionaux pour renforcer son influence au sein du Conseil National Syrien.

Le régime de Damas en lien avec le premier ministre Irakien en a profité pour remettre en liberté des *djihadistes*. Nouri Al-Maliki permettait l'évasion de 500 *djihadistes* de la prison d'Abou Grahb et de Taji près de Bagdad. Le régime syrien quant à lui, profitant de la multiplication des massacres à caractère confessionnel remettait en liberté les *djihadistes* qui peuplaient ses prisons. Les prisonniers irakiens issus de la mouvance Al-Qaeda rejoignaient le front Al-Nosra ou l'organisation Daech.

La République Islamique d'Iran soutient les groupes et gouvernement chiïtes qui commettent des massacres contre les populations sunnites.

L'intervention des forces impérialistes

Dans un premier temps, intervention américaine avec une coalition de 65 pays contre le groupe Daech, qui ne dit cependant rien contre les exécutions du régime syrien et de ses alliés.

Dans un second temps, un an plus tard, l'intervention russe qui prétend frapper les positions d'organisation terroristes de Daech et les « autres terroristes », est accusée de cibler l'opposition armée syrienne. La Russie voit dans ce conflit l'occasion d'un retour en force sur la scène internationale dont elle se sent occultée depuis la fin de la Guerre Froide. La Syrie d'Assad est un allié sérieux, peut être le dernier de Moscou, puisque les entreprises russes sont présentes pour de nombreux chantiers d'infrastructures et d'industries gazières. L'Église orthodoxe, très liée au pouvoir politique russe, voit en Assad un protecteur de la plus grande minorité chrétienne d'Orient.

L'industrie de l'armement russe se faisant tailler des croupières au Moyen Orient, tente de conserver son septième marché important. La Russie essaya de se montrer comme un allié convaincant, y compris en soutenant un allié en difficultés, pour gagner à elle d'autres alliés et peser

dans les relations internationales. Moscou poursuit une politique internationale assez classique qui refuse que les pays occidentaux s'ingèrent dans les politiques intérieures des autres États, bien que ce soit ce que fait le Kremlin dans le Caucase. Assad reconnaissant de l'aide russe, a accordé à son allié le droit de souveraineté militaire sur son sol, sans limite de temps.

Tentative de règlement de la crise syrienne ?

Sous l'égide de l'ONU une tentative de règlement semble vouloir s'opérer en trois temps : mise en place des mécanismes de cessez-le-feu basés sur la résolution n°2254 du Conseil de Sécurité de l'ONU et la transition fondée sur le communiqué de Genève.

Création d'un gouvernement crédible, « non-sectaire » et des réformes constitutionnelles, suivies par des élections sous la supervision de l'ONU qui incluent tous les Syriens à l'intérieur et à l'extérieur, y compris dans les camps de réfugiés.

En parallèle, la Jordanie s'est vue confier la tâche de réaliser une liste des groupes terroristes qui seront exclus de l'accord de cessez-le-feu. La réunion de Vienne a confié à l'Arabie Saoudite, la tâche de rassembler les partis de l'opposition syrienne et de la réunifier, en préparation du lancement du processus de négociation.

Moscou demeure intransigeante sur sa ligne diplomatique et met des bâtons dans les roues du processus, en imposant une opposition qualifiée de proche du régime. Voulant conserver ses chances diplomatiques dans la région en fonction des ses intérêts géostratégiques, le Kremlin tentera de négocier avec Washington. L'expansion militaire russe et l'expansion de l'Iran est une tentative claire de mettre fin au processus engagé en 2011, afin de sauver et consolider militairement et politiquement le régime d'Assad, en écrasant toutes formes d'opposition.

Les différentes puissances impérialistes et les régimes bourgeois et régionaux ont un intérêt clair dans l'échec de la révolution populaire syrienne.

Assad et ses alliés doivent être tenus responsables de leurs crimes, un processus identique pourrait être mis en place pour les crimes des forces fondamentalistes islamiques et d'au-

tres groupes.

L'urgence n'est pas à échafauder des solutions à l'insu des Syriens mais bien à redonner l'initiative aux forces démocratiques qui ont initié le mouvement de révolte populaire au Printemps 2011.

« Non à Assad, non à Daech et non à Jabhat Al Nusra.

Non aux États-Unis et non à la Russie.

Non à Téhéran, non à Riyad, non à Doha et non à Istanbul.

Oui pour les personnes en lutte, pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité.

Ceci est notre boussole politique. »

Iran : Rencontre entre Solidarité Socialiste et les Travailleurs d'Iran (SSTI)

Quelques chiffres : 90 % de musulmans et 2 % d'arabes, le persan est la langue officielle. 4^e producteur de pétrole au monde. Khamenai dirigeant du régime à vie. 85 % des adultes alphabétisés, 74 % d'urbanisation ; 1,78 enfant par femme ; 52,4 % de femmes étudiantes.

L'Iran n'a jamais été colonisé. Toujours sous influence russe et britannique, Reza Chah a été destitué par l'invasion de l'armée rouge au nord et britannique au sud, son fils a été installé à sa place. Le passage à l'État moderne a été entamé par le père du dernier Chah de façon brutale, un état oppresseur, pas de place pour les minorités ethniques, une répression tous azimuts ; introduction dans la loi de l'obligation de ne pas porter le hijab.

La crise économique est très mal gérée par le régime du Chah, les étudiants ont été le fer de lance du mouvement démocratique, un mouvement ouvrier très organisé. La plus grande organisation syndicale du Moyen-Orient sous l'égide du parti pro-soviétique, se situait en Iran.

Le Chah avait laissé les mains libres aux Ayatollah, sauf à Khomeiny. Protestation de ce dernier quand le Chah a instauré le droit des femmes. Khomeiny a eu une popularité

extraordinaire quand il s'est opposé au Chah.

L'insurrection de 1979 a été reprise par Khomeiny alors qu'il était contre. En Iran, le pouvoir qui est élu (exécutif) est contrôlé par le pouvoir religieux. Il y a un filtrage des candi-

Solidarité avec les Travailleurs Iraniens



data à l'investiture, qui ne permet pas à quelqu'un en dehors de la ligne voulue par le guide suprême d'être élu. Le guide suprême en Iran, suit une stratégie politique, qui consiste à mettre la minorité au pouvoir.

Concernant la représentation des travailleurs, seul le Conseil islamique du travail est autorisé, les autres organisations sont interdites par la Constitution. Les travailleurs demandent des syndicats ce qui est une démarche politique et antisystème.

1^{er} mai 1982, tentative de mettre en place un code du travail, mais on dit que cela n'a pas de sens en Iran. Les ouvriers arrivent à repousser le changement de code du travail entre l'ancien régime et le nouveau. Les moudjahidines tentent un coup d'État, en réaction, lancement de la grande terreur qui dure un an et demi, jusqu'à la fin novembre 1982.

La force qui sort de la guerre en toute puissance, l'armée et les forces classiques sont en seconde place, c'est le passadaron et ses amis qui a la première place. À l'été 1988 près de 5000 prisonniers politiques sont massacrés par le régime suite à une fatwa.

En ce moment, on a une destruction de l'économie iranienne. Tout le monde pense que l'accord avec Rouhani changera les choses, or ce n'est pas le cas. Les attaques contre le mouvement ouvrier passent par des arrestations, mises en prison, des cautions énormes, ce qui bâillonne complètement les gens.

Avant les attaques visaient les leaders syndicaux qui contestaient le régime. Depuis la fin de l'ère Ahmadi-Nejab, les grévistes sont traduits en justice pour le simple fait de grève, pour « sabotage économique ».

L'Iran, soutien du régime d'As-

sad dans le conflit syrien, ils ne céderont pas sur ce point. Engagement de l'Iran c'est plus que de la parole, des bataillons d'intervention extérieure formés, des volontaires sont sur le terrain, il y a des généraux et colonels de haut rang qui sont morts en Syrie. Ligne de crédit illimitée ouverte personnellement par Khamenai pour la Syrie. Il ne s'agit là que d'un retour d'appareil entre les deux pays, le père d'Assad soutenait la révolution iranienne.

Les conditions de vie des Iraniens sont très difficiles, plus de 52 % des iraniens vivent sous le seuil de pauvreté iranien. Iran est le pays des manifestations et de luttes dont personne ne parle. Toutes les 5 heures, il y a une action ouvrière en Iran, d'après les chiffres du régime. Le niveau d'organisation est très faible.

Quelle intervention de Solidaires dans tout ça ?

Sur la question kurde

En Turquie, nous avons développé des liens avec le DISK et le KESK, des contacts pris et des délégations qui sont parties. Contact avec un syndicat de l'enseignement, syndicat du rail et un syndicat étudiant. Production de communiqués, échanges d'informations. Un mouvement kurde qui est de plus en plus structuré en France. Beaucoup de formations sur le Kurdistan.

CNKF dont Solidaires est membre : rassemble toute la gauche française sauf le PS, interlocuteur privilégié pour avoir des informa-

tions, organise la totalité des manifestations ; intervient sur la situation du Kurdistan de Turquie. Travaille avec le CDKF et le FEIK qui organise des délégations, un projet au sein de Solidaires de partir dans les mois qui viennent au Kurdistan.

Collectif femme kobané qui fait beaucoup de travail sur la question femme. Un collectif de solidarité avec la culture et la solidarité au Rojava

SSTI

Approfondissement des liens avec les syndicats qui travaillent sur la question des travailleurs iraniens. Cette année le gouvernement Rouhani a lancé une campagne diplomatique. Iran est signataire de la convention de l'OIT (organisation internationale du travail).

Le gouvernement fabrique des organisations qu'ils présentent comme les représentants des travailleurs en Iran. L'OIT joue le jeu de l'Iran, ils aident le gouvernement et misent sur Rouhani. L'opposition iranienne a besoin de notre aide pour organiser des colloques.

Au mois de juin lors de l'assemblée de l'OIT à Genève, nous formons le projet de nous y rendre pour dire que ces gens ne représentent rien. Préparation de dossier contre le gouvernement iranien dans l'OIT. Un dossier sur le travail des enfants en Iran qui est un réel problème.

La Syrie

Participation de Solidaires à certaines actions, la majeure partie des collectifs expliquent toujours ce qui s'y passe. Les rencontres tournent autour de ce sujet.

Un rassemblement tous les samedis depuis quatre ans de militants syriens place Fontaine des Innocents.

Bruno Chaniac
(SUD éducation 30)

Pour les 32 heures !

Le mouvement social que nous vivons démontre une fois de plus que les capitalistes aidés, par ce pouvoir social libéral en place, veulent toujours plus de profits au détriment de l'emploi et des conditions de travail des salarié-e-s.

Au cœur de cette loi El Khomri, l'allongement du temps de travail, avec la possibilité de déroger les 35 heures hebdomadaires, reste la revendication première des patrons pour permettre de gagner toujours plus.

Face à cela, organisations syndicales, travailleurs-ses, devons revendiquer la baisse du temps de travail, à commencer par la semaine des 32 heures. Les 32 heures hebdomadaires permettront un partage du travail et des améliorations des conditions de vie et travail.

N'écoutons pas ces capitalistes qui nous disent que les 32 h feront perdre la « compétitivité » de la France... Ces mêmes capitalistes qui n'ont aucun scrupule à placer leur argent dans des paradis fiscaux, endettant ainsi « leur » pays, faisant le bonheur des « banquiers » !!!

Depuis le 19^{ème} siècle le discours des patrons n'a pas changé, la baisse du temps de travail est néfaste pour l'économie, l'emploi, la compétitivité,... Et pour leurs profits !!!

Nous sommes en 1848, la journée de travail du textile lyonnais vient de passer de quatorze à douze heu-



res. Pour la chambre patronale des soieries, c'est la catastrophe. Elle adresse au préfet une supplique pour dénoncer la dangerosité et l'amoralisme de la nouvelle loi :

« Nous attirons votre attention sur les graves conséquences qu'auraient à subir nos industries au cas où la loi viendrait à être appliquée. (...) Douze heures précipiteraient les faillites... Les filles employées s'y livrent sans que leur santé n'en ait jamais été altérée... (...) Nous serions dans l'obligation de fermer nos manufactures... »

Plus tard, en 1919, la loi des huit heures suscite les mêmes réactions. Voici ce qu'écrivait un entrepreneur de la métallurgie : *« On en veut à ceux qui font la richesse du pays. (...), et puis que feront nos ouvriers de tout ce temps vacant ? Désœuvrement, fréquentation plus assidue des estaminets. (...) »*

Et enfin, en juin 1936, la semaine tombe à quarante heures. Les maîtres de forges en Lorraine tonnent contre ce qu'ils baptisent « la loi de fainéantise sociale » : *« Nos entreprises sont perdues. Comment relever le pays si nos ouvriers habitués à la tâche et fiers de l'accomplir travaillent deux fois moins ? La France va à sa ruine. »*

Faux, la France n'a jamais été ruinée et les patrons n'ont cessé de s'enrichir... La diminution du temps de travail, le partage du temps de travail, a toujours été le moyen de permettre l'embauche de salarié-e-s supplémentaires et l'amélioration des conditions de vies.

1982, la durée du temps de travail passe de 40 à 39h, sans perte de salaire, ainsi que l'acquisition d'une cinquième semaine de congés payés permettant de créer 145 000 emplois sur 3 ans (Cette,

1992, cité par Commissariat Général du Plan, 1993, p. 267)

1999, la loi Aubry est votée fixant ainsi la durée légale hebdomadaire à 35h et la mise en place de « RTT ». Malgré l'intensification du travail et le gel des salaires, qui en résultera, 350 000 emplois seront créés.

Avec 5,4 millions de chômeurs, il est temps de poursuivre la baisse du temps de travail à 32h. L'Union Syndicale Solidaires le dit, la CGT le dit, dans son dernier appel du 51^{ème} Congrès à Marseille...

Et même Christine TAUBIRA, le 19 juin 2015, encore Ministre, déclarait sur l'antenne de BFM Radio : « *Je rêve d'un monde où l'on ne travaille pas le dimanche, où l'on ne travaille ni le samedi, ni le dimanche, a-t-elle expliqué. Je rêve d'un monde où l'on pourrait travailler 32h par semaine, pour avoir du temps à consacrer aux autres, à lire des livres, à aller au théâtre...* »

Et d'ailleurs, certaines entreprises françaises sont déjà passées aux 32 heures hebdomadaires grâce à la loi De Robien en 1996... un gouvernement de droite, comme par exemple la compagnie d'assurance MACIF qui est passée à ... 31h30.

Si la France n'est pas ruinée et si les patrons ne cessent de voir grandir leurs profits, c'est que chaque diminution du temps de travail a été accompagnée d'une progression de la productivité. Ainsi, au cours du dernier millénaire, le PIB mondial par habitant a été multiplié par 13 (Travaux de l'économiste et historien Angus Maddison).



Partager le travail, partager les richesses, une nécessité. « ... *refuser de réduire le temps de travail pour le partager, c'est alors, collectivement et politiquement, accepter le chômage de masse...* » voilà se que déclarer l'économiste français Jean Gadrey qui disait également qu'il ne fallait plus compter sur la reprise de la croissance pour espérer une baisse du chômage écrivait dans « Adieu la croissance », :

« les trois principaux éléments explicatifs du ralentissement de la croissance de la productivité du travail, observés depuis le milieu des années 70, sont d'ordre structurel : épuisement des ressources naturelles non renouvelables - pics de production attendus pour la grande majorité d'entre elles entre 2015 et 2030 - ; déclin du poids de l'industrie avec la tertiarisation de l'économie - le secteur tertiaire, représentant aujourd'hui 75 % de l'emploi total, est un secteur qui, par nature, a des gains de productivité plus faibles que l'industrie - ; ... »

La baisse du temps de travail a toujours été une avancée sociale pour les salarié-e-s à comparer à ses augmentations.

En 2007, en pleine période de cri-

se, la loi TEPA, mise en place par Sarkozy, augmentait la durée annuelle effective du travail des salariés à temps plein, de 1658 heures en 2007 à 1680 heures en 2010. Car l'effet néfaste de cette loi aura été le signal donné aux salarié-e-s que pour gagner plus, il fallait travailler plus... Grâce aux heures supplémentaires. Durant cette même période c'est 250 000 emplois qui auraient pu être sauvés.

C'est cette notion d'heures supplémentaires que l'on retrouve dans la loi El Khomri, dite travail, où les heures supplémentaires ne seraient plus revalorisées à 25%, voire 50%, obligeant les salariés à travailler... Encore plus pour garder le même pouvoir d'achat !!!

Les 32h hebdomadaires ne sont pas une utopie. C'est le juste partage du travail et des richesses qui doit se faire pour un monde plus solidaire

François Girodon
Solidaires Retraité(e)s 30

<http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de,76/statistiques,78/duree-du-travail,81/la-duree-du-travail-concepts-et,255/la-duree->

Bilan et perspectives de la lutte au CH le Mas Careiron

La lutte n'a cessé d'être présente au CH Le Mas Careiron depuis plus de 18 mois.

Il y a eu une première réunion de négociations avec la Direction et l'intersyndicale en présence de deux observateurs, le 19 octobre 2015 suite à des réunions de médiations qui se sont déroulées auparavant.

10 décembre 2015: absence du directeur général remplacé par son directeur adjoint. Une prochaine réunion est prévue afin de faire aboutir les négociations en présentant un relevé de conclusions.

L'intersyndicale est venue avec des propositions concrètes concernant « la gestion du temps de travail », comme planifier les 11 jours de repos compensateurs dans les roulements et ne plus les nommer *congés annuels* et une proposition de l'intersyndicale à négocier sur la base de 3,5j et pas plus! soit 600 000 euros d'économie par an!!!

L'intersyndicale demande alors à ce que les médicaux participent à l'effort du déficit (modulation de la DAF: dotation annuelle de financement).

Le 14 décembre 2015, une assemblée générale du personnel a eu lieu (avec 100 agents présents). Il a été voté ce jour un préavis de grève pour le 5 janvier 2016, date des prochaines négociations afin de soutenir l'intersyndicale lors de ces rencontres.

Le 5 janvier, réunion des négociations.

Mobilisation du personnel en grève pour soutenir la délégation intersyndicale pour les négociations. Présence de la presse et du préfet.

La Direction était à l'écoute des propositions de l'intersyndicale.



Le 22 janvier a eu lieu un conseil de surveillance où la Direction de l'ARS (agence régionale de santé) annonce que le directeur général ne peut plus assurer ses fonctions (et ce depuis début décembre 2015). Il est donc remplacé par un Directeur intérimaire présent 2 demi-journées par semaine (dirigeant également l'hôpital d'Alès) en attendant la nomination d'un nouveau directeur.

À savoir qu'à ce jour notre Directeur général a été muté dans un autre département.

Lors de ce CS, il a été dit par la Direction de l'ARS que les réunions de négociations devaient continuer.

Il a été également dit qu'une enquête allait être ouverte très rapidement par la cour des comptes et l'IGAS (l'inspection générale des affaires sociales) désignée par le ministère de la santé.

Il est important de rappeler que les missions de l'IGASS concernent : les GHT (groupement hospitalier de territoire), l'étude sur la GTT (gestion du temps de travail), la prise en charges des patients au CH le Mas Careiron, la politique de dotation annuelle de financement (DAF) sur le Gard et la nouvelle région, ainsi que le positionnement du CH selon le découpage des secteurs d'hospita-

lisation. En bref, ses missions permettent de faire des économies et encore des économies sur la qualité des soins et les conditions de travail du personnel hospitalier.

Le 28 janvier, il y a eu une autre réunion des négociations afin de finaliser un éventuel accord entre la Direction et l'intersyndicale. La Direction par intérim ne prendra alors aucune décision pour établir un accord comme il avait été dit au dernier Conseil de Surveillance.

Le 2 février, Rencontre avec 2 représentants de l'IGASS et l'intersyndicale.

L'IGASS confirme que les négociations avec la Direction ne sont pas interrompues pendant leur mission d'enquête.

L'intersyndicale a vivement défendu l'intégrité et la spécificité de la psychiatrie dans le département.

L'IGASS donnera un rapport fin mars à la Direction du CH, aux représentants du personnel, à la Direction de l'ARS et au ministère de la santé. Les décisions sont floues et pour l'instant rien n'est acté.

Le 16 février : rencontre avec le nouveau président de la CME (élu récemment) et l'intersyndicale dans un but de discuter en

commun des projets comme les GHT et ses conséquences et permettre de savoir le positionnement des médecins du CH.

Le 19 février 2016, l'intersyndicale rencontre la cour des comptes, à la demande de l'intersyndicale, afin de lui faire parvenir les différentes propositions d'économies qui peuvent être faites sur l'hôpital. L'intersyndicale a également lu le bilan des médiateurs afin que la cour des comptes soit informée des réunions déjà passées et des décisions en cours.

Le 29 février, les médecins d'Uzès, Nîmes et Alès se sont contactés afin de discuter d'un

GHT pour juillet 2016 (prévu par la loi Touraine).

Le 16 mars 2016, l'IGASS fait part de son pré-rapport à l'intersyndicale et doit présenter le rapport final fin mars:

- élaboration d'un projet médical partagé (GHT) avec les médecins psychiatres des différents CH du Gard ;
- travail institutionnel sur la prise en charge des patients ;
- améliorer le dialogue social entre les partenaires sociaux et la Direction du CH.

L'intersyndicale a sollicité un RDV auprès du président de la CME le 22 mars afin de discuter sur la dernière rencontre avec

l'IGASS et leurs prérogatives. A ce jour nous n'avons pas de RDV.

Mi-mai, nous n'avons toujours aucun signe du rapport de l'IGASS alors qu'il aurait dû nous être restitué fin mars comme il nous l'avait été dit.

A partir du 14 mai, le CH le Mas Careiron s'est inscrit dans un mouvement de grève reconductible contre le projet de loi travail instauré par le gouvernement.

Sophie Colin IDE
Sud Santé-sociaux 30

La lutte continue au CH le MAS Careiron

Le Directeur par Intérim M.Cencic continue à refuser de reprendre les négociations sous prétexte qu'il attend le rapport de l'enquête de l'IGAS.

Ce rapport continue de stationner dans les bureaux de l'ARS qui refuse de le transmettre sans le rapport de la cour régionale des comptes... dont l'ARS dit elle-même qu'elle ne l'aura peut-être pas... On veut nous mener en bateau ; aussi les personnels et leur intersyndicale (SUD,FO, CGT, USP) poursuivent la grève reconductible et le boycott des instances.

La Direction semble se préparer à un passage en force. La réunion des personnels, du 8 novembre au **CH le Mas Careiron** à Uzès, a réuni plus de 120 personnes représentant leurs services malgré les assignations et les tracasseries administratives mises en place par la Direction pour entraver la mobilisation.

Un cahier revendicatif a été compilé avec les revendications spécifiques à chaque service.

Le personnel a approuvé à 95% la poursuite de la grève reconductible, l'exigence de la reprises des négociations, la poursuite du boycott des instances CTE et CHSCT

Une délégation d'une quarantaine de salariés est ensuite montée dans les bureaux de la direction déposer la demande écrite de l'intersyndicale pour la réouverture des négociations sur la base de nos revendications. (Cahier revendicatif, résorption de l'emploi précaire, maintien des emplois et des repos compensateurs actuels).

Un avertissement pour la Direction par intérim que la détermination des personnels est toujours là.

Les banderoles et le piquet resteront en place à l'entrée de l'établissement tant qu'il le faut pour dénoncer le refus de négocier de la Direction et la dégradation des conditions de travail.

L'intersyndicale doit se réunir prochainement pour déterminer les actions à mettre en œuvre pour faire aboutir les revendications et être entendue de la direction par intérim et de l'ARS



Édouard Gloanec (Sud Santé-Sociaux) - le 12/11/2016

Une vie en psychiatrie

« Pour que les patients dits « chroniques » ne soient pas les oubliés de la psychiatrie de demain. »

Nous pouvons définir chronique comme étant le « caractère d'une maladie mentale qui évolue longtemps voire toute la vie avec ou sans phase aiguë ou rémissions, entraînant à la longue une altération plus ou moins accentuée des fonctions psychiques. Il peut s'agir de névrose ou d'état dépressif mais avant tout de psychose au long cours »*. Ainsi, lorsque nous parlons de psychiatrie, nous pensons au caractère chronique des pathologies qui s'y rattachent.

Qu'il s'agisse d'enfants accueillis en pédopsychiatrie, d'adultes en service classique ou de personnes âgées en gériopsychiatrie, l'hospitalisation du malade en psychiatrie pose la question de la chronicité sur des maladies qui évoluent longtemps, ou qui durent « toute la vie ».

Nous pouvons nous demander si le malade chronique est qualifié ainsi par les symptômes de sa pathologie (qui certes dure mais continue d'évoluer), ou par le système actuel ? Dans une époque individualiste, certains patients viennent trouver un peu de chaleur humaine et de réconfort à l'hôpital, ce qui nous laisse à croire que l'hôpital psychiatrique est l'ultime solution pour répondre aux difficultés que le patient rencontre face à l'isolement social...

Nous sommes confrontés quotidiennement à des patients exclus de la société, de l'école ou du travail, des IME (Instituts Médico-Educatifs), des familles d'accueil ou autres lieux de vie car leurs troubles sont trop importants. Le

manque cruel de structures aggrave la chronicisation des patients dans les services de psychiatrie, puisqu'ils ne peuvent être accueillis « nulle part ailleurs ». En d'autres termes, l'hôpital psychiatrique serait un des seuls lieux où la folie est accueillie et tolérée. Vaste programme et lourde responsabilité pour les soignants!!

L'existence des mécanismes psychiques qui reproduisent et fixent les symptômes de manière durable chez les malades, nous renvoient, à nous soignants, un sentiment d'impuissance, d'épuisement, voire même une représentation mortifère, pouvant engendrer un burn out sur du long terme, suite à un abandon thérapeutique. Ces sentiments que peuvent ressentir certains soignants : « ça ne sert à rien, on ne réglera rien... » face à des patients chroniques qui viennent et reviennent régulièrement avec souvent la même problématique (rupture de traitement, sentiment de solitude, déni de la maladie et de ses troubles psychiques...).

Les moyens et les dispositifs mis en place ne sont pas suffisants pour assurer un maintien à domicile pour certains patients souffrant de troubles mentaux. La difficulté est grande pour certains de vivre seuls en société ce qui les amènent inévitablement à revenir frapper à la porte de nos hôpitaux.



Nous nous demandons donc ici, comment ne pas s'épuiser face aux répétitions qu'engendre la chronicité ? Comment continuer à proposer, à penser et agir le soin ?

En d'autres termes, comment relancer la machine psychique soignante pour continuer à prendre soin de l'autre après des années de prise en charge ? Le soignant doit être vigilant à ne pas se « chroniciser » lui-même dans les actes de soins quotidiens et toujours avoir à l'esprit de leur donner un sens lorsque nous les prodiguons au patient.

Nous sommes de plus en plus écartelés entre ce que nous voudrions offrir en terme de qualité d'accueil et de soin et la restriction budgétaire à laquelle nous devons nous adapter en permanence.

Autrement dit, de plus en plus confrontés à des injonctions paradoxales c'est-à-dire que le soignant a deux obligations contradictoires: assurer une qualité des soins et en même temps avec de moins en moins de moyens!! Soignants : comment ne pas devenir fou à notre tour??

Les formations ou la supervision d'équipe par exemple, sont des lieux permettant aux professionnels d'une équipe d'échanger sur leurs difficultés vécues en service, mais nous les voyons disparaître au fil du temps, faute de moyens.

Ces temps pour penser ensemble, au patient, et à soi, favorisent la cohésion d'équipe, ouvre à la réflexion, font immerger des pistes de travail et permettent aux professionnels de « sortir la tête du guidon » pour voir le malade tel qu'il

est, aujourd'hui, et envisager les perspectives d'avenir.

Sophie Colin IDE
Mathilde Lepoint IDE
SUD Santé Mas Careiron,

G.H.T ? La Psychiatrie n'est pas à vendre !

A l'heure où l'économie domine plus que jamais le système néolibéral qui étend le spectre de la régression sociale sur l'Europe toute entière, voire à l'échelon planétaire avec les accords "TAFTA" de "libre échange" qui se profilent, la santé et plus spécifiquement la psychiatrie n'échappe pas à la réduction drastique de moyens, humains et matériels. Les "Protocoles" s'ajustent aux 3 milliards d'économie demandés, les "bonnes pratiques" sont orientées par les impératifs gestionnaires et sécuritaires, les chiens de la révolte s'épuisent à aboyer tandis que passe, inexorable, la caravane du néolibéralisme avancé. Dernier avatar de la récente "Loi Santé", évidemment pensée (?) en dehors de la psychiatrie, les G.H.T. (Groupements Hospitaliers de Territoire) En bref, il s'agit ici de "recentrer" les activités hospitalières autour d'un "Pôle Hospitalier" unique, nécessairement "appuyé" sur un C.H.U. A l'évidence les technocrates du ministère ont, une nouvelle fois, méprisé la réponse aux besoins des populations et la nécessité, toujours croissante compte tenu de l'augmentation de la précarité sociale, des soins de proximité ... quel contraste avec l'appel encore récent, de la ministre de la santé à lutter contre les déserts médicaux ! Et plus encore en psychiatrie, quelle négation du secteur et de sa politique d'équipe-

ments de proximité ! Plus question, dans la loi, de faire référence à la dimension géo-démographique du secteur, pourtant lui aussi défini par la loi, désormais implicitement supplanté, par la notion de territoire, concept vague aux limites imprécises et surtout aux dotations des plus aléatoires en moyens humains et matériels. Heureusement, un peu partout, dans les établissements de psychiatrie publique qui ne veulent pas se laisser englober par le système M.C.O. (Médecin-Chirurgie-Obstétrique), la révolte gronde, et en appelle à la spécificité du soin en psychiatrie, dont les composantes plurifactorielles, ne peuvent se réduire au savoir et aux pratiques universitaires.

Peu à peu des hôpitaux se mettent en grève, ou votent unanimement (en C.M.E.) des motions opposées aux G.H.T. L'hôpital de Ville Évrard en région parisienne apparaît comme fer de lance d'une opposition qui a le mérite de rassembler, pour des motifs souvent bien différents, aussi bien les personnels soignants, que les médecins et les administratifs. Un peu partout des mouvements s'animent, à Paris comme dans les régions, des "Nuits Debout" sont consacrées à la santé, à la psychiatrie, à la contrainte et à l'accès aux soins. Et sans doute est ce là le plus important, car ce ne sont plus seulement des professionnels qui se préoccupent de santé mentale, mais ce



sont maintenant les – jeunes – citoyens qui s'en emparent. Et ces éléments sont bien là pour nous rappeler que la psychiatrie n'est pas à vendre – et encore moins à "g.H.T." – et qu'il ne s'agit pas ici d'une lutte partisane ou corporatiste de la part des professionnels et "usagers" de la santé, mais qu'il est bien question de combattre le capitalisme néolibéral sous toutes ses formes et incidences. Si maintenant ce ne sont plus les tanks qui nous menacent, ce sont bien les banques qui envahissent peu à peu notre espace de vie ... et tentent de marchandiser notre santé !

Philippe GASSER
Praticien Hospitalier C.H.
d'Uzès, Président de l'Union
Syndicale de la Psychiatrie
(USP).

Un Comité DAL à Nîmes , pourquoi, comment ?



Avec nos structures associatives , syndicales, politiques, confessionnelles, nous représentons une force militante à diverses facettes, mobilisée dans la défense, l'aide de différentes populations de demandeurs de logement : des personnes en situation précaires, des étrangers attendant une régularisation, parfois déboutés du droit d'asile, des Roms expulsés de toute part, des femmes victimes de violence enfuies du domicile... Hébergés par des amis, de la famille ou des connaissances, en passe d'être expulsés, logeant dans l'insalubrité, l'exiguïté, dans des habitats de fortune ou même dans la rue ; ils sont sans solution.

Victimes de préjugés, de racisme, d'exclusion, ils ont un point commun : on leur reproche un manque d'autonomie, de socialisation, de revenus. Et bien sûr, le logement est un enjeu. Sans lui rien n'est possible, tous les efforts sont vains ; c'est le premier verrou à

lever pour débiter un processus d'insertion : être logé, et de façon stable. Or c'est par l'insertion qu'on deviendra autonome.

« Impossible ! » nous disent les institutions... alors qu'il y a près de 8000 logements vides à Nîmes, là, maintenant, tous les jours... dont près de 800 logements sociaux. « Oui, nous rétorque-t-on, mais il faut des garanties, de l'argent, des moyens ! ». Ah bon ?

On était là pour voir : en janvier 2015, après 10 ans sur le sol français et 2 ans de bagarres quotidiennes avec le collectif Roms, une dizaine de familles Roms, expulsées de ce que l'on avait appelé le « camp de la honte » - calé entre chantier tgv et pêcheurs aspergés de 17 traitements de pesticides l'été - ont été logées ...en un claquement de doigts !

Donc c'est possible. Alors il y a de quoi faire, il suffit de s'en donner les moyens par la lutte.

Certes, nous n'en sommes pas à

notre première bagarre pour obtenir la reconnaissance des droits des personnes les plus précaires, mais nous obtenons peu de succès, et l'émiettement des problèmes, des procédures et des interlocuteurs épuise nos forces trop dispersées.

D'où l'idée de structurer ensemble les luttes sur le logement ; un nouveau type d'action est à construire, plus opérationnel et basé sur un nouveau rapport de forces.

Le DAL : histoire et mode d'intervention

L'association Droit au Logement a été créée en 1990 par des familles mal logées et sans logis et des militants associatifs de quartier, dans le 20^{ème} arrondissement de Paris. Elle est née à la suite du campement durant 4 mois de 48 familles avec enfants, expulsées de deux immeubles squattés. Avec un large soutien de la population du quartier, des associations, syndi-

cats et partis politiques de gauche et d'extrême gauche. Après une forte mobilisation médiatique, le gouvernement avait nommé un médiateur...et après quelques mois de campement et de manifestations, les familles avaient été relogées.

Se sont succédées, en France, des centaines d'autres actions de ce type, des centaines d'actions en justice, avec manifestations, campements, occupations, réquisitions de logements vides... pour défendre les droits des exclus du logement. Avec création d'une trentaine de comités en France, qui se sont fédérés en 1998 autour d'une charte, créant la Fédération des comités Droit Au Logement.

L'action du DAL s'est concrétisée depuis 1990 par le logement ou le relogement de milliers de familles en situation d'exclusion, par des améliorations législatives, par une meilleure prise en compte de l'exclusion par le logement dans les politiques publiques...et de la crise du logement dans l'opinion.

Dans le DAL, nous reconnaissons comme nôtres quelques principes essentiels :

Extraits de la charte du DAL :

Unir et organiser les familles et les individus, mal logés ou concernés par le problème du logement, pour la défense du droit à un logement décent pour tous,

Exiger l'arrêt des expulsions sans relogement,

Exiger le relogement décent et adapté de toute famille et personne mal logée ou sans logis,

Exiger l'application de la loi de réquisition sur les immeubles et logements vacants appartenant aux collectivités locales, à des administrations, à l'Etat, à des banques, à des compagnies d'assuran-

« Déloger le pauvre, tirer l'exilé de son abri de bâches et de planches, pousser la tente des Roms un peu plus loin : ventiler la misère, la disperser pour qu'elle sente moins la mort. Qu'ils disparaissent, ordonnent les salauds. L'ordure à la benne et le trottoir passé au karcher sous les yeux vides des électeurs. paru dans [lundimatin#78](#), le 25 octobre

ce, à des gros propriétaires, à des professionnels de l'immobilier.

Plus généralement initier et organiser le soutien, l'information, la promotion d'actions ayant pour but de remédier au problème des mal logés et sans logis, notamment par des propositions visant à améliorer la législation sur le logement.

- Le recours potentiel à des actions collectives immédiatement opérationnelles de mise à l'abri : campement, occupations, réquisitions...

- L'acharnement dans l'application du droit de tous au logement, avec l'implication de juristes.

Commissions thématiques

En début d'année, nous avons créé une association loi 1901. Nous avons opté pour un fonctionnement collégial. Le conseil collégial qui administre l'association est composé de tous les membres de l'association. Chaque mois une Assemblée Générale organise et anime la vie de l'association dans le cadre fixé par les statuts et la charte du DAL.

Parallèlement, plusieurs commissions sont mises en place :

- Commission permanence qui assure le suivi des dossiers traités pendant les permanences (2 samedi matin par mois). Elle se réunit le mardi suivant la permanence.



- Commission actions collectives/communication qui prépare les actions décidées en AG

- Commission organisation qui prépare notamment les AG.

Nous avons connu un début enthousiasmant avec une présence fournie de militants et de personnes mal logées ou sans domicile (une soixantaine d'adhérents aux premières AG), soutenus par une large palette d'organisations, confirmant le besoin d'un DAL sur la ville.

Nous avons organisé l'accueil et l'accompagnement des personnes venues nous rencontrer lors des permanences, mais aussi plusieurs manifestations publiques (par exemple devant le Palais de justice le 5 mars pour l'anniversaire de la loi DALO, et devant la préfecture le 31 mars lors de la fin de la trêve hivernale). Dans le même temps, nous avons assuré une présence périodique aux maraudes le soir

avec les sans-abris, et sur les marchés dans les quartiers hlm, tout en participant activement aux fortes mobilisations nîmoises contre l'état d'urgence et contre la loi travail...

Ces premiers mois ne sont qu'un début, parfois difficile. Mais nous sommes déterminés à installer notre présence, forte et efficace. Car le logement reste un marqueur de la position sociale, et la discrimination qui en résulte est insupportable.

Pour que l'action du DAL de Nîmes soit utile, nous devons réussir à rassembler les personnes concernées pour mener ensemble

des actions fortes et toujours plus collectives. Car malgré la volumineuse réglementation consacrée au droit au logement pour tous - à un logement digne, malgré l'obligation faite aux communes de construire des logements sociaux en quantité suffisante... les pouvoirs publics n'honorent leurs obligations et les droits des plus démunis que contraints par les luttes.

UN TOIT C'EST UN DROIT

Odile Aigon, Pierre Fournier, Roger Mathieu
Solidaires Retraité(e)s 30
Militants du DAL



Dans le monde une classe en lutte

« L'internationalisme est un des aspects essentiels de notre syndicalisme »

A *Solidaires*, notre identité syndicale va de pair avec l'internationalisme. Nara Cladera et Christian Mahieux de la Commission internationale analysent l'implication de notre union syndicale sur cette question et l'animation, entre autre, du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Quelles raisons ont poussé Solidaires à se doter d'une Commission internationale ?

Nara et Christian: Il y a une dizaine de commissions nationales au sein de l'*Union syndicale Solidaires* : Femmes, Formation, Syndicalisation/Structuration, Conditions de travail et santé, Immigra-

tion, Ecologie, Protection sociale, Genres et sexualités... Il était bien normal que l'une d'elles porte sur l'activité internationale de notre *Union* et des organisations membres. Mais comme pour toutes les commissions ou les groupes de travail nationaux (Ripostes syndicales face à l'extrême-droite, Moyens des Solidaires locaux, Juridique...), le travail qui y est réalisé concerne et engage l'ensemble de notre organisation.

L'internationalisme (comme l'interprofessionnel) est un des aspects essentiels de notre syndicalisme et non quelque chose qui viendrait « en plus ». Il existe des modèles syndicaux ne se reconnaissant pas dans cette conception : ce sont ceux qui considèrent

que le syndicalisme se limite, au mieux, à la défense des intérêts immédiats des salarié-es. Nous nous réclamons d'un syndicalisme agissant pour une profonde transformation sociale et une rupture avec le système capitaliste ; cela impose une pratique en phase avec cette ambition, donc un engagement internationaliste réel, que ce soit au plan des structures nationales ou des collectifs militant-es locaux.

C'est en ce sens que des débats dans les instances syndicales sur les questions internationales, et plus généralement sur les « sujets de société », ont une utilité ; sinon il s'agit seulement de « discussions » entre quelques militant-es ou de commentaires

sur l'actualité politique, économique et sociale, dont nous laissons la responsabilité de la faire à d'autres forces.

Il s'agit donc de définir quelles sont les tâches prioritaires pour le syndicalisme, au plan international, face aux violentes attaques du capitalisme qu'on peut résumer sous le titre générique de « politique d'austérité », tout en sachant qu'elle a de multiples facettes et conséquences : la question économique (bas salaires, chômage, précarité, flexibilité, misère...) en fait partie, mais cela touche aussi à des sujets tels que l'immigration et l'émigration, le colonialisme, le logement, l'égalité femmes/hommes, les droits syndicaux, etc. Comment se donner les moyens de la résistance, mais aussi de la contre-attaque et de l'offensive pour nos revendications et vers l'utopie à construire ?

Comme pour l'ensemble de notre stratégie, nous avons besoin pour cela d'une politique syndicale autonome, c'est-à-dire définie au sein de nos collectifs syndicaux et non à l'extérieur, définissant et mettant en œuvre les moyens nécessaires à sa réalisation, organisant l'action collective des travailleurs et des travailleuses (qui peut prendre de nombreuses formes). À l'international comme pour le reste de notre champ d'action, une politique syndicale autonome ne signifie pas le refus de l'unité syndicale, de l'action commune avec d'autres forces du mouvement social ou encore l'ignorance des mouvements politiques. Pour ce qui est de l'*Union syndicale Solidaires*, c'est même l'inverse !

Déléguer les tâches qui nous in-

combent, en tant que syndicalistes, aux autres forces du mouvement social serait une erreur : la construction d'un rapport de force passe par l'utilisation des moyens proprement syndicaux que sont la grève, le blocage des moyens de productions... sur les lieux de travail. Ce qui implique aussi de penser l'articulation de ces moyens avec d'autres formes d'actions avec les « sans », premières victimes du capitalisme aujourd'hui, sans-emploi, sans-papiers, immigrés, réfugiés, exilés...

Solidaires fait partie de différents réseaux de solidarité internationale. Quels sont-ils ?

Nara et Christian: Le mouvement syndical européen incarné par la CES ne correspond pas à notre syndicalisme, il va même souvent à son encontre. C'est en partie inhérent à la construction même de la CES, directement intégrée à l'institution Union européenne ; mais ce qui est en cause, c'est aussi l'orientation et la pratique très majoritaires au sein des organisations syndicales qui composent la CES. Depuis 2008, malgré quelques petites inflexions (mais comment ne pas le faire au vu des conséquences de « la crise » !), jamais la CES n'a essayé d'organiser, à l'échelle nécessaire, une riposte aux politiques d'austérité et aux graves attaques antisociales des patrons, des gouvernements, de l'Union européenne et des institutions liées ; dans plusieurs pays, des organisations membres de la CES sont complices de tous les coups portés par le capitalisme ; pour rester dans une zone géographi-



Nara Caldera

que proche, on peut citer les Commissions ouvrières et l'UGT qui ont signé plusieurs accords avec le patronat et le gouvernement espagnols allant bien au-delà de ce que la CFDT a fait de pire en France, ou encore les organisations italiennes CGIL, UIL et CISL qui ont aussi accepté de nombreux reculs et signé un accord avec le patronat pour ôter quasiment tout droit syndical aux « syndicats de base » qui refusent d'accepter les conventions collectives plus défavorables aux salariées qu'auparavant. On peut aussi citer l'exemple récent de la Grèce en juillet dernier, où la CES a soutenu son affiliée GSEE dans la bataille pour le « oui » au référendum organisée à propos de l'accord signé par le gouvernement, tandis que l'organisation de la Fonction publique ADEDY ainsi que la très petite organisation anarchosyndicaliste ROCINANTE défendaient le « non ».

À contrario de ces exemples, des organisations membres de la CES ont des lignes non capitulardes. Toujours pour rester dans le cadre de l'ouest-européen, parce qu'elle est notre zone géographique, les syndicats belges en donnent l'illustration à travers les nombreuses actions nationales

interprofessionnelles et professionnelles menées par la FGTB et la CSC ces dernières années ; il en est de même, dans un contexte légal où les conditions de luttes sont très difficiles, pour de nombreuses organisations anglaises membres des TUC. Ce dernier exemple permet de pointer une autre spécificité : au sein des TUC ou encore de la CGTP au Portugal, toutes deux membres de la CES, des fédérations, parmi les plus combatives, sont membres de la FSM, l'internationale syndicale historiquement liée au modèle soviétique et dont les positions sur plusieurs sujets aujourd'hui (soutien aux régimes syrien et iranien par exemple) sont aux antipodes des nôtres. En Italie, parmi les « syndicats de base », USB a aussi fait ce choix ; au Pays basque, LAB est également membre de la FSM.



Christian Mahieux

Cette description vise à faire comprendre pourquoi l'*Union syndicale Solidaires* a insisté pour que le *Réseau syndical international de solidarité et de luttes* créé en mars 2013 soit ouvert à toutes les organisations qui le souhaitent, quelle que soit leur affiliation ou leur non-affiliation

internationale. La participation au *Réseau* se fait sur la base d'un appel dont le contenu anticapitaliste, écologiste, féministe, autogestionnaire, etc., est très clair.

À côté des organisations non affiliées à la CES, la FSM ou la CSI (comme *Solidaires* et d'autres syndicats « alternatifs » en Europe) il y a des collectifs syndicaux proches dans leurs pratiques et leurs orientations, membres de ces organisations internationales préexistantes ; nous avons l'ambition de construire ensemble. Nous considérons que c'est une condition essentielle au développement d'un syndicalisme alternatif à l'échelle internationale, et donc européenne. Nous constatons que si cette ouverture est prise en compte par certaines organisations (par exemple le syndicat britannique RMT membre de la FSM ou la fédération CNE/CSC belge membre de la CES, mais il y en a d'autres parmi les membres du Réseau), le contenu de l'appel ne suffit pas (ou repousse ?) des organisations comme la CGT ou la FSU qui n'ont jamais donné suite.

La tâche est immense car aujourd'hui nous sommes loin d'avoir la capacité d'organisation et d'action correspondant à la concrétisation de nos ambitions. Mais le pari est le même que celui dans lequel nous sommes lancés au plan national, et donc tout aussi réalisable.

Quelle est la tâche quotidienne d'un-e militant-e-impliqué-e dans cette Commission ?

Nara et Christian: Comme pour toutes les tâches syndicales, l'in-

vestissement des un-es et des autres peut être de niveaux très différents et toutes les contributions sont utiles. Il y a ce qu'on pourrait appeler un travail de veille qui est nécessaire : être attentif à ce qui se passe dans le monde, avant tout au plan syndical bien sûr ; par exemple en faisant un tour de temps en temps sur les sites Internet des organisations syndicales avec lesquelles nous travaillons. Les échanges avec nos camarades d'autres pays prennent aussi un peu de temps, d'autant que se posent évidemment les problèmes de langues ; l'envoi régulier d'informations à toutes les organisations syndicales et à de nombreux militants et militantes d'autres pays est indispensable : c'est la moindre des choses pour espérer recevoir les informations qui alimenteront notre propre activité internationale. Nous avons mis en place une équipe de camarades de *Solidaires*, volontaires pour assurer des traductions ; c'est un très bon exemple de participation souvent invisible au travail syndical et pourtant essentielle !

L'*Union syndicale Solidaires* est parmi les structures qui font vivre au quotidien le *Réseau syndical international de solidarité et de luttes*. Ça suppose de prendre un peu de temps aussi pour cela : rédaction de communiqués de soutien, réponses aux camarades d'autres organisations, propositions d'actions, mise à jour du site Internet, liens avec diverses autres forces afin de renforcer le *Réseau*, etc.

Une autre part de l'activité est consacrée à regarder ce qui peut intéresser plus particulièrement

une de nos structures : par exemple, une lutte à soutenir dans tel ou tel secteur professionnel pour nos fédérations ou syndicats nationaux, une action transfrontalière pour des *Solidaires locaux*, Il y a aussi la participation aux rencontres internationales : celles du *Réseau syndical international*, mais aussi les invitations à des congrès, les délégations pour rencontrer une ou des organisations syndicales d'un autre pays ou pour soutenir une lutte (Chiapas, Kurdistan, Palestine...), la présence à des manifestations, aux Forums sociaux, aux contre-sommets...

Mais ce qu'il faut retenir, c'est que toutes les participations sont utiles ; elles peuvent se limiter à une tâche, se concentrer sur un pays ou une zone géographique, être spécialisées sur un thème, l'apport de chacun et chacune sera utile à notre travail collectif. La commission se réunit environ tous les deux mois, dans les locaux *nationaux* de *Solidaires*, à Paris ; mais la liste Internet de la commission permet à tous et toutes de disposer des informations, d'en transmettre, de connaître les initiatives pour lesquelles nous sommes sollicités-es, etc. Chaque adhérent-e de notre *Union syndicale* peut disposer d'une *revue internationale* et d'un bulletin « *Solidaires internationale* ». La première paraît au fil de notre capacité de production, elle est centrée sur une région du monde : Tunisie/Iran, Égypte, Chiapas, Algérie, et pour les prochaines, Brésil, Kurdistan, Syrie,... « *Solidaires internationale* » est un 4 pages qui paraît chaque mois ; le numéro 1 date de juin 2008, nous en sommes au numéro



95. J'insiste : comme tout le matériel *Solidaires*, tout ceci est à disposition de chaque adhérent-e de nos organisations et ne demande qu'à être utilisé...

Pour de nombreux et nombreuses adhérent-e-s de Solidaires, la question internationale est une question un peu abstraite. Comment faites-vous pour les impliquer sur cette thématique et les convaincre que la solidarité internationale les concerne dans leur action syndicale ?

Nara et Christian: Au plan international, et donc au plan européen, la priorité de l'*Union syndicale Solidaires* est le développement du syndicalisme que nous défendons et pratiquons, donc le renforcement du *Réseau syndical international de solidarité et de luttes*. Mais il ne s'agit pas d'une construction bureaucratique, ni même d'une simple addition d'organisations ; pour que cela serve les buts que nous nous fixons, pour que ce soit utile à notre syndicalisme, ceci doit se faire par une dynamique, par l'in-

teraction entre ce que nous faisons au plan interprofessionnel et dans nos secteurs professionnels ; encore une fois la dimension internationaliste de notre syndicalisme n'est pas différente de ce que nous faisons en France ! Notre activité internationale professionnelle est riche et diverse ; par exemple :

SUD-Rail est à l'origine du **Réseau Rail Sans Frontière**, qui depuis 2005 a organisé plusieurs rencontres internationales, publié des tracts, édité plusieurs numéros d'un bulletin, participé à plusieurs actions pour le service public ferroviaire. Y participent des syndicats d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et nous sommes en lien avec des organisations d'Asie.

Sud PTT a mis en place un **réseau international dans les centres d'appel**. Echanges d'informations, manifestations, rassemblements, colloques, ce réseau rassemble des organisations d'une quinzaine de pays. Un travail suivi existe aussi via le Comité de groupe international d'Orange et il a permis de soutenir plusieurs



actions syndicales dans d'autres pays, notamment en Afrique.

Sud Santé Sociaux co-anime le **Réseau européen pour le droit à la santé et à la protection sociale**, qui a déjà organisé des manifestations, des rencontres internationales, et publié un appel européen.

Solidaires Finances publiques assume la présidence de l'**Union des personnels des finances en Europe**, dont **Solidaires Douanes** est également membre.

Le **SNJ** est membre de la **Fédération Internationale des Journalistes**.

Sud éducation publie un **bulletin international**, réalisé par sa commission internationale fédérale.

SUD Commerce et services parti-

cipe à la constitution d'un réseau européen, encore modeste mais réel, liant des équipes syndicales d'**Amazon**.

Là encore, la manière d'agir n'est pas spécifique aux questions internationales ; comme pour tout le reste de notre activité syndicale, il faut que nos informations, nos réflexions, nos actions, soient en phase avec ce qui se fait sur le terrain. Il faut par exemple proposer à nos équipes syndicales locales, aux sections syndicales, des tracts internationaux axés sur la réalité du travail quotidien dans l'entreprise ou le service, il faut organiser des tournées syndicales internationales, des réunions entre structures syndicales transfrontalières,...

C'est tout ce travail qu'il faut partager, faire connaître, discuter, améliorer, renforcer, ... pour que nous puissions contribuer à faire changer le rapport de forces en France, en Europe, dans le monde, et donc pour que nos discussions sur le monde que nous voulons aient toute leur utilité syndicale et donc politique puisque nous voulons rompre avec le système actuel.

**Propos recueillis par
Jérémie Berthuin
(Solidaires 30)**



International trade union network of solidarity and struggle

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas

Red sindical internacional de solidaridad y de luchas

Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال



www.laboursolidarity.org
www.laboursolidarity.org

Campagne BDS

(Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre Israël

Avant tout il convient de rappeler ce qu'est cette campagne. En 2005, un an après que la Cour Internationale de Justice ait donné un avis consultatif qui considère que le mur construit par Israël sur le territoire palestinien occupé **est illégal**, avis suivi d'une résolution de l'ONU demandant son démantèlement, 170 associations, organisations, représentant la société civile palestinienne, ont lancé un appel qui invitait « les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid ». <https://bdsmovement.net/>



Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les

terres Arabes et en démantelant le Mur

2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabopalestiniens d'Israël à une égalité absolue

3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU

Cette démarche politique qui définit sans ambiguïté les droits fondamentaux qui constituent les exigences minimales pour une paix juste est très importante car elle prend en considération toutes les composantes du peuple palestinien : ceux de Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem, les Palestiniens d'Israël et l'ensemble des réfugiés.

Elle ne se focalise pas sur la création d'un Etat palestinien, question qui reste à l'agenda des puissances qui valident les « pourparlers » entre Israéliens et Palestiniens, auxquels plus personne ne croit, alors que la colonisation se poursuit de façon intensive ...

Et pourtant le Ministre des Affaires Etrangères, Jean Marc Ayrault, a annoncé une conférence sur le Proche-Orient pour relancer « le processus de paix israélo-palestinien » !!

L'appel des Palestiniens a eu un large écho et la Campagne s'est développée, en France, au



Royaume-Uni, en Belgique, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Maroc, en Egypte... où sont menées des actions qui appellent au boycott économique, universitaire, culturel, sportif et syndical. En France, la Campagne BDS France s'est constituée en juin 2009 autour de l'appel « IL FAUT DIRE STOP A ISRAEL » alors que l'offensive criminelle sur Gaza se déroulait dans une totale impunité, et que la communauté internationale, l'UE et la France non seulement ne jouaient pas leur rôle, mais soutenaient implicitement ou explicitement le massacre.

La Campagne BDS France regroupe plus d'une centaine d'assos, orgas, partis, comités ... <http://www.bdsfrance.org/> Elle s'appuie sur une charte qui définit les principes qui guident l'action qui est éthique, citoyenne et politique. Elle s'inscrit dans un combat permanent contre toute forme de racisme.

Cette campagne dont l'action ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits, pas plus que la société israélienne ni les individus qui la

composent, en tant que tels, **elle vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans.**

Si cette campagne a remporté de nombreuses victoires, elle a aussi déchaîné une véritable panique chez les dirigeants israéliens qui ont mis en place au sein de leurs ambassades des systèmes de surveillance des militants BDS. De même, les « officines » qui soutiennent la politique israélienne pourchassent les militants et tentent de la délégitimer en entretenant une confusion inadmissible entre antisionisme et antisémitisme.

De nombreuses plaintes ont ainsi été déposées. Pour la plupart elles ont été déclarées sans suite par les tribunaux, mais les procureurs, en s'appuyant sur la circulaire de 2010 de M. Alliot-Marie (alors qu'elle était ministre de la justice) qui réclamait « une réponse ferme » contre les appels au boycott d'Israël, ont parfois condamné des personnes qui ne faisaient qu'exercer leur liberté d'expression à dénoncer la politique coloniale et criminelle menée par l'Etat israélien.

En octobre 2015, la Cour de cassation a confirmé la condamnation de 12 militants, en s'appuyant sur une loi de la presse de 1881, non seulement à verser des sommes astronomiques aux parties civiles mais également pour « *provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée* ». Ces

derniers ont déposé récemment un recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Cette condamnation a eu lieu dans un contexte où le pouvoir politique français, s'appuyant sur l'état d'urgence, cherche à criminaliser le mouvement social, soutient plus que jamais Israël et sa politique coloniale, et ne cesse de le rappeler : Valls affirme au dîner du CRIF que l'antisémitisme est synonyme d'antisémitisme, alors que de nombreux juifs ne vivent pas en Israël et critiquent la politique menée par cet Etat. Il oublie (?) que les premiers antisionistes étaient les ouvriers juifs révolutionnaires du BUND qui se sont opposés au sionisme. :

<https://quartierslibres.wordpress.com/2014/05/28/antisionisme-et-anti-imperialisme-retour-sur-lhistoire-dubund/>

En février 2016, à l'initiative d'A. Hidalgo, Maire de Paris, un vœu a été présenté au conseil de Paris pour condamner la campagne BDS et voté par le PS et LR, alors que les élus PCF-FG et EELV s'y sont opposés. Malgré la répression, et certaines rumeurs, la Campagne BDS n'est pas interdite, tout au contraire « Elle gagne du terrain ». La

condamnation a été suivie d'un appel au boycott des produits israéliens par de nombreuses personnalités et d'une pétition (que nous vous invitons fortement à signer et à faire signer) boycottproduitsisraeliens.wesign.it/fr

Si le **boycott** pousse les consommateurs à ne pas acheter de produits manufacturés en Israël ou dans les colonies, il ne saurait être séparé du **désinvestissement** qui consiste à mener des actions auprès des gouvernements, des institutions et des entreprises pour qu'elles cessent d'investir ou de coopérer économiquement avec Israël.

Par exemple, en France, le BDS peut mettre au compte de ses victoires le fait que : **Veolia** a décidé de vendre ses activités en Israël, **Orange** a rompu son partenariat avec l'entreprise israélienne de télécommunications Partner, **Sodastream** a délocalisé son usine installée en territoire palestinien occupé et ne sponsorise plus le festival de la BD à Angoulême....

Enfin, les **sanctions** doivent amener à suspendre les accords économiques entre l'UE et Israël en raison de ses permanentes violations du droit international.



Action Carrefour Beaucaire

A Nîmes, nous (*) organisons des actions depuis 2010, en direction des grandes et moyennes surfaces (Carrefour, Casino, LIDL, Grand Frais) pour qu'elles cessent le commerce avec Israël. Nous avons également participé à des actions de boycott culturel et sportif.

Nous sommes régulièrement présents sur la voie publique pour informer (stands) et autant que nous le pouvons dans les collectifs (Collectif Sortir de l'Etat d'Urgence), les mouvements tels que la Nuit Debout, les manifs (1er mai), où nous affichons nos tee shirts très identifiables et expliquons notre démarche.

Aujourd'hui la campagne BDS est le moyen le plus efficace pour faire plier Israël.

Bien qu'un certain nombre de militantEs d'associations, organi-

sations et partis, signataires de la Campagne BDS, ainsi que des citoyen/n/e/s qui se sentent concernéEs, nous aient rejoints localement, nous appelons à renforcer la campagne BDS sur Nîmes ... Et pour terminer cet article, incomplet, qui bien sûr répète des questions connues, un extrait d'une déclaration de Haïddar Hed, écrivain et professeur de littérature postcoloniale à l'université Al-Aqsa à Gaza :

« ...Prétendre que la lutte pour l'égalité et la justice est antisémite, c'est comme dire que Mandela était raciste et que Gandhi était violent ! Nos choix, en tant que militants BDS, sont limités : soit nous suivons les traces de Biko, Mandela, Gandhi, Parcs, King, soit nous changeons de camp et nous prenons, comme modèles les infâmes leaders ban-

toustans, les Mangope et les Buthezi de ce monde. Nous avons choisi de suivre les premiers parce que c'est le seul choix qui nous conduira à une Palestine libre qui offre paix et justice à tous ses habitants... »

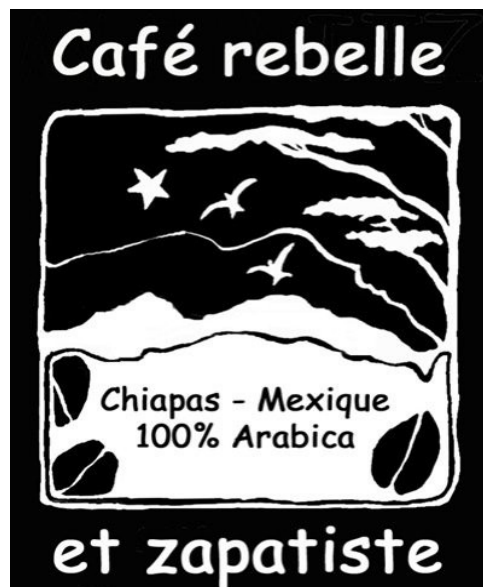
<http://www.info-palestine.eu/spip.php?Article15985>

(*) le Comité BDS 30 et l'AFPS Nîmes

Nicole ZIANI,
Militante BDS 30 et AFPS,
membre des Femmes en Noir

Pour nous contacter et/ou nous rejoindre sur Nîmes :
facebook.com/BDSFrance30
bdsfrance.30@gmail.com

Pensez à commander votre café
Zapatiste et rebelle à Solidaires 30

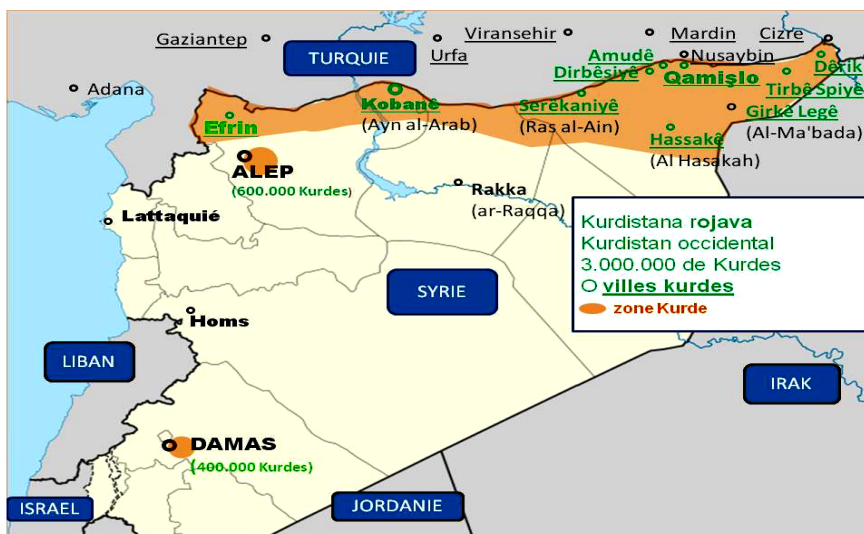


Kurdes : de quelques réalisations de l'auto-organisation démocratique du Rojava

Le Rojava désigne au départ cette région, au nord-est de la Syrie, majoritairement habitée par des Kurdes. C'est un mot kurde pour désigner le lieu où le jour se lève. En effet, les Kurdes désignent leurs quatre régions, car séparés entre quatre États-nations, par des points cardinaux : Rojava pour l'est, Rojhellatî pour l'ouest, Bakur pour le nord et Bachur pour le sud. Région kurde, mais où cohabite une pluralité très importante de peuples, de religions, de groupes linguistiques, qui ont survécu malgré des politiques d'assimilation très fortes.

Les objectifs que se sont fixés les révolutionnaires du Rojava sont de deux ordres : respecter la diversité des peuples et construire une démocratie directe. La lutte menée par le PKK et le PYD (son parti frère syrien) n'est donc plus une lutte de libération nationale classique. Elle s'inscrit plutôt dans les luttes des peuples sans État. La revendication première n'est pas la fondation d'un nouvel État sur des bases « ethniques », mais un ensemble de principes, la liberté, la justice, la dignité, la démocratie, le respect des principes d'égalité et l'écologie, indissociables les uns des autres.

Le « peuple des Régions autonomes » s'est réuni autour d'un contrat social engagé en janvier 2014, qui explicite ces principes et le fonctionnement à édifier dans la nouvelle société. Cette révolution a été rendu possible à la fois par des dizaines d'années de lutte des Kurdes. Mais c'est surtout la situation de chaos de la Syrie, qui a ouvert un espace dans lequel se sont engouffrés les partisans du confédéralisme démocratique, ce projet révolutionnaire inventé par le PKK et son leader emprisonné Abdullah Öcalan. Ainsi Rojava est aussi devenu le nom d'un projet révolutionnaire, qui irrigue



toute la région de la Mésopotamie.

L'auto-organisation contre l'État-nation

Le peuple du Rojava est auto-organisé. Il y a le refus clair et affirmé d'un système étatique, mais aussi la volonté de s'organiser par-delà les partis politiques. C'est le Tev Dem (mouvement pour une société démocratique) qui a porté le projet et en est son représentant. L'organisation tend vers une forme d'autogestion, dans le sens où il y a une mise au ban de la hiérarchie mais aussi la mise en place de structures qui laissent la prise de décision aux « premiers concernés ».

Pour rendre possible l'auto-organisation, trois fondements ont été posés :

- la reconnaissance de toutes les langues, qui induit la reconnaissance de tous les peuples. Chaque groupe linguistique peut demander la reconnaissance officielle de sa langue. Le canton de Djezireh a reconnu l'arabe, l'assyrien et le kurde. Cette idée de reconnaissance des peuples conduit au droit pour chaque groupe de s'organiser en assemblée s'il le désire.

- l'égalité des femmes et des hommes est fondamentale. Les femmes ont pris la décision de créer des cadres de non-mixité et les ont imposés comme cadres décisionnels. Chaque « poste » est toujours co-dirigé par un homme et une femme. En plus d'une représentation homme / femme, il est souvent fait attention à ce que soit mise en place une représentation de deux groupes (un kurde et une arabe, une musulmane et un chrétien...) Ce système a aussi pour objectif de ne pas personnaliser les postes.

- La démocratie directe s'applique dans les assemblées et au travers d'elles, elle repose sur une participation massive des gens à la politique. Il existe une suite de structures : « conseil des premiers concernés (créé selon les besoins) qui correspond souvent à un comité ou conseil de commune, conseil de quartier (qui réunit les communes), conseil de canton, qui prend des décisions plus stratégiques. Les décisions sont prises au premier niveau et ne passent dans les autres niveaux que s'il y a besoin. Tout est fait pour éviter de centraliser les décisions et donc toute confiscation du pouvoir. Cela évite aussi la bureaucratie, qui régissait le système syrien, puis-

que les décisions n'ont pas besoin de passer par des dizaines de niveaux pour être validées. Cette démocratie directe est supposée se transférer à des niveaux plus élevés. Dans la théorie d'Öcalan, il existe deux autres niveaux. L'autonomie démocratique s'applique à la région. Le confédéralisme au pays. Pour ces deux niveaux, des systèmes de représentations et d'assemblées sont mis en place. Dans les assemblées, chaque peuple est représenté par un système de quotas (au moins 10 % de représentants). Depuis le 17 mars 2016, le Rojava est devenu la « fédération du nord de la Syrie ». Et le Tev-dem a lancé un appel à la démocratisation de toute la Syrie.

Une éducation au service de la révolution

L'éducation est centrale dans le projet du Rojava. Elle s'effectue dans toutes les langues, et non plus uniquement en arabe. Les manuels scolaires ont été réécrits, en kurde, avec un contenu différent. Les écoles dépendantes de l'administration kurde accueilleraient plus de 86 000 élèves pour environ 3800 enseignant-e-s. Pour le kurde, le Rojava bénéficie du travail déjà existant en Turquie, où la langue kurde a été autorisée il y a quelques années. Il y existe notamment les manuels *Hinker* ou encore l'association *dersa kurdi*, qui organise l'envoi de livres de kurdes vers le Rojava. Pour les autres langues minorisées, le travail est encore long, mais des manuels semblent avoir aussi été entamés pour l'assyrien.

Le contrat social oriente largement le contenu de l'éducation, comme le montre l'article attendant du contrat social :

« **Article 91** - *Le système d'éducation des Régions Autonomes [...] se démarque des politiques éducatives antérieures fondées sur des principes racistes et chauvins. L'éducation dans les Régions Autonomes rejette les politiques éducatives antérieures fondées sur*

des principes racistes et chauvins. Elle sera fondée sur les valeurs de réconciliation, de dignité et de pluralisme. [...] Le nouveau programme d'enseignement des cantons doit reconnaître la riche histoire, la culture et le patrimoine des peuples des Régions Autonomes. »

L'objectif de l'éducation n'est pas caché derrière une objectivité feinte comme c'est le cas dans les États nationalistes. Le lien entre l'éducation et le projet révolutionnaire de la région est totalement assumé. Plusieurs espaces de formations pour adultes ont été mis en place, qui prennent souvent le nom d'académie, alternative au mot d'université, et qui renvoie directement à l'idée d'un enseignement lié à la révolution : une académie de sciences sociales (sociologie et histoire pour le moment), une académie pour la justice sociale et le droit, ainsi qu'une académie d'histoire, littérature et langue kurde. Dans ces endroits où sont délivrés des enseignements allant de trois mois jusqu'à deux ans, la hiérarchie n'existe pas entre enseignant-e-s et étudiant-e-s et les cours dispensés sont liés aux besoins de la société et de la révolution. Ainsi est mis l'accent sur retrouver une histoire plurielle,

sur un droit non étatique, etc. Les étudiant-e-s des académies sont à leur tour appelés à faire des enseignements aux habitant-e-s dans les quartiers ou « communes » où ils et elles vivent. Plus largement, les enseignant-e-s ne sont pas des universitaires renommé-e-s, mais des sachants à propos de tel ou tel sujet.

Une justice sociale

La justice a aussi été un souci premier. A été aboli tout ce qui constituait la justice sous le régime précédent, comme la torture ou la peine de mort. L'article 25 du contrat social stipule bien que « *b - Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine. Nul ne peut être soumis à la torture ou à des peines, traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants.*

c- Les prisonniers ont droit à des conditions humaines de détention protégeant leur dignité intrinsèque. Les prisons doivent servir l'objectif sous-jacent de la réforme, de l'éducation et de la réinsertion sociale des prisonniers. »

Comme le montre l'article, les



prisons n'ont pas été supprimées. Cependant le but de la justice n'est pas la vengeance et la prison n'est présentée que comme dernier recours. Ont été mises en place des « commissions de paix et réconciliation » au niveau local. Leur objectif est de résoudre les problèmes sans passer par une cour, des avocats ou des magistrats. Les commissions sont composées de volontaires, parfois élus. Ces commissions ont notamment récupéré des milliers de « cas » qui traînaient devant la justice syrienne depuis des années : dettes, problèmes de propriété sur des terrains, questions d'héritages, mais aussi violences contre les femmes. Ces commissions écoutent les deux parties, puis établissent une solution qui doit satisfaire les deux parties. Si jamais une des deux parties n'est pas d'accord, une nouvelle solution est proposée. En cas de désaccord persistant, alors les cours de la région démocratique peuvent être saisies.

Il existe aussi des juridictions en non-mixité pour s'occuper des problèmes liés à des questions spécifiques. C'est notamment le cas des violences conjugales ou plus largement violences liées au genre, qui sont jugées en non-mixité femme. Dans tous les cas, les institutions de femmes (la maison des femmes ou les *Yekitiya Star*, organisation des femmes, ou encore les forces de sécurité des femmes) sont saisies pour traiter les situations de violences conjugales et leurs propositions sont suivies. Ce sont aussi elles qui prennent en charge les

femmes pour leur permettre de se reconstruire. L'enjeu n'est pas uniquement d'obtenir un divorce ou la mise en prison du mari ou l'homme violent, mais de faire en sorte que la femme puisse passer librement à autre chose et surtout se débrouiller seule.

Ainsi la justice dans son ensemble doit participer de la construction d'une société meilleure, et non pas exercer un système de vengeance

sur les personnes qui ne respectent pas les règles.

Une armée efficace, populaire sans hiérarchie ?

La question de l'armée est centrale au Rojava au vu de la situation géopolitique de la région et l'histoire des Kurdes. Le Rojava est à la fois ennemi de Daech, du régime syrien et de la Turquie. La région autonome kurde d'Irak, créée en 2005, est aussi à sa manière une ennemie du Rojava, le parti principal le PDK soutenant un projet politique totalement différent. Quant à l'Union Européenne et les États-Unis, on ne compte plus les coups bas, ils jouent un rôle très trouble et refusent de soutenir clairement le Rojava à cause de son projet antilibéral. L'accord récent entre la Turquie et l'UE équivaut à un permis de tuer les Kurdes accordé à la Turquie. Or la guerre qui fait rage contre les Kurdes au sud-est de la Turquie ne fait que rendre plus difficile la situation du Rojava.

C'est à ses nombreux ennemis qu'on peut mesurer l'efficacité de

l'armée du Rojava, qui a aussi pour nom YPG et YPJ (bataillons de femmes représentant au moins 40 % des effectifs). Au départ composé de combattant-e-s lié-e-s au PYD comme au PKK, cette armée a pu bénéficier de l'expérience militaire de guérilla du PKK, mais aussi des capacités de ce parti à trouver des armes. A la création des cantons, le service militaire a été rendu obligatoire (depuis le 20 avril 2016, le droit à l'objection de conscience est reconnu.) L'armée repose sur un système hiérarchique, estimant qu'il est difficile sur un champ de bataille de ne pas être organisé. Cependant cette hiérarchie n'est pas monolithique. Chaque unité a un commandant, qui est révocable à tout moment par les membres de l'unité. Les hommes ne peuvent pas commander aux bataillons de femmes. Les combattant-e-s bénéficient de formation intellectuelle, ils doivent respecter la charte du Rojava.

Depuis la naissance du Rojava, l'armée a fait ses preuves, en faisant reculer Daech sur de nombreux fronts. Il y a eu la reprise du canton de Kobané, mais plus largement, les guérillas ont réussi à faire la jonction entre le canton le plus à l'est (celui de Djezireh) et le canton central de Kobané et tentent maintenant la jonction entre Kobané et Afrin. Par le sud, des avancées significatives ont eu lieu et l'administration du Rojava envisage de reconquérir la ville de Raqqa, fief actuel de Daech. Enfin, elle tient aussi à distance l'armée turque. Cette efficacité de l'armée a comme revers un nombre de morts considérable, dont les chiffres sont gardés en partie secrets pour éviter de dévoiler les pertes à l'ennemi. Les martyrs sont très présents dans les esprits et dans l'espace public avec de nombreuses cérémonies, mais aussi la création d'une institution des familles des martyrs. Celle-ci permet à la fois aux familles d'être aidées par l'administration, par les individus et elle apporte aussi son soutien aux combattant-e-s. Ce système permet d'éviter



l'isolement des familles qui perdent un-e des leurs.

C'est probablement cette assise populaire de l'armée qui lui donne une si grande détermination, encore renforcée par l'investissement des combattant-e-s qui participent aux décisions qui sont prises dans leur bataillon.

Est souvent posée la question des limites de la révolution du Rojava. Il est évident que tout n'est pas parfait, mais en deux ans d'existence, on note une évolution permanente du fonctionnement du Rojava où se développe une culture démocratique originale. N'oublions pas non plus que le projet du Rojava est une réponse au système qui a existé en Syrie et en Turquie, et qu'à ce simple titre, ce qui se passe aujourd'hui dans les régions kurdes est bien une révolution. De surcroît, à tous les niveaux, l'auto-organisation permet aux gens de s'engager dans les espaces sociaux, politiques ou militaires.

La vérité de cette révolution ne pourra cependant définitivement

se révéler que quand le Rojava en aura fini avec la guerre. Tout particulièrement d'un point de vue économique, le Rojava étant pour le moment soumis à une économie de guerre, qui le limite dans ses possibilités. Or pour ce faire, l'aide de la communauté internationale reste importante, même si les Kurdes ont depuis longtemps appris à faire sans. La place dans la région comme sur la scène internationale du Rojava était loin d'être gagnée, le PKK étant considéré comme une organisation terroriste, leurs idéaux étant plus minoritaires aujourd'hui dans le monde, mais y compris au Rojava avant la Révolution. Le reste des révolutionnaires syriens demeure sceptique, voire fait preuve de racisme contre les Kurdes et autres peuples minorisés.

Informé sur la situation est chose facile à faire ici, surtout que la communication est l'une des grandes réalisations du Rojava et du mouvement pour le fédéralisme démocratique. Aujourd'hui plusieurs radios libres existent au

Rojava, un pôle média se charge de la diffusion comme de l'accueil des journalistes professionnels ou « touristes » qui souhaitent venir au Rojava. A l'international, une télévision en anglais, et parfois français, fait le point toutes les semaines sur la situation. Il existe aujourd'hui un site internet en arabe, anglais, allemand et kurde des cantons du Rojava ([www.http://kantonrojava.com/](http://kantonrojava.com/)). De l'information qu'il est de notre rôle de relayer pour pas que l'idéal révolutionnaire du Rojava ne s'inscrive au nombre des révolutions perdues. Surtout que les Kurdes le rappellent souvent, il n'y a aucune raison qu'ils soient la chair à canon du monde entier contre Daech, mais aussi qu'ils sont l'un des rares points de résistance au capitalisme.

Anouk Colombani
(*Commission internationale de Solidaires*)

Viens te faire voir chez les Grecs

La Grèce est un petit pays de 11 Millions d'habitants avec une forte diaspora.

De son histoire, ce qu'on connaît, c'est surtout la période où elle fut sous le joug des Ottomans.

Ce que l'on connaît moins c'est que son État est récent et fut construit à partir de 1830 sous le régime d'OTTO 1^{er}, un roi de... Bavière !

Il faut aussi savoir que pendant la II^e Guerre Mondiale elle a connu une occupation nazie terrible, doublée d'une terreur bulgare, mais aussi italienne ! Cela a généré une résistance puissante et redoutée (largement formée par les communistes du KKE, le PC grec) mais qui va se diviser.

À la sortie de la guerre, les accords de « paix » se feront sur le dos des grecs et ils seront, en partie, cause de la guerre civile (avec un rôle important du Royaume-Uni et de W. Churchill)... Suivra une période très dure pour les Grecs, liée à la guerre froide des années 50, place géopolitique de la Grèce oblige !

Les années *Karamanlis* seront décevantes et surtout marquées par une forte dépendance des puissances étrangères (USA et CIA...) jusqu'à l'arrivée des colonels fascistes avec un coup d'État fomenté avec l'aide de la CIA.

Le conflit de Chypre, rampant depuis les années 20, s'envenime

au début des années 60, se voit là aussi renforcé par les données géopolitiques où USA, OTAN, Russie et C^{ie} s'en donnent à cœur joie pour exploser avec la partition définitive de l'île et les problèmes qu'on connaît avec la Turquie...

Bref, **les Grecs ont le sentiment d'avoir toujours été gérés par l'extérieur, par l'« Étranger » !**

Paradoxes historico-culturels

Ce bref panorama historique crée, semble-t-il, les conditions des fameuses « spécificités » grecques :

- En rapport avec les relations avec ces divers occupants et ce

rapport particulier à l'« Étranger » : l'existence d'un fort **PATRIOTISME**, différent du seul **NATIONALISME**, tel que nous le connaissons par exemple en France (cf. pb pour analyser la vraie nature du Parti des Grecs Indépendants – ANEL partenaire gouvernemental de SYRIZA avec notre seule grille de lecture), cela explique aussi la nature du KKE et de son influence encore aujourd'hui au delà de ce qu'il représente électoralement (sans parler de la division stérile des 2 PC grecs)... mais c'est aussi un « terreau » favorable aux idéaux fascistes (cf. construction du parti fasciste **AUBE DOREE**) !

NB : cela explique aussi la persistance et la popularité en Grèce de la Question des **réparations de guerre de l'Allemagne** (à la fois réparation des dégâts nazis mais aussi le remboursement du prêt forcé, seul du genre en Europe !)

- La situation et la force de l'**Église orthodoxe grecque** : outre qu'il n'y a pas de séparation **ÉTAT-ÉGLISE**, l'Église orthodoxe a joué un rôle central dans l'Histoire et la constitution de la Grèce contemporaine : soit par matrice identitaire culturelle (contre les Turcs-Musulmans...) ; soit par matrice sociétale (son rôle pendant la résistance, dans les périodes dures, le Pope vivant au sein des habitants etc...) cela explique l'« exception » fiscale dont elle jouit quant à ses richesses très peu imposées... mais aussi le rôle actuel qu'elle joue par rapport à la misère et à l'austérité (soupes populaires etc...).

Un État **fragile**, mal construit, sous un vieux modèle prussien revu à la sauce française... qui agace le Grec (différent de notre modèle d'État-Nation) qui lui est « étranger »...d'où les problèmes quant à la fiscalité, absence de

cadastre par ex., la corruption, les arrangements cf. armateurs non ou mal imposés et divers « *fakelakia* », les fameuses enveloppes de la corruption quotidienne...etc.

Transcription dans le champ politique

Depuis les années 60 quelques familles (voire des clans) ont marqué la vie politique grecque : les **KARAMANLIS**, les **PAPANDREOU**, les **MITSOAKIS**.

L'alternance **PASOK-NOUVELLE DEMOCRATIE** n'a rien à voir avec un jeu classique « Droite –Gauche », comme on le connaît chez nous, d'autant qu'il a fini par donner la dernière coalition qui gouvernait le pays jusqu'au 25 janvier 2015 ! Tout cela a généré chez les grecs un **réflexe « Anti Système » fort** !

A noter, deux outsiders :

- les fascistes d'**AUBE DOREE** (qui sont de vrais nazis)

- **SYRIZA** à la gauche de la gauche...(mais qu'est ce que la gauche de la gauche quand il n'y a plus de gauche ? le PASOK est il encore à gauche ?)

Cela donne un contexte socio-politique indescriptible !

Les deux mémorandum austéritaires ont eu des conséquences inimaginables :

- **Dans le social** : coupes des salaires (environ -30%) et des pensions (-17%), licenciements, suspension des conventions et négociations collectives (affaiblissement des syndicats), un chômage à plus de 26% (mais le double pour les jeunes !), une nouvelle émigration économique ou des « cerveaux » etc... au quotidien dans les familles grecques : pas de quoi manger, se soigner... !

- **Dans la santé : relève du tiers monde** (cf. voir les rapports de *Médecins du monde*) avec 40% d'hôpitaux fermés et 1/3 de la population sans couverture sociale ! Un taux de mortalité infantile record !

- **Dans l'éducation : 2000 établissements primaire et secondaire ont fermé...** le privé en expansion ! les enfants qui tombent d'inanition ! les diplômés qui fuient à l'étranger (350 000) cf. le taux de suicides chez les jeunes !

Avec une forte accentuation en 2012... Et les grèves générales massives qui vont diminuer... En 2 ans, **on est passé d'un militantisme de résistance, de protestation, à un militantisme de survie** (avec des paradoxes comme les expériences autogérées : épiceries solidaires, dispensaires autogérés, quelques expériences d'usines-entreprises autogérées, le « **mouvement des patates** » qui donnera naissance aux **marchés « sans intermédiaires »** etc...).

Un mouvement social jamais éteint



Le mouvement a été marqué par des luttes emblématiques :

- les **595 femmes de ménage du Trésor, qui ont lutté** pendant 2 ans contre leurs licenciements... les « gants rouges », occupation du trottoir du ministère, concerts, meetings, une vraie mobilisation nationale, voire internationale (il y a eu le projet de Loi sur la Réforme administrative mais qui a laissé 300 femmes sur le carreau, d'où des manif, concerts etc...)

- **VIO.ME de Thessalonique** : entreprise autogérée laissée à l'abandon par les patrons depuis 2011, pas de salaire, reprise de la production ; changement de produits matériaux/bâtiments en produits d'entretien BIO... en procès aujourd'hui pour la vente des bâtiments de l'usine par les anciens patrons... Jamais vraiment soutenue par SYRIZA et le gouvernement actuel.

- Suite à la fermeture de la Radio-Télévision publique **ERT** en 2013 : création d'**ERT OPEN** autogérée... Le gouvernement actuel a relancé cette chaîne publique mais sans utiliser les acquis de cette période de lutte d'où une insatisfaction de la base syndicale qui veut « intégrer » en acquis le fonctionnement autogéré de 2 ans...

- « **Jamais le dimanche...** », Un mouvement des salariés du commerce et des magasins contre la disparition du dimanche férié et l'imposition d'une certaine flexibilité/dimanches... Diverses Journées nationales d'action, avec « guérilla urbaine » notamment devant des librairies... cf dimanche dernier mobilisation nationale des grandes centrales syndicales du secteur, avec un fort appui des citoyens .

- « **DEN PLIRONO** », le mouvement « **Je ne paye pas** » initialement créé pour la **gratuité des péages**, avec actions directes ,

levées des barrières, procès etc... il organise désormais le soutien juridique et militant aux familles endettées notamment pour empêcher leurs expulsions de leur résidence principale lors de procès où les habitants, militants, syndicalistes et politiques sont largement présents et arrivent à faire capoter la décision de justice !

Des mouvements sociaux et citoyens thématiques profonds de protestation :

- refus du **projet des mines d'or de Skouries** (en Chalcidique au nord de la Grèce) de la Multinationale canadienne **ELDORADO GOLD** (marches citoyennes, guérilla forestière, ambiance de ZAD avec barrages de police + mercenaires employés de **HELLAS GOLD SA** qui bloquent la zone pour permettre au chantier d'avancer,... Un appui du pouvoir qui n'a pas convaincu les militants et les habitants , qui s'est transformé en guérilla juridique entre l'Etat et les juristes de la Société...

- le **mouvement antifasciste et anti-raciste** qui a su faire front aux véritables pogroms anti-immigrés sous le régime précédent et qui lutte aujourd'hui quotidiennement pour apporter un soutien militant et actif auprès des 60 000 réfugiés que compte la Grèce aujourd'hui; aux agressions et assassinats fascistes (meurtre du rappeur Paul Fyssas), attaques des locaux militants des syndicats et des partis de gauche etc... qui aboutira à l'arrestation des cadres d'**AUBE DOREE** qui n'en finissent pas d'être jugés...

- Un mouvement plus politique qui demande la **suppression des prisons spéciales de type C** pour les militants arrêtés considérés comme terroristes etc... plus lié au mouvement Anarcho-Libertaire et aux Mouvements Antiautoritaires .

Avec en prime le paradoxe que, très souvent, dans ces mouvements on note la présence des militants de base de SYRIZA, voire de parlementaires...

L'arrivée de Tsipras et de Syriza, une espérance déçue

En Janvier 2015, Tsipras arrive au pouvoir. L'espoir est alors énorme... Les déceptions n'en seront que plus dures ...

Avec le recul on peut noter une incapacité (ou une non volonté...) pour Syriza de s'appuyer sur des mobilisations populaires.

Incapacité aussi du pouvoir à valoriser et à mobiliser sur le magnifique travail de la Commission pour la Vérité sur la Dette grecque, un audit qui restera au fond d'un tiroir amenant son initiatrice, **Zoé Konstantinopoulou** , prési-



dente alors du Parlement à démissionner.

Jusqu'à l'été 2015, on fait croire à une guérilla avec les instances de la Troïka : FMI, Union Européenne et BCE.

En juillet 2015 après une mobilisation sans précédent du peuple grec qui crie haut et fort son **OXI** (NON) aux diktats *troïkistes*... revirement de Tsipras qui accepte les conditions d'un 3^{ème} mémorandum dont a subi hier l'un des actes les plus durs avec l'adoption par sa majorité parlementaire des 2 lois « guillotines » sur la réforme des retraites et sur la fiscalité.

Ce retournement, cette capitulation amènera le charismatique **Va-rooufakis**, ministre de l'Economie à démissionner... De nombreux cadres et militants de Syriza, écoeurés, vont alors fonder une nouvelle organisation, **l'Unité Populaire (LAE)** mais qui aura du mal, en des temps aussi courts, à se développer et à devenir une alternative crédible aux yeux des grecs, las et fatigués de tant d'efforts.

En Septembre 2015, Tsipras provoque des élections anticipées et sort vainqueur ...mais avec le goût amer pour des centaines de milliers de grecs qu'ils se sont fait avoir...

Depuis, ce sont des tergiversations et des courbettes avec les instances de la Troïka. Toutes les mesures prises, tous les projets de loi ne visent qu'à satisfaire un appétit sans fin des diktats des « créanciers », des institutions FMI et Union Européenne qui n'ont pour résultat que de développer une paupérisation et une politique *austéritaire*.

Depuis des mois, on découpe la Grèce en morceaux et on la vend : aéroports aux allemands, les ports aux chinois, les trains aux Italiens etc...

Depuis des mois les mesures vont dans le sens d'une casse des services publics de l'Education, de la Santé, de l'Energie, des Transports etc...

A chaque vague de « réformes » répond une résistance syndicale et populaire via des grèves générales : automne 2015, Février 2016 et mai 2016.

Cerise sur le gâteau, la **crise migratoire** est venue apporter une véritable « **crise dans la crise** » avec un afflux massif et quotidien de réfugiés-migrants qui amène aujourd'hui la Grèce à gérer plus de **60 000 migrants** sur son sol face à la fermeture des frontières des Balkans.



Le dernier bras de fer sur la réforme de l'assurance sociale (Retraites etc...) et sur la réforme de la fiscalité a réussi à « unifier » de fait tous les secteurs de la population contre le pouvoir : salariés, agriculteurs, retraités mais aussi « cols blancs » de la magistrature, avocats, médecins etc... Le dimanche 8 mai les lois ont été adoptées par la majorité parlementaire dans un climat de tension, sous fond d'émeutes urbaines. Résultat: les retraites les plus élevées passent de 2700 à 2300 €, pour 20 ans de travail on aura royalement 384€...

Pour les impôts, il faudra avancer le paiement de l'impôt 2016 sur des revenus non encore perçus... Et tous les biens de première nécessité vont augmenter au 1er juillet

avec la hausse de la TVA à 23%!

La crise sociale est évidente et la crise politique est latente... dans ce contexte, tout est possible. Les derniers sondages donnent la droite de ND devant Syriza de 10 points... et les nazis d'Aube Dorée sont toujours tapis dans l'ombre!

A chaque réunion de l'eurogroupe, on veut faire croire aux grecs qu'on s'achemine vers une promesse de règlement et d'espoir d'accord qui allégerait la dette... A quel prix! Mais les instances internationales et européennes du capitalisme libéral continuent à vouloir **faire de la Grèce un exemple**... pour ne pas donner des idées à d'autres.



Les retraités à nouveau sur le pavé grec !

Les retraités grecs sont redescendus dans les rues d'Athènes jeudi 3 novembre pour protester contre de nouvelles coupes dans leurs pensions. la pression de la Troïka ,le gouvernement d'Alexis Tispras a décidé de réduire les retraites complémentaires adossées à des fonds de pensions soutenus par l'Etat. Ecoeurés, les manifestants ont brûlé la lettre envoyée par le gouvernement justifiant ce nouveau tour de vis budgétaire.

Vidéo sur : <http://fr.euronews.com/2016/11/03/grece-la-colere-des-retraites-contre-une-nouvelle-baisse-des-pensions>

Quelques témoignages :

Antonis Papadimitriou, un retraité de 74 ans : "Ma pension a été divisée par deux. Si ces gens (les ministres) peuvent vivre avec ça alors ils devraient venir ici nous le dire".

Marika, une employée des assurances à la retraite : "Ce n'est pas

la première fois qu'ils coupent nos pensions. Ils les réduisent tout le temps. Depuis 2010 et jusqu'à aujourd'hui nos pensions se sont effondrées, nos pensions principales comme nos pensions complémentaires." *Giannis*, ancien chauffeur routier : "On est des êtres humains, quand même. On ne permettra pas de nouvelles baisses dans les pensions parce qu'après nous il y aura encore plus de monde qui en souffrira."

Votée en mai dernier, la douloureuse réforme des retraites commence seulement à produire ses effets.

Cette réforme constituait un préalable pour que le pays puisse recevoir une nouvelle tranche d'aide des créanciers de la Grèce. Mercredi 2 novembre, le président de l'Eurogroupe, qui pilote le 3ème plan de sauvetage, a démenti qu'une nouvelle coupe budgétaire dans les pensions était à nouveau en discussion.

Il nous revient de contribuer et de construire une solidarité internationaliste au combat du peuple

grec.

D'abord en luttant ici , chez nous contre nos propres attaques austéritaires. Ensuite en tissant des liens entre nos luttes et nos combats, avec des actes aussi élémentaires que l'organisation des collectes et des convois sanitaires et humanitaires mais aussi avec des luttes européennes coordonnées. Cet automne une *Caravane Solidaire* a apporté par exemple du matériel médical et sanitaire aux dispensaires autogérés grecs.

<https://solidaritefrancogrec-que.wordpress.com>

<https://solidariteaveclagrececollectifs.wordpress.com>

Constant KAÏMAKIS
Militant syndical
Sud Culture, retraité -
UNIRS Solidaires 30
Octobre 2016

La honte ! Ils ont osé gazer les retraités !

Ce matin les retraités avaient répondu très nombreux à l'appel de leurs syndicats et associations pour manifester contre les réductions des pensions et la dégradation du système de soins. Souhaitant aller jusqu'à la Villa Maximus (Bureaux du 1er Ministre) ils ont vu leur route coupée par les cordons de police anti-émeute qui avaient mis un car de police en barrage. Déterminés et armés de courage, les retraités ont tenté de passer . Ils ont alors essuyé un tir nourri de gaz lacrymogènes ... Les tensions se faisant de plus en plus vives, Tsipras a été obligé de demander à son ministre de la "Protection du citoyen" Nikos TOSKAS d'arrêter ce gavage... Dans un communiqué, Le ministère de la Protection du citoyen assume la responsabilité politique de l'utilisation limitée des produits chimiques et a déclaré : "Après l'incident d'aujourd'hui , toute utilisation de gaz lacrymogènes lors des manifestations de travailleurs et de retraités sera interdite » .



Extrait d'une chronique quotidienne tenue sur FaceBook:

<https://www.facebook.com/constant.kaimakis/posts/1781564512111768>

Sur une affiche *double-colombier*, j'écris tout simplement pour qui désirerait le lire : ce livre est excellent !

En effet j'utiliserai ce qualificatif pour vous parler un peu et partiellement, très partiellement, de ce livre, document vivant, qui aborde un des moments essentiels du mouvement ouvrier (si l'on est autorisé encore à en dire quelque chose !) où la répression de la Commune voit ses effets s'estomper et une nouvelle génération de prolétaires s'affirmer. *L'ordre moral* est-il dépassé : ce régime de terreur *républicain* imposé à la suite de la Commune de Paris ?

L'émeute du 13 octobre 1909 a donné lieu, dit-on, aux plus violents affrontements à Paris depuis la Commune (p.73).

Trop jeunes pour mourir montre très bien la place du prolétariat parisien dans cette recomposition sociale, l'apparition d'un nouveau mouvement, après les conséquences de la répression de *Versailles*. Ce livre souligne ses réalisations : la CGT, les débuts du *Parti Socialiste Unifié*, les revues *La Guerre Sociale*, *Le libertaire* et la *Fédération Révolutionnaire Communiste (FRC)*. S'il a effectivement comme but de relater l'histoire du *communisme libertaire* d'avant la *première guerre*, il y réussit pleinement tout en montrant l'environnement populaire de ce courant. Et ce n'est pas un hasard si la préface évoque *Arcane 17* d'André Breton où au *Pré Saint-Gervais* les *drapeaux noirs* se mêlaient aux *drapeaux rouges*, comme Guillaume Davranche le souligne plus loin en nous informant que le *PS* avait refusé, quelque temps avant, lors d'un précédent meeting (*métinge*) la présence, à l'une des tribunes, de la *FRC*.

Pourquoi direz-vous ? Peut-être parce que la *FRC* (puis la *FCA*) représentait l'extrême-gauche antiparlementaire et révolutionnaire de l'époque, très proche du *syndicalisme révolutionnaire* (majoritaire) de la CGT qui empêcha de 1906 (*la Charte d'Amiens*) à 1914 (*l'Union sacrée*) l'articulation *institutionnelle* et *politicienne* entre la CGT et le *PS*. Ce qui fut partagé par tous les congrès de la CGT de l'époque). Sans oublier *l'antimilitarisme* de la Confédération ! Son *internationalisme* !

Sous un autre registre, il est intéressant de voir, dans **Trop jeunes pour mourir**, l'importance soulignée des mouchards, des ligues, de certains journaux, de la Police (ses rapports et indications) dont le but essentiel est la répression de la classe ouvrière et la préparation de la guerre nationale (ultime répression des plus combatifs !). Comme un *complot* contre la *Sociale* ! Le *complot* constant du *Capital* !

Avec une CGT qui se bureaucratise (les débats sur la *fonctionnarisation* sont parfaitement repris dans ce livre), son appareil va rejoindre le *PS* au sujet de *l'Union sacrée*. La CGT va entrer dans la guerre.

(Ainsi **Trop jeunes pour mourir** fait la jonction avec l'ouvrage d'Alfred Rosmer *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre Mondiale* où, suite à la mobilisation générale, les *pacifistes* sont envoyés aux premières lignes des tranchées alors que les *interventionnistes* restent parfois dans les bureaux.) Ce livre est très riche car il traite avec précision des différences du mouvement anarchiste de l'époque qui n'étaient pas des anecdotes anodines (les cas des *individualistes* de la



Terre libre ou des *bandits tragiques* de Bonnot et Raymond La Science le prouvent !). Il traite profondément des clarifications militantes.

Tous ces faits tournent dans un mouvement d'ampleur, celui mené par le *syndicalisme révolutionnaire* et la voie déjà ancienne, la mémoire enfouie, de la *Commune*.

Il est notoire qu'au printemps 1917, les anarchistes ont été les premiers, en France, à prendre fait et cause pour la révolution russe (p.141).

L'intérêt de cette étude historique (à lire comme un roman dont les détails sont précis et suggestifs) est de montrer que la révolte populaire, la lutte de classe, continue et se poursuit dans ses contradictions et difficultés, dans son *idéologie-pratique* (*l'émancipation sociale*) et que ce n'est pas aussi simple que ça !

Frédéric Miler

Solidaires Retraité(e)s 30

Entretien avec Guillaume Davranche :

« Pas besoin d'icônes et de statues de commandeurs »

Guillaume Davranche a participé à l'équipe de coordination du *Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone* (alias le *Maitron des anarchistes*), paru en 2014, et est l'auteur, la même année, de *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*, qu'il a présenté à Alès en novembre dernier. Il a répondu à quelques questions que nous a inspirées son ouvrage.

Bonjour Guillaume. Récemment, tu me disais qu'il ne fallait pas surévaluer le poids de la Commune dans l'imaginaire du mouvement ouvrier des années 1910. N'y a-t-il pas cependant un souffle, une dynamique sociale venant de l'autonomie de la Commune que l'on retrouve, par exemple, dans le syndicalisme révolutionnaire ?

En effet, la Commune de Paris a rapidement été, pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, davantage une icône qu'un modèle politique.

Il faut avoir conscience qu'après le massacre de 1871, pendant les neuf années de proscription des communards, le socialisme a été rebâti par une nouvelle génération militante. Les communards de retour d'exil ne se reconnaîtront souvent pas en lui, et parmi les grands noms, seuls quelques uns – Édouard Vaillant, Jean Allemane, Louise Michel, Gustave Lefrançais... – s'y rallieront.

Le mouvement révolutionnaire des années 1890 sera quelque peu embarrassé par la dimension mi-sociale mi-patriote de la Commune de Paris, comme l'a bien montré l'historien Jacques Rougerie ¹.

D'avantage qu'un programme, l'héritage laissé par la Commune de 1871 à la CGT, c'est donc le souffle du fédéralisme, de l'action directe, du pouvoir populaire. Et,

en effet, les syndicalistes révolutionnaires ont inscrit leurs pas dans ceux des militants de la Première Internationale qui, comme Eugène Varlin, avaient figuré dans la minorité dite anti-autoritaire du conseil de la Commune de Paris.

Ce qui paraît incroyable aujourd'hui – et tu le montres bien ! – est que le courant syndicaliste révolutionnaire dominait à la CGT et était bien implanté en région parisienne et dans les principaux centres ouvriers. On a un peu la même impression concernant la CNT avant la Révolution espagnole, qu'en penses-tu ?

La CNT espagnole, lorsqu'elle a été fondée en 1910, pouvait être considérée comme une « petite sœur » de la CGT française, dont le prestige était grand dans les milieux révolutionnaires du monde entier. Le premier nom de la CNT a d'ailleurs été CGT. Cependant, ses fondateurs ont rapidement préféré changer de sigle, pour moins prêter le flanc à la répression. La monarchie aurait en effet pu l'accuser d'être « un agent de l'étranger ».

Au début, la CNT était cependant relativement chétive, et ne pesait pas grand chose sur la scène internationale du syndicalisme révolutionnaire. Il faudra attendre les années 1917-1919 et la croissance exponentielle de ses effectifs pour qu'elle devienne l'organisation mythique que l'on connaît.

Dans les années 1920-1930, la CNT espagnole a pénétré les masses ouvrières et même paysannes bien davantage que ce que la CGT française avait réussi à faire dans les années 1900-1910. Et avec une audace bien supérieure, parce que l'Espagne a vécu à cette époque plusieurs épisodes de quasi guerre sociale, où les pistoleros du patronat faisaient régner la terreur, où



des syndicalistes armés rendaient coup pour coup. La CGT française n'avait jamais réussi à atteindre un tel pouvoir de nuisance. L'élève avait, alors, largement dépassé le maître.

Tu es discret à ce sujet mais que penses-tu de la position de Jaurès face à la guerre et à l'Union sacrée qui domine tout très rapidement dès août 1914 ?

Le fait que le tribun socialiste ait été assassiné le 31 juillet 1914, avant que la guerre n'éclate, a puissamment contribué à polir la légende dorée de Jaurès. Il est vrai que, s'il avait vécu, et était devenu, comme Jules Guesde, ministre dans le gouvernement d'union nationale de son ami René Viviani, il en aurait été tout autrement.

Dès la période de la guerre, il y a eu des querelles au sein du PS pour savoir ce qu'aurait fait Jaurès s'il avait vécu : aurait-il été opposant à la guerre et à l'Union sacrée ? Aurait-il au contraire été « le clairon de la bataille » comme le jurait Édouard Vaillant lors de ses obsèques ? Pour ma part je suis persuadé – et c'était une évidence pour les syndicalistes révolutionnaires de l'époque, que ce soit Yvetot ou Monatte – que si



Jaurès avait vécu, il aurait été une des plus puissantes voix de l'Union sacrée.

Jaurès n'avait jamais fait mystère de ses convictions à ce sujet. Le 18 juillet 1914, une semaine avant l'ultimatum autrichien, il écrivait encore dans *L'Humanité* : « il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et, si la guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer, dans l'horrible tourmente, l'indépendance et l'intégrité de la nation. » Tout est dit.

Georges Sorel est-il le théoricien du syndicalisme révolutionnaire comme certains historiens le disent ? Sans insister sur le penseur (souvent, peut-être, mal lu ou compris, et malgré ses ambiguïtés) ne crois-tu pas que le syndicalisme révolutionnaire a surtout été une pratique collective (réfléchie et mise en avant par des militants autodidactes).

Il y a une anecdote qui a circulé à ce sujet. Les journalistes de l'époque ont beaucoup fantasmé sur le fait que Georges Sorel, auteur des *Réflexions sur la violence*, était le philosophe de chevet des syndicalistes révolutionnaires. Mais lorsqu'on lui a posé la question, le secrétaire de la CGT jusqu'en 1909, Victor Griffuelhes avait répondu avec ironie qu'il préférerait lire Alexandre Dumas ! Façon pour lui de discréditer So-

rel et de le catégoriser comme un intellectuel aussi prolix sur le mouvement ouvrier qu'il en était déconnecté.

L'anecdote est plaisante, mais il faut nuancer. En fait Sorel a été en lien avec des syndicalistes révolutionnaires parfois importants, comme l'anarchiste Paul Delesalle, qui a figuré au bureau confédéral de la CGT entre 1902 et 1907. Et Pierre Monatte, moins acide que Griffuelhes, s'est efforcé de faire la part des choses et de rendre justice à Sorel².

Mais ce qui est certain, c'est que le syndicalisme révolutionnaire n'est pas d'origine livresque. Il est né de la pratique des syndicats ouvriers, et cette pratique a été théorisée par des militants – qu'il s'agisse d'ouvriers comme Victor Griffuelhes et Georges Yvetot, ou d'intellectuels déclassés comme Fernand Pelloutier et Émile Pouget, qui s'étaient mis au service de la classe ouvrière. A partir de 1905-1906, ces militants se sont efforcés de donner une assise doctrinale au syndicalisme, à travers une série d'opuscules grand public très bien faits. Ce seront là, véritablement, les livres de chevet des ouvriers révolutionnaires de l'époque, bien plus que n'importe quel livre de Sorel.

Dans la relation cruciale entre le passé et le présent comment situerais-tu ton livre ?

Connaître l'histoire du mouvement social est important pour deux raisons, à mon sens. D'une part pour y puiser de l'inspiration pour les luttes d'aujourd'hui – et je montre dans mon livre à quel point le syndicalisme des années 1910 savait faire preuve d'imagination. D'autre part, pour ne pas être dupes des mythes et des légendes dorées. Le mouvement social n'a pas besoin d'icônes et de statues de commandeur. Écrire l'histoire « à hauteur d'homme » comme je me suis efforcé de le faire, c'est vivre avec les militants de l'époque, les écouter, comprendre leurs doutes, leurs espoirs, leurs dilemmes. Et, si on est guidé par l'envie d'apprendre réellement quelque chose, se laisser étreindre par cette légère angoisse : « Qu'aurions-nous fait à leur place ? »

**Propos recueillis par
Frédéric Miler
Solidaires Retraité(e)s 30**

1. Jacques Rougerie, « La Commune et la gauche », dans Becker Jean-Jacques et Candar Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 1 : l'héritage du XIX^e siècle*, La Découverte, 2004, p. 109.

2. Colette Chambellant, « Monatte lecteur de Sorel », *Cahiers Georges Sorel* n°1, 1986.

Un réseau international pour l'autogestion



La première rencontre internationale dite « de l'économie des travailleur-ses » s'est tenue en 2007 en Argentine. Elle a réuni des travailleurs et des travailleuses d'usines récupérées et des collectifs de travail, des activistes sociaux et politiques, des syndicalistes et des universitaires. Depuis, ces rencontres internationales se tiennent tout les deux ans et constituent un espace de rencontres, de discussions et de réflexions sur les défis auxquels les travailleurs et travailleuses sont confronté-es pour défendre par l'autogestion leurs moyens de subsistance contre les attaques du capitalisme mondialisé. **C'est aussi le lieu de discussions sur le projet de société autogestionnaire dans son ensemble, qui ne saurait se limiter à une addition de coopératives et autres lieux autogérés, mais pose les questions plus globales de démocratie, de pouvoir, de propriété collective, dans une perspective évidemment anticapitaliste.**

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, la brutale restructuration néolibérale de l'économie des années 1990 a entraîné une rapide désindustrialisation et une hausse vertigineuse du chômage. Combinées à l'absence de protections sociales et à l'attaque généralisée sur les classes ouvrières, ces conditions ont créé les conditions de l'agitation sociale. La « récu-

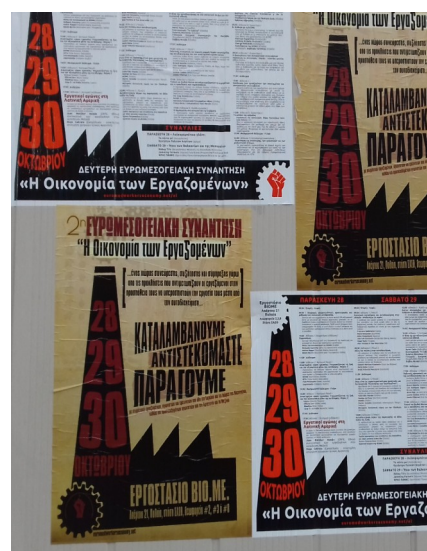
pération », c'est à dire l'occupation d'entreprises abandonnées et l'autogestion de la production par les travailleurs et les travailleuses, font partie intégrante de la contre-attaque populaire menée en réponse à la crise générale, comme en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Venezuela et au Mexique. Ces dernières années, les conditions qui ont débouché sur le mouvement de récupération des lieux de travail en Amérique latine se sont répandues en Europe et dans le reste du monde en proie à la crise du capitalisme mondial. En utilisant la dette comme prétexte, les programmes d'ajustements structurels ont réorganisé les relations sociales en faveur des pouvoirs économiques, ont intensifié le pillage de l'épargne et des quelques biens des classes populaires, ont promu l'appropriation privée des biens sociaux et publics, ont favorisé la spéculation aux dépens de l'environnement, dévalué la force de travail, aboli le droit du travail et les droits sociaux et démocratiques, démantelé les usines productives et condamné au chômage et à la précarité une « armée de réserve » toujours plus importante.

Les premières rencontres européennes ont eu lieu en 2014 dans l'usine **Fralib**, occupée à l'époque, et depuis récupérée par les travailleurs et les travailleuses.

Avant participé à cette rencontre des travailleur-ses d'usines occupées d'Italie, de France et de Grèce qui faisaient les premiers pas vers l'**autogestion**, des syndicats (dont *Solidaires*), des universitaires et des activistes soutenant l'autogestion ouvrière. Aujourd'hui, après deux années, ces projets ont été consolidés et de nouvelles expériences ont émergé en Bosnie, en Turquie et en Croatie...

Les conditions particulières des usines récupérées et des coopératives, qui coexistent avec le capitalisme tout en l'interrogeant au travers de la pratique quotidienne, soulèvent une série d'interrogations et de défis.

Voilà ce qui était au cœur des rencontres, du 28 au 30 octobre à Thessalonique, dans l'usine récupérée de **Vio.Me**, auxquelles une délégation de l'*Union syndicale Solidaires* a participé.



Les travailleurs et travailleuses de **Vio.Me** occupent les locaux de l'usine depuis 2006 et ont relancé la production de produits ménagers (savons, détergent) ; aujourd'hui la production continue toujours, malgré les tentatives de ventes aux enchères par les propriétaires légaux, à laquelle la mobilisation des **Vio.Me** a jusqu'à présent réussi à faire obstacle. C'est un véritable modèle autogestionnaire qu'ont mis en place les travailleuses et travailleurs de **Vio.Me** : décisions collectives prises en assemblées générales, mise en place de réseaux de soutien et de distribution solidaires, création au sein même de l'usine d'un dispensaire social autogéré. Environ 500 participant-e-s ont participé aux trois journées : des représentant-es d'entreprises autogérées, d'organisations syndicales, d'associations et des universitaires, venu-es de l'État espagnol, du Pays basque, d'Italie, de France, Allemagne, Croatie, Slovénie, Bosnie, Grande-Bretagne, Turquie, Pologne et bien sûr de Grèce ; y assistaient aussi des délégations d'Argentine et du Mexique, faisant le lien avec une rencontre similaire tenue la semaine précédente en Uruguay



pour l'Amérique latine et la prochaine réunion mondiale, en août 2017 à Buenos-Aires. Les **SCOP-TI (ex-Fralib)** de Gemenos près de Marseille qui ont repris en autogestion la production des thés *Eléphant* étaient là ; également les Amis de *la Fabrique du sud*, entreprise autogérée qui fabrique des glaces, à Carcassonne. Les délégué-es d'usines *récupérées* (c'est le terme utilisé en Amérique latine) venaient aussi d'Italie, de Slovénie, de Croatie, de Bosnie, de Turquie, de l'État espagnol, de Grèce. L'association *Autogestion* avec laquelle nous travaillons était bien entendu présente à ces rencontres dont elle était co-organisatrice (comme *Solidaires*). Des organisations syndicales dé-

fendant les valeurs de l'autogestion étaient présentes : *Solidaridad Obrera* (État espagnol), *ELA* (Pays basque), *RIS* (Croatie), *IP* (Pologne), et l'*Union syndicale Solidaires*. Nous y avons livré une contribution, axée sur les liens historiques entre syndicalisme et autogestion, notre responsabilité dans la prise en compte aujourd'hui des enjeux autogestionnaires et le soutien aux collectifs autogérés ; ce fut aussi l'occasion d'expliquer à divers collectifs syndicaux de Croatie, de Slovénie, de Grèce, d'Italie, de l'État espagnol, du Pays basque, l'intérêt du **Réseau syndical international de solidarité et de luttes** et son implication dans la solidarité internationale et les débats autour de l'*autogestion* et du *contrôle ouvrier*. La publication ultérieure des différentes contributions permettra de collectiviser l'intérêt de ces échanges et des témoignages des représentants et représentantes de nombreuses entreprises « *récupérées* ». Bien entendu, une partie de ces 3 jours a été consacrée à la consolidation du réseau spécifique aux entreprises autogérées.



Christian Mahieux
SUD Rail

« Les Utopiques »

Les cahiers de réflexions de l'*Union syndicale Solidaires*, ont été lancés au printemps 2015. Le numéro 2 a paru pour l'hiver 2015/2016 ; les abonné-es ont reçu le numéro 3 cet automne ; le numéro 4 est en préparation pour l'hiver 2016/2017. Le projet, dont l'idée a été lancée juste avant notre dernier congrès national, est devenu une réalité. C'est un outil de plus pour les militants et militantes de l'*Union syndicale Solidaires*. Cette revue s'intègre dans la diversité des publications de notre Union syndicale : journal national, tracts, communiqués, notes, *Solidaires en action*, *Solidaires international*, *Solidaires et égales*, *Et voilà le travail*, bulletin juridique, revue internationale, etc.

Il s'agit de prendre en charge un aspect non traité jusque-là : une revue qui soit un outil de réflexion individuelle et collective dans *Solidaires*, une revue qui permet de prendre du recul vis-à-vis de l'actualité militante mais qui nourrit celle-ci, une revue qui couvre l'ensemble du champ syndical, une revue *Solidaires* mais ouverte, une revue à lire en totalité, mais dont on peut lire les articles indépendamment les uns des autres au fil du temps.

Vouloir une revue de réflexion ne signifie pas publier uniquement des articles théoriques. Nous voulons mêler ceux-ci et des contributions qui se réfèrent plus directement à des expériences concrètes, resituées dans la perspective de profonde transformation sociale à laquelle nous travaillons. Autogestion, dimension politique du syndicalisme, enseignements de luttes syndicales, évolution du droit et syndicalisme, féminisme, histoire du mouvement ouvrier, unité syndicale, etc., sont quelques uns des grands thèmes à traiter dans la revue.

Pour que la revue puisse réellement être lue par de nombreux et nombreuses camarades, il faut qu'ils et elles la reçoivent à leur domicile ; ils et elles peuvent alors en prendre connaissance à leur guise. Certaines structures ont fait le choix d'abonner des équipes d'animation (les budgets formation des structures syndicales mais aussi des Comités d'Entreprise servent à cela), d'autres ont relayé l'information dans les circulaires internes : même s'il s'agit d'inciter les abonnements individuels, les structures ont un rôle fort à jouer. Et *Solidaritat* le joue.

En exclusivité pour *Solidaritat*, quelques indications sur le sommaire du numéro 4 : un dossier sur l'unité syndicale, un article sur le neurosexisme, un retour sur l'expérience d'animation d'*Unions Locales Solidaires*, l'offensive réactionnaire sur l'école, l'organisation des précaires au sein d'un *Solidaires départemental*, l'imposture du programme social du FN,...

LES
utopiques
CAHIER DE RÉFLEXIONS

NUMÉRO 3 - SEPTEMBRE 2016



Christian Mahieux , SUD Rail

Face à l'hydre capitaliste, tel un roman initiatique, nous avons été aidés directement et matériellement, dans nos premiers numéros, par les camarades qui composent aujourd'hui le comité de rédaction de *Les Utopiques*. Y a-t-il un feuilleton qui s'écrit ? Y a-t-il un fédéralisme en cours, à la mesure de l'*Internationale* ?

Vous le saurez, peut-être, en lisant ces deux revues honnêtes et courageuses, fidèles à l'idée des *communeuses et communeux*, entre autres, comme à la révolte de tous les temps.

Pour cela, soutenez la parution de nos critiques communes :

LES
utopiques
CAHIER DE RÉFLEXIONS

NUMÉRO 3 - SEPTEMBRE 2016

Solidaritat

Au sommaire du numéro 3 :

Le temps de travail, un marqueur du rapport de force entre capital et travail

La durée du temps de travail est au cœur des oppositions d'intérêts entre le patronat d'une part, les travailleurs et travailleuses d'autre part. Retour sur deux siècles d'évolutions, de contradictions, de luttes...

Les complémentaires santé, chevaux de Troie des attaques contre l'assurance maladie ...?

La commission protection sociale de *Solidaires* se penche sur l'évolution du secteur de l'assurance maladie sous l'impact de l'arrivée massive des « complémentaires santé ».

La protection sociale à l'épreuve de l'égalité entre les femmes et les hommes

Notre système de protection sociale s'est construit sur le statut de *travailleur* et sur la base du modèle de famille patriarcale, avec l'homme « gagne-pain » et la femme qui assure la gestion de la famille. Même s'il a évolué au fil du temps, il doit se transformer de manière à associer étroitement les principes de solidarité et d'égalité entre les femmes et les hommes.

Un toit c'est un droit !

La question du logement, comme droit fondamental, est un sujet qui doit être un objectif revendicatif du syndicalisme..

L'Union syndicale Solidaires : une expérimentation sociale ?

Ce texte a été écrit à partir de données quantitatives et qualitatives issues d'une recherche collective menée sur Solidaires.

1986-2016, les grèves des cheminots et cheminotes

L'actualité sociale est l'occasion de faire le lien entre ce qui reste la plus longue grève nationale des cheminots et cheminotes en France, en décembre 1986/janvier 1987) et le récent mouvement reconductible du printemps 2016.

Le désir de vacances et de voyages reste intact

Construire les « jours heureux » passe aussi par les congés payés. Le 80^e anniversaire de leur conquête en juin 1936 est l'occasion de revenir sur cet acquis social ainsi que sur l'utilisation qui en est faite aujourd'hui par les différents acteurs du secteur.

Mai-juin 1936, les Fronts populaires...

80 ans après « le *Front populaire* », il n'est pas inutile de revenir sur ce moment d'Histoire. Dans « *Front populaire, révolution manquée ?* » Daniel Guérin, répondait à cette question, à travers le titre, affirmatif, de son livre publié pour la première fois en 1963. Son témoignage militant est une des références sur cette période. Il fait clairement apparaître deux formes et deux conceptions du *Front populaire* : d'une part une alliance électorale entre « sociaux-démocrates, staliens et radical-libéralisme bourgeois », d'autre part un mouvement puissant, extra-parlementaire, à l'initiative de la classe ouvrière, « le *Front populaire des rues et des usines* ». Un des livres les plus complets est sans doute celui de Jacques Kergoat : « *La France du Front populaire* ». Nous en reprenons quelques extraits, qui rappellent que ce sont les luttes syndicales, le puissant mouvement social, la grève et les occupations d'entreprise, qui sont à l'origine des acquis sociaux : congés payés, réduction du temps de travail, généralisation des conventions collectives, fortes augmentations de salaires, délégués du personnel, etc. A la suite, un poème de Jacques Prévert...

Christian Mahieux , SUD Rail

Pollution dans les Cévennes

Déchets toxiques et silences de l'Etat

Anduze « porte des Cévennes », jolie petite cité où le tourisme a remplacé une activité économique ancienne importante (soie, mines). Paysages somptueux, cours d'eau limpide, randonnées en forêts, trouvailles savoureuses pour les chercheurs de champignons, idéal pour les chasseurs, pour les fans de quad et autres motos-cross ...

Janvier 2016, coup de tonnerre dans un ciel serein. Dans une émission de France 3, *Pièces à conviction*, « Cévennes : révélations sur une pollution cachée », deux journalistes de RFI, Alain Renon et Arnaud Jouve, font découvrir à toute la France un énorme scandale environnemental dans ces « lieux paradisiaques », dans la zone de Saint-Félix-de-Pallières et Thoiras, près d'Anduze : une société belge, *Umicore*, qui a fermé ses mines de plomb et de zinc en 1971, a abandonné son exploitation, et ses 3 millions de tonnes de déchets ... particules fines qui volent, qui sont emportées dans les ruisseaux, qui imprègnent les

Quand la nouvelle institutrice de Saint Sébastien d'Aigrefeuille, Madame Thérèse Richard, n'a pas vu arriver ses 13 élèves en classe le matin du lundi 4 octobre, elle s'est demandée ce qu'il arrivait. Elle l'a appris un peu plus tard : consultés par Madame Bargy, responsable du Sou de l'école, les parents d'élèves avaient jugé l'école dangereuse et entamé une grève scolaire, oubliant de prévenir maire et institutrice. Depuis, la presse et la radio ont répercuté la nouvelle.

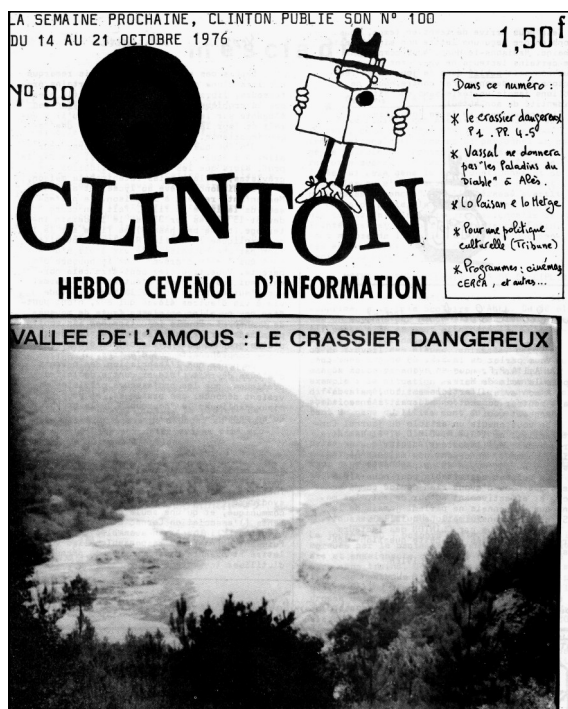
DES DECHETS DANGEREUX ABANDONNES

Clinton n°99

sols, bidons de produits chimiques de traitement du minerai ...

Pollution multiple (eau, air, terre), durable, dangereuse parce que ses composants toxiques (zinc, plomb, cyanure, arsenic, antimoine, thallium, cadmium, germanium, toutes sortes de métaux lourds) peuvent entraîner toutes sortes de maladies (cancers, maladies respiratoires, saturnisme, des formes d'autisme, des maladies de peau, ...). Le crassier, la digue de stériles sont restés en l'état, sans mise en garde explicite pour le public. Certains déchets ont été enfouis.

crassier dangereux de la mine de Carnoulès abandonné par la Peñarroya depuis 1971, les analyses inquiétantes de l'eau de l'Amous, très acide, chargée en arsenic, l'Amous devenu torrent boueux, les vignes, vergers, prairies envahis jusqu'au Gardon d'Anduze par cette boue malodorante chargée de déchets toxiques ... Clinton parlera plus tard, dans le n° 231 (juillet 1979), de la colère et de la mobilisation contre la Peñarroya des paysans pas encore indemnisés depuis l'automne 1976, et publiera un dossier plus technique sur l'histoire de la mine de Carnoulès dans le n° 233 (juillet 1979).



Certains terrains ont été vendus sans avvertir les acheteurs de la nature du sol. Une pollution ignorée de beaucoup de gens, une pollution cachée par Umicore, et par les pouvoirs publics.

Pourtant les « anciens » ne peuvent pas avoir oublié l'automne 1976 : *Clinton*, hebdo cévenol d'information, raconte dans son n° 99 (14 /10 1976) l'épisode cévenol ; la petite école de Saint-Sébastien d'Aigrefeuille menacée par le

Aujourd'hui, 53 ans après l'abandon de la mine de Carnoulès par la Peñarroya, 40 ans après l'automne 1976, où en est la dépollution ? Le 1er juin 2016, le sous-préfet d'Alès s'est rendu sur le site de l'ancienne mine de plomb de Carnoulès. « La gestion des déchets contenant des métaux stockés a été abordée » titre un quotidien local, le 1er juin 2016 ... Déjà ? !

Avec Saint-Félix-de-Pallières et Thoiras, l'histoire continue. C'est le même territoire, le même type de mines, le même abandon, la même lenteur, la même incurie gouvernementale. Et l'angoisse devant le danger sanitaire pressenti par les riverains.

Il faut attendre 2004 pour que soit commandé par la Drire (structure d'État chargée en particulier de l'environnement) un inventaire des risques miniers environnementaux à **Géodéris**, expert public de l'après-mine. Le préfet a le document en mai 2008, il l'envoie aux maires des 2 communes concernées en décembre 2008.

Des données brutes, difficiles à analyser. Des mesures faites en différents points d'eau, des taux de toxicité, en fer, zinc, cuivre, plomb, manganèse, cadmium, certains très élevés. Pour les résidus miniers, des teneurs en arsenic, antimoine, thallium. Que fait la préfecture : elle envoie aux deux mairies concernées des circulaires de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) qui invitent à des précautions d'hygiène contraignantes mais qui ne rendent pas du tout compte de la gravité de la pollution. Aucune dépollution n'est envisagée.

Johnny Bowie s'était installé avec sa femme à St-Félix-de-Pallières en 2007. Les couleurs des flaques et des cours d'eau, la poudre grise impalpable sur les talus qui s'envole si facilement sous les roues des quads et autres deux ou quatre roues l'inquiètent. Les bidons de produits chimiques vides abandonnés, aussi. Il fait faire des analyses. En 2008, on lui remet le rapport **Géodéris**. il cherche des aides pour comprendre. Lanceur d'alerte, il inonde de courriers les services de l'État, il interpelle les ministres de l'Écologie, il ne reçoit que des accusés de réception.

Il entre en contact avec un ingénieur de l'École des mines de Saint-Étienne et deux toxicologues chimistes de renom qui devant la gravité de la pollution se mobilisent, viennent sur le terrain, et travaillent avec lui. Ensemble ils publient un dossier accusateur, remarquable de précision : **Chape de plomb sur le site minier de Saint-Félix-de-Pallières** (André Picot, Jean-



Là, vivent des adultes, des enfants...

François Narbonne, Stéphane Garcia ; juin 2011) . Aucune action de dépollution n'est engagée.

Deux journalistes de **RFI**, alertés par l'association des riverains (Association pour la dépollution de l'ancienne mine de la Vieille Montagne, ADAMVM, créée en 2012), rencontrent Johnny Bowie qui leur fait découvrir les lieux, et en particulier le carreau de la mine, la digue des stériles.

Autre réalité. Autre problème. Là, vivent des adultes, des enfants parfois, dans des camions, des caravanes. « Rouleurs », « teufeurs », comme on les appelle, amateurs de musiques alternatives, ils sont installés, depuis longtemps ou pour des durées indéterminées, à demeure ou de passage, ils reviennent à l'occasion de raves-parties nombreuses ou de festivals qui reçoivent

beaucoup de monde, des groupes venus de divers pays d'Europe .

Une association locale, « La Mine », gère cet « espace d'accueil temporaire ». Les relations sont tendues entre les « rouleurs » et les gens du pays.

Il y a des voisins qui préféreraient qu'ils aillent jouer ailleurs. Il y a la lettre au préfet du maire de Saint-Félix-de-Pallières (3/8/2012) qui met l'État en demeure de « trouver une solution à la pollution et à l'occupation humaine de l'ancienne mine ».

Il y a le sous-préfet du Vigan qui minimise l'étendue de la zone polluée, la réduit à l'espace qu'ils occupent, et qui accuse leurs raves de propager cette poussière dangereuse. Politique de bouc émissaire, car, la dépollution, le



vrai problème, le sous-préfet la refuse catégoriquement.

Il y a les roulards eux-mêmes et le propriétaire des lieux qui craignent qu'on les vienne.

Il y a Johnny Bowie qui quitte Saint-Félix parce qu'il redoute les nuages de poussière du crassier, la circulation incessante et les risques d'incendie que lui font craindre les shows musico-pyrotechniques des nuits d'été.

La vérité c'est que ce lieu est inhabitable — certifié par tous les chercheurs indépendants — qu'ils sont les premières victimes de cette pollution multiforme et qu'il faut d'abord leur trouver un autre lieu de vie. La vérité c'est que dévier le problème sur cette communauté qui revendique « le droit à vivre autrement » c'est retarder les mesures immédiates à exiger des pouvoirs publics qui ne se pressent pas d'agir.

En juillet 2014, le web-doc réalisé par les deux journalistes, Alain Renon et Arnaud Jouve, est diffusé sur la toile : « **Scandale environnemental à la porte des Cévennes** » apporte des témoignages, des colères des riverains, des silences, des dérobades de politiques, des analyses de scientifiques, qui permettent d'approcher l'ampleur de la pollution, l'archipel des intérêts en jeu, les mensonges de l'industriel, l'éten due des silences d'État, l'absence de solutions apportées.

Témoignages et colère de tous ceux qui se découvrent victimes :
François Simon, médecin a lu



les analyses de Géodéris. En 2012, il avait proposé à l'association de riverains (*Association pour la Dépollution des Anciennes Mines de la Vieille Montagne, ADAMVM*) des tests sanguins et des analyses d'urine. Craintes confirmées : sur une quinzaine de volontaires, 1/3 ont un taux anormal de plomb, des taux limites de cadmium et d'arsenic pour certains, surveillance médicale pour d'autres.

Mais l'Agence Régionale de la Santé-Languedoc Roussillon (ARS-LR) refuse une enquête épidémiologique sérieuse parce qu'il n'y a pas assez d'habitants concernés ... On commence pourtant à recenser les cas de saturnisme, d'AVC ou de cancer. Pour « expliquer » cette volonté de minimiser la gravité et l'éten due du danger sanitaire, le directeur de la santé publique et de l'environnement de l'ARS reconnaît qu'il n'a pas « la maîtrise de l'information à donner aux citoyens », parce que « cela relève du préfet ».

Quand l'ARS décide de faire un dépistage sur 5 communes (5 seulement ? L'eau s'arrête-t-elle aux frontières administratives ? Ça ne vous rappelle rien !). Anduze n'était pas du lot. Le maire d'Anduze affirme qu'aucune exploitation n'avait jamais eu lieu sur aucune parcelle de la ville. Pourtant j'en connais qui citent « le puits de la Vierge, les Terres rouges », ...sur le territoire anduzien. D'ailleurs l'arsenic dans l'eau arrive jusqu'à Saint-Christol-lès-Alès qui est alimenté en eau potable à partir d'un champ captant situé à Tornac (bulletin Clarité et Démocratie, juin 2016).

Mensonges de la part des autorités et de l'industriel :

- Pourquoi la Préfecture a-t-elle mis plus de 6 mois pour envoyer le rapport Géodéris aux maires des communes concernées ?
- Pourquoi la Préfecture ne fait-

elle pas clôturer les endroits les plus dangereux ?

● Pourquoi le chemin de randonnée qui passe sur la digue à stériles n'est-il pas interdit ? Pourquoi cette source principale de pollution n'est-elle pas incluse dans les nouveaux tests sur l'eau commandés par le BRGM à un bureau d'études privé (2012)?

● Aucune interdiction de chasse ni de cueillette (champignons, châtaignes, herbes ...).

Les terrains vendus par UMICORE ne portent que la mention « passé minier » sur les contrats. Mais il est stipulé que l'acquéreur et ses successeurs ne peuvent réclamer « aucune indemnité pour quelque dommage que ce soit ». Pourquoi, sur un questionnaire d'urbanisme concernant des bâtiments d'Umicore, la mairie répond NON à deux items : « .. font l'objet d'une interdiction d'habiter », « ... font l'objet d'un arrêté de péril » ?

UMICORE a bien essayé de liquider ses parcelles à l'€ symbolique ! (témoignage d'un maire), a bien enfoui une partie des « fines de mine » si toxiques qui recouvrent les endroits les plus pollués (témoignages d'anciens mineurs).

« **Pièces à conviction** », l'émission de janvier 2016, est la version télé du web-doc, plus ramassée, moins riche en documents - télé oblige -, reprise par Alain Renon et Bernard Nicolas, journalistes de RFI.

Depuis janvier 2016, le problème des déchets dans les Cévennes, en zone Natura 2000 (le rapprochement a de quoi surprendre). Les médias nationaux ont largement commenté les « révélations » de ce scandale qui touche un grave problème de santé publique, d'absence de gestion de déchets dangereux abandonnés, et jette une ombre sur une région considérée comme un paradis touristique... La presse quotidienne ré-

gionale suit consciencieusement ce sujet : comptes-rendus sans investigation, médiatisation des visites du sous-préfet qui se sont multipliées sur les lieux pollués.

En février, l'ARS a annoncé les premiers résultats d'un dépistage sur la population de 5 communes (mesure du plomb, de l'arsenic, du cadmium) : 675 volontaires, pour 46 d'entre eux les résultats font apparaître des valeurs supérieures au seuil nécessitant une intervention médicale. Deux d'entre eux ont décidé d'agir en justice, avec l'association de Saint-Félix-de-Pallières (ADAMVM) et l'association nationale *Génération futures*. Référé au Tribunal administratif, plainte contre X au Pénal. D'autres ont suivi. Avec l'espoir de faire avancer les choses.

En juillet, une étude d'imprégnation a été en partie dévoilée par les services de Santé publique France. Résultats finaux de l'étude disponibles ... fin 2017. Déjà ?!

En juillet, un courrier d'Umicore promet, à propos de la digue, « d'entretenir de manière pérenne l'ouvrage et d'éviter toute activité susceptible de dégrader les installations de confinement des matériaux qu'il contient ».

L'ADAMVM se promet de suivre ça de près et demande l'élaboration d'un cahier de charges, et des contrôles par l'État. Et un contrôle citoyen ?

Les réunions publiques s'enchaînent, avec représentants de l'État (préfet, ARS), avec des associations, locale de riverains, ADAMVM, nationale *Génération futures*.

Les toxicologues chimistes qui sont mobilisés depuis 2013, ont envoyé une lettre ouverte au préfet (*Le Canard enchaîné* qui y

revient le 17/08/2016 pour la 3^{ème} fois: titre *L'ambiance était plombée*), avec des préconisations sévères et radicales.

Toutes ces questions sans réponse claire posent le problème de la forte pression de la politique de l'État sur les organismes qui le représentent (préfectures, ARS, BRGM...). Le gouvernement connaît les problèmes de pollution en pays minier depuis les fermetures des premières mines.

Il connaît le cas particulier de Saint-Félix-de-Pallières, Thoiras, Tornac, Saint-Sébastien d'Aigrefeuille. Tous les ministres de l'Écologie ont eu droit depuis 10 ans à des courriers de la part de Johnny Bowie, entre autres qui n'a reçu comme réponse que des circulaires standard : M. Borloo, Mme Koshciusko-Morizet qui avait commandé un dossier sur St-Félix dont on a perdu la trace, Delphine Balto (PS) qui a promis de venir à une réunion le 10/4/2013 à la préfecture de Nîmes, mais qui est débarquée du gouvernement par Hollande, 48 heures plus tôt, Philippe Martin qui ne répond pas à la demande d'entretien pour ce qui « n'est qu'un problème technique local ».

Ces silences sont clairement l'aveu que les politiques sont dépassées. Depuis le début de l'ère industrielle, l'État a tellement laissé faire, que le nombre de sites miniers pollués en France, et dans le monde, est énorme. Quel budget pour une dépollution, même partielle ? Quelles indemnités pour le patrimoine ? Pour les soins de santé ? Pour la réparation de ces injustices ? Dépassés les politiques ?

Il est clair aussi que les relations avec le Capital sont plus importantes que les problèmes d'écologie, de préservation de l'eau, ce bien commun, du souci de santé publique. Sur la pollution des



Johnny Bowie

mines de la bordure des Cévennes, ils cherchent des solutions.

En 2014, quand il était ministre de l'industrie, Montebourg fait briller le concept d'une renaissance d'une compagnie nationale des mines grâce à ce qu'on appelle « la deuxième mine ». Les déchets miniers sont riches en métaux rares, ceux de Saint-Félix et de la ceinture des Cévennes présentent un potentiel de germanium, de gallium, métaux-clés de la très haute technologie militaire et civile.

Il reste à les récupérer. La société Umicore sait très bien faire ça depuis qu'elle a presque abandonné l'extraction des métaux classiques. Elle est devenue n° 1 mondial de la récupération des métaux précieux dans les déchets, et fait partie des très rares entreprises recommandées pour des placements spéculatifs à plus de 10 ans. Un projet « caché » ? ...

Avec quels risques écologiques ? Et quelles consultations des populations ?

Les militants anti-gaz de schiste dont la mobilisation est solide dans cette région des Cévennes, auront de quoi se battre, si ce scénario catastrophe n'est pas de la science-fiction.

Suzanne André
Solidaires Retraitées 30

Non à l'Etat d'urgence... Non à l'Etat!

« L'État garantit toujours ce qu'il trouve : aux uns leur richesse, aux autres leur pauvreté; aux uns la liberté fondée sur la propriété, aux autres l'esclavage, conséquence fatale de leur misère; et il force les misérables à travailler toujours et à se faire tuer au besoin pour augmenter et pour sauvegarder cette richesse des riches, qui est la cause de leur misère et de leur esclavage. Telle est la vraie nature et la vraie mission de l'État » Bakounine.

Un État d'exception ?

Depuis les attentats du 13 novembre 2015, le pouvoir exécutif a décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire français. Le 20 novembre suivant, le Parlement a voté la prorogation de l'état d'urgence pour trois mois renouvelables et la modification de la loi du 5 avril 1955. Cette loi a élargi les dispositions déjà existantes. Les principales orientations de ce décret donnent pouvoir au préfet d'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixées par arrêté; d'instituer, par arrêté, des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé; d'interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne considérée comme "cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics". **Le ministre de l'Intérieur peut prononcer l'assignation à résidence dans une circonscription territoriale ou une localité déterminée** de toute personne dont l'activité est estimée "dangereuse pour la sécurité et l'ordre public". Le ministre de l'Intérieur, peut ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature. Peuvent être également interdites, à titre général ou particulier, **les réunions "de nature à provoquer ou à entretenir le désor-**

dre". Enfin, les infractions seront punies d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 11 euros à 3 750 euros ou de l'une de ces deux peines seulement.

C'est donc sous prétexte de lutter contre la criminalité terroriste, que les premiers jours d'application de l'état d'urgence ont mis en place une répression aveugle et incontrôlée, révélant un usage immodéré des nouveaux pouvoirs des préfets et du ministre de l'intérieur. Le bilan provisoire de cette nouvelle «loi d'exception» fait état **de plus deux mille perquisitions de domiciles, de restaurants, de mosquées et des centaines d'assignations à résidence**. De plus, le gouvernement en a profité pour détourner le prétexte de la lutte contre le terrorisme, afin d'interdire **les manifestations, ordonner des perquisitions et assignations à domicile visant les milieux militants engagés dans la contestation de la COP 21 en particulier**. De toute façon, les autorités françaises avaient averti en envoyant un courrier, le 24 novembre, au Secrétariat général du Conseil de l'Europe que, dans le cadre de l'état d'urgence instauré suite aux attentats terroristes, certaines mesures appliquées « *sont susceptibles d'impliquer une dérogation* » **à des droits garantis par la Convention européenne des droits de l'homme**.

L'état d'urgence permanent ?

En confiant des pouvoirs exorbitants à l'autorité administrative, le gouvernement a montré le véritable visage de l'État. L'«exception», que constitue l'instauration de l'état d'urgence, agit



comme un véritable révélateur. **L'État est une organisation centralisée et hiérarchique qui fonctionne de haut en bas, sous la forme d'une capture de la puissance d'agir de la société**. D'où la nécessité de la contrainte pour imposer au bas de la pyramide des décisions prises en haut, souvent sans consultation, contre la volonté et contre les intérêts des personnes directement concernées. N'oublions pas que la caractéristique fondamentale de cette institution est le droit exclusif (le monopole) à l'usage légitime de la violence (physique comme symbolique), qui porte inscrite en son sein l'exigence de soumission, et qui, en outre, promeut le caractère volontaire de cette soumission.

L'existence même d'un État exerçant le pouvoir physique et légal sur la société dans son ensemble est oppressive et incompatible avec la véritable liberté humaine. Et la possibilité de choisir les dirigeants de l'État et ses législateurs ne peut être dissociée de sa structure hiérarchisée, **ni de sa fonction de gestion du capitalisme**. La possibilité même

de son état d'exception, inscrite dans la constitution, trahit explicitement la propension totalitaire de l'État. Ainsi de l'article 16 de la Constitution (par ailleurs brandi comme menace par De Gaulle lors des grèves ouvrières de fin mai 1968, sur le thème « soit vous acceptez des législatives anticipées, soit je prends les pleins pouvoirs ») : « Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du Premier ministre, des Présidents des Assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel. »

En outre, **pas besoin d'état d'urgence pour multiplier les entraves à l'exercice du droit syndical avec l'augmentation des discriminations à l'encontre de syndicalistes**, licenciements abusifs de grévistes, pressions ou censures. **Un-e salarié-e sur cinq ne dispose pas de représentant-e du personnel**, notamment dans les entreprises de moins de 11 salarié-es, majoritaires en France,

alors que le gouvernement envisage de remettre en cause les seuils de représentativité. **Les condamnations des employeurs sont malheureusement trop rares tandis que les sanctions et les condamnations pour actions syndicales sont courantes.** Le but de ces manœuvres est bien d'insinuer la crainte de représailles afin de dissuader les salarié-es de se syndiquer. Le monde du travail et de l'entreprise n'est pas une démocratie, le patron dirige (le capital possède) le-la travailleur-euse, qui est subordonné.e à son employeur. Et l'État, avec son droit, est là pour asseoir cette dictature patronale, **entre imposition par la force ou compromis avec certains syndicats « d'accompagnement »**. Qui remettrait en cause cette loi d'airain serait immédiatement licencié-e, pour faute ou déloyauté, certainement sans indemnités... La « citoyenneté » (déjà critiquable en soi) et le soi-disant slogan républicain « liberté, égalité, fraternité » s'arrêtent aux portes de l'entreprise.

État et propriété privée

C'est que si l'État moderne est garant d'une chose, c'est du **fondement du capitalisme** : la propriété privée des moyens de production et de son bon fonctionnement. Et ce à plusieurs titres. Tout d'abord en étant le bras armé de l'accumulation primitive du capital et donc du renforcement de la classe capitaliste, (expropriation agricole et destructions des anciens « biens communaux », interdiction et criminalisation du vagabondage, plafonnement des salaires et colonialisme, y compris par l'esclavagisme). Mais aussi en mettant en place les structures nécessaires au développement du capital (monnaie, mais aussi transports, électricité ou éducation), la concurrence entre capitalistes nécessitant l'État comme

« instance de coordination ».

Tel est le sens réel de la si souvent brandie *Déclaration des droits de l'homme* de 1789, **qui célèbre le droit de propriété, jusqu'à en faire un article spécifique.** En refusant de préciser de quelle propriété on parle (d'usage ou lucrative), cette déclaration consacre en réalité la propriété privée des moyens de production et assigne à la loi, donc à l'État d'en être le garant, soumettant par là même la notion de liberté à celle du respect de la propriété privée. Et si on cherche un peu, l'État assume parfaitement, voire revendique, son rôle de soutien de la propriété privée et du capitalisme, comme en témoigne cet extrait du site du ministère de l'Économie français : *« Alors que l'État est souvent pointé du doigt par les entrepreneurs (parce qu'ils payent beaucoup d'impôts), il faut néanmoins rappeler le rôle majeur joué par l'État dans le bon fonctionnement de "la vie des affaires". »* Et cela sans compter les traités européens qui sacralisent *« la concurrence libre et non faussée »* et *« l'économie de marché »* (euphémisme pour ne pas dire capitalisme) dans les textes, quitte à préciser que cette économie de marché serait *« sociale »* pour mieux faire passer la pilule.

Maintien de l'ordre...

Et si l'on doit illustrer encore un peu plus ce rôle de l'État comme garant de l'ordre capitaliste, **il suffit de voir son action concernant l'exercice du droit de grève.** En effet, celui-ci n'a été **reconnu qu'en 1946**, dans le contexte bien particulier de l'après-guerre (auparavant il n'était pas reconnu, et tout-e gréviste était considéré-e comme fautive et donc « licenciable »). Et encore, ce droit de grève est-il limité par la Constitution puisqu'il *« s'exerce dans le cadre des lois*





qui le réglementent». L'État refait son apparition, comme dernier rempart pour défendre les intérêts du capital.

Plus largement, le droit de grève est un enjeu permanent de la lutte des classes, où l'État joue pleinement son rôle premier : assurer le prétendu intérêt général, entendre les intérêts du patronat et les siens propres. Ainsi, l'État n'a de cesse de limiter par la loi le droit de grève, que ce soit en imposant les conciliations préalables et les préavis dans la Fonction publique, en développant les services minimums (télévision, transports ou éducation), en usant de la réquisition des salarié-es grévistes (inscrite dans la loi en 2003) comme dans les raffineries lors des grèves de 2010, ou en interdisant des modalités de grève trop gênantes pour le patronat (piquets de grève, grèves tournantes, occupations, etc.). Il en est ainsi jusqu'à la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise : ce n'est qu'après la grève générale de mai 1968 que ce droit est reconnu, encore une fois grâce au rapport de force et pas de bonne grâce étatique...

N'oublions pas non plus que c'est hors d'état d'urgence légale qu'ont

été assassinés Rémi Fraisse en octobre 2014, ou, début juin 1968, Gilles Tautind, Pierre Baylote et Henri Blanchet, lors des évacuations des usines occupées par les ouvrier.es à Renault-Flins et Peugeot-Montbéliard-Sochaux. Ou plus loin encore, lors de la grève des mineurs (plus de 300000 à l'époque), en 1948, Jules Moch (membre de la SFIO, socialiste...), envoie les CRS et l'armée pour mettre fin au mouvement : 6 morts, plus de 3000 licenciés, plus de

2000 arrestations et des centaines de condamnations à la prison ferme... Une situation d'ailleurs toujours pas réglée puisque, malgré la tardive loi d'amnistie de 1981, à peine une trentaine de familles sont aujourd'hui indemnisées, et encore sans reconstitution de carrière... Comme quoi, lorsqu'il s'agit de briser les grèves, pas forcément besoin d'état d'urgence légale... Et l'on comprend bien que si cette utilisation extrême de la violence d'Etat n'est pas systématique, elle reste une épée de Damoclès permanente gravée dans la mémoire collective : elle est une menace tacite permanente, une terreur latente et silencieuse, mais bien réelle...

De même, l'augmentation exponentielle des violations des droits humains en France par des responsables de l'application des lois est pointée régulièrement par Amnesty International, qui est également préoccupée par le faible taux de comparution en justice des responsables présumés. Ces violations incluent des homicides, un usage excessif de la force, ainsi que des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Des motivations racistes, se traduisant souvent par des injures, apparaissent dans bien des

cas. Amnesty International en conclut que les agents de la force publique bénéficient couramment, en France, d'une impunité de fait. Ajoutons que les victimes de ces violations des droits humains par les forces de l'ordre appartiennent majoritairement à la classe prolétarienne, souvent issues de l'immigration postcoloniale et vivant dans les quartiers des banlieues populaires.

Enfin, avant même l'instauration de l'état d'urgence, la publication le 19 mars 2015 du projet de loi relatif au renseignement démontre bien les tendances totalitaires de l'État. Cette loi prévoit en effet la mise en place de plusieurs mesures, telles que la présence de boîtes noires chez les opérateurs de télécommunications, visant à détecter les comportements suspects à partir des métadonnées, sur la base d'un algorithme propriétaire ; mais aussi des dispositions sur l'utilisation de mécanismes d'écoute et de logiciels espions.

La main gauche de l'État ?

Certains objecteront à cette analyse, le caractère «social» de l'État. Or, cet argument, avancé le plus souvent par les partis politiques de gouvernement, n'est en réalité qu'un argument de légitimation idéologique de l'État et de son rôle, et ce de deux points de vue. D'une part, parce que les « acquis sociaux » n'ont jamais été obtenus que sous la pression du mouvement ouvrier et d'un rapport de force concret (depuis les grèves de 1936 et ses célèbres congés payés jusqu'aux accords de Matignon en 1968, en passant par les mesures du CNR en 1945). L'État peut et doit, pour maintenir le capitalisme, parfois user de son rôle «d'arbitre de la lutte des classes». Mais un arbitre qui n'a qu'un but : éviter une situation révolutionnaire en aménageant le système économique et social. Ainsi en est-il d'ailleurs de l'im-

pôt, base de fonctionnement de l'État : loin de lutter contre les inégalités sociales et économiques et de chercher à les supprimer, il ne fait que les corriger a posteriori, **comme un pansement pour rendre acceptable l'injustice structurelle du capitalisme**. A ce titre, **l'exemple de la sécurité sociale** est plus que parlant : conçue à l'origine comme une caisse fondée sur la cotisation sociale (donc avant la division entre salaires et profits), gérée majoritairement par les syndicats via des élections, **la sécurité sociale a été petit à petit étatisée afin d'éviter toute perspective de socialisation des richesses produites** et y opposer une redistribution par l'État (par ailleurs de plus en plus conditionnée à la soumission au capital, par exemple par les mesures de dégressivité des indemnités chômage ou l'obligation de prendre un emploi pour les conserver).

Ensuite, parce que cette notion d'État social est largement inscrite dans la période de croissance du capitalisme, ce que l'on a appelé les «Trente glorieuses» en France, ou encore le «compromis fordiste», une situation disparue depuis quelque trente années et le virage dit néolibéral. Avec l'arrivée de la crise structurelle du capitalisme à la fin des années 1970, **l'État ne peut plus que remettre en cause progressivement ce compromis social**, et on peut entrevoir que nous n'en sommes qu'aux débuts de cette évolution... (Ref : P.Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, Paris, 1930)

Enfin, parce que État social signifie également **institutionnalisation du mouvement ouvrier et notamment de ses organisations syndicales** : à l'organisation hiérarchisée, bureaucratique (et technocratique) de l'État doit correspondre la même structuration des organisations syndicales (notamment sa cohorte d'experts, permanent-es ou salarié-es, et au-

tres «partenaires sociaux» tenants du «dialogue social»), avec comme soubassement une stricte assignation au syndicalisme d'un rôle de défense immédiat des intérêts des salarié-es, **la réflexion globale étant elle réservée aux partis politiques de gouvernement**.

Pour un exemple frappant, rappelons-nous qu'en 2010, lors de la grève sur les retraites, certaines grandes organisations syndicales ont refusé d'appeler à la grève générale, **préférant appeler à bien voter en 2012 pour «la gauche» de gouvernement et Hollande**, qui, bien entendu, annulerait la «réforme» de Sarkozy. **Tout un chacun pourra juger du résultat de cette stratégie...**

La même analyse pourrait être faite des «services publics». Un terme parlant en soi, puisqu'il assigne à l'État le rôle de pourvoyeur de services, prétendant ainsi consacrer une soi-disant utilité de l'État. Or, il ne s'agit ici encore que d'un masque idéologique et ce à deux niveaux. Tout d'abord la plupart de ces services ont été mis en place par l'État dans le contexte de sa prise en charge de la croissance, de l'accumulation du capital et de la cohérence d'un système par essence concurrentiel et donc empli de contradictions. Ainsi en est-il par exemple des transports et de leur développement nécessaire pour les flux des **marchandises comme de la main-d'oeuvre, de l'école pour former/formater les futur-es travailleur-euses/citoyen-nes**, de la santé pour assurer la reproduction de la force de travail, des banques d'État pour asseoir la légitimité de l'échange marchand, etc. Ensuite, ces «services publics» procèdent également par institutionnalisation, l'intégration par l'État, de la créativité sociale, notamment des associations ouvrières et syndicales.

Ainsi de l'école ou de la culture officielle prenant lieu et place des Bourses du travail, ou enco-



re de la sécurité sociale prenant lieu et place des caisses de solidarité syndicales pour chômeur-euses, retraité-es ou malades.

Clarifions: **il ne s'agit pas de prôner la destruction des «services publics» mais d'en contester l'origine, qui n'est pas l'État mais la société civile faisant face à ses besoins**. Leur étatisation/intégration n'étant que la récupération et l'instrumentalisation par l'État à son profit et celui du capital de la créativité sociale à la base. Si la défense de ces services publics (du moins de ceux utiles, correspondant à un besoin social) **est aujourd'hui une lutte nécessaire contre les attaques dont ils font l'objet, elle ne peut se faire que dans une logique de remise aux mains de leurs producteurs et usager-es, par leur autogestion, non par une nationalisation étatique...**

A bas l'État... D'urgence !

Dès lors, comment qualifier un État qui utilise la police, et de manière générale la surveillance policière, grâce notamment aux fichiers policiers, allant jusqu'à faire usage de moyens violents et arbitraires si nécessaire ? **Qu'est-ce qui distingue un État démocratique d'un État policier à partir du moment où l'un et l'autre utilisent (ou laissent planer la menace d'utiliser) des moyens radicaux afin de maintenir le contrôle social ?** D'ailleurs, le caractère illusoire et mensonger de la «démocratie parle-

mentaire» ne masque pas le pouvoir du mode de production capitaliste sur la société. **La collusion de l'Etat avec le capital est une réalité permanente, qui s'accroît en cas de crise.**

Les dernières années du XXe siècle et ce début de XXIe siècle ont pu donner, à tort, le sentiment que l'État perdait fonctions et privilèges et cédait progressivement des tranches de sa souveraineté politique ou territoriale face aux pouvoirs de la finance internationale, notamment en ce qui concerne le contrôle des frontières et des flux migratoires soumis aux décisions supranationales.

Mais en réalité, si les États nationaux modifient leurs structures, le pouvoir politique de l'État se consolide au niveau international. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, alors que la crise économique, sociale, écologique et géopolitique est flagrante, les appareils répressifs d'État (police, tribunaux, armée, prison, les différentes administrations, etc.) et les appareils idéologiques d'État (institution scolaire, religion, famille, syndicats réformistes, mass media, etc.) se renforcent. Comme il n'est pas étonnant que la guerre, consubstantielle à l'État et au capitalisme, envahisse la planète.

Le but : maintenir les citoyen.es dans un état d'électeurs/trices passifs et passives, déléguant leur pouvoir à des dirigeants qui ne pourront pas agir contre les intérêts essentiels des classes capita-

listes. Et, en parallèle, le renforcement ostentatoire du caractère répressif de l'État susceptible de calmer radicalement les ardeurs des récalcitrant.es. Au fond, avec l'instauration de l'état d'urgence, **l'État ne fait que révéler à toutes et tous, au grand jour, sa véritable nature d'entité autoritaire dictatorial et d'allié, voire de promoteur et d'organisateur, du capital.** En effet, le renforcement du pouvoir politique étatique est inhérent au monopole capitaliste et à la division de la société en classes, et il ne sert qu'à maintenir et développer cet état de fait.

L'autogestion, ici et maintenant !

Certes, la lutte immédiate contre l'état d'urgence et le retour des libertés «fondamentales» n'est pas à négliger, loin de là. Certain.es peuvent penser qu'une «démocratie libérale» vaut toujours mieux qu'une dictature. À commencer par les migrant.es que l'État refoule et expulse chaque jour alors qu'ils et elles ne font que fuir des régimes autoritaires soutenus par les États occidentaux, dans des pays dont les richesses sont allègrement pillées par les multinationales du pétrole, de l'uranium, du gaz, du bâtiment, de l'exploitation forestière, des transports maritimes, etc., parmi lesquelles la France prend une belle part (Bolloré, Areva, Bouygues, EDF, etc.). **Mais la réalisation d'une humanité où règnerait l'égalité politique, économique et sociale ne pourra se réaliser que dans une société libérée de toutes les institutions politiques et sociales coercitives.**

Loin d'être un idéal lointain qui ne pourrait advenir qu'après un *grand soir* hypothétique, il revient au mouvement syndical de trouver aujourd'hui les voies, théoriques et pratiques, pour

construire des lieux et espaces où cette liberté et cette égalité peuvent dès aujourd'hui se construire, se développer, et jeter les bases d'une autre société sans État ni capital.

Renouer avec le syndicalisme révolutionnaire et l'anarchosyndicalisme des origines du mouvement ouvrier en quelque sorte, loin de l'institutionnalisation qui s'est imposée (souvent par la force) depuis plus de 100 ans. Renouer avec ces pratiques de Bourses du travail, d'éducation populaire, d'interprofessionnalisme, de caisses de grève, de mandat impératif (au passage interdit dans l'article 27 de la Constitution...), d'indépendance réelle (y compris financière) vis-à-vis de l'État, du patronat et des partis politiques. **Refuser de déléguer nos vies et notre avenir à des représentants qui nous oublient dès qu'ils sont élus,** parce que la structure du pouvoir est ainsi faite et pensée. Refuser le retour à l'État fort, y compris social, pour y opposer le développement de nos propres institutions fondées sur le commun, la socialisation des richesses, l'égalité réelle, la liberté collective et l'association fédérative, l'autogestion généralisée.

CNT 30

cnt.30@cnt-f.org

Site : <http://www.cnt-f.org/30>

A voir aussi sur la même thématique, un article publié sur l'autogestion des services publics :

<http://www.cnt-f.org/30/IMG/pdf/>

[sup-](#)

[plem coup de griffe no14.pdf](#)

Lien ouvrage « de l'autogestion » paru aux éditions CNT RP

<http://www.cnt-f.org/de-l-autogestion-theories-et-pratiques.html>





Au moment où nous écrivons ces lignes Georges a entamé depuis quelques heures sa 33ème année de prison.

C'est le plus ancien prisonnier politique d'Europe — triste record — et il n'est pas mal placé au niveau mondial. La France se défend bien à ce sport là ! Il a passé plus d'années en prison que Nelson Mandela ! Incarcéré le 24 octobre 1984 il est toujours détenu à la prison de Lannezan.

Arrêté un peu par hasard pour détention de faux papiers, la DST s'aperçoit qu'il est membre de la *Fraction Armée Révolutionnaire Libanaise (FARL)*, mouvement d'obédience marxiste, qui a revendiqué les attentats qui ont occasionné la mort de deux *diplomates* en 1982 à Paris : l'Américain

Charles Ray et l'Israélien Yacov Barsimentov. (en langage clair : un membre de la *CIA* et le responsable du *Mossad* pour l'Europe). La police trouve *bien opportunément* un pistolet tchèque de calibre 7,65 utilisé dans l'opération contre C.B. et Y.B.

Alors qu'un échange avait été mis en place par Yves Bonnet, directeur de la *DST*, et les *FARL* par l'entremise des services secrets algériens, pour échanger GIA avec Gilles Sidney Peyrolles (fils de l'écrivain Gilles Perrault) détenu par l'organisation libanaise, la découverte de cette arme bloque l'échange en cours, Gilles Peyrault est déjà libéré, mais Georges reste en prison, est accusé de complicité de meurtre et, sous la pression des américains, est condamné à la prison à perpétuité. L'État français

renie ses engagements de libération et Yves Bonnet mange son chapeau et ne l'a toujours pas digéré (encart ci-dessous).

La pression américaine dure depuis 32 ans, Georges Ibrahim Abdallah est libérable depuis octobre 1999, il a déposé depuis 9 demandes de libération, toutes refusées, en particulier parce qu'elles ne sont pas assorties d'un arrêté d'expulsion. C'est bien surprenant non ? Les expulsions sont pourtant fréquentes dans notre douce France. La cour d'appel a ajouté que ce militant « *ne regrettait pas les actes pour lesquels il avait été condamné* ». Voilà bien ce qui explique l'acharnement : Georges n'est pas encore brisé,

il est debout !

Jaume

Ancien patron de la DST et ancien député UDF, le préfet Yves Bonnet :

... « *J'ai un problème de conscience avec cette affaire. La France a trahi la parole donnée et on a voulu faire croire qu'à l'époque, Bonnet avait négocié tout seul. Je trouve cela ignoble car cela revenait à me mettre directement dans le collimateur des FARL.*

Aujourd'hui, presque 30 ans après les faits, je trouve anormal et scandaleux de maintenir encore Georges Ibrahim Abdallah en prison. Je considère qu'il avait le droit de revendiquer les actes commis par les FARL comme des actes de résistance. Après on peut ne pas être d'accord, c'est un autre débat. Mais il faut se souvenir du contexte, aussi, des massacres de Sabra et Chatilah dont les coupables n'ont jamais été punis. Et aujourd'hui, la France garde cet homme derrière les barreaux alors qu'elle a libéré Maurice Papon ? J'aimerais rappeler aussi qu'on a remis en liberté l'assassin de Chapour Baktiar, qui lui, sur ordre de l'Iran, avait décapité l'ancien Premier ministre au couteau et lui avait coupé les mains. Ce type-là, qui a commis un crime atroce, a été libéré moins de 20 après les faits. Georges Ibrahim Abdallah, lui, est plus mal traité qu'un serial killer alors qu'il a commis des actes politiques. »

Suite à la manifestation de soutien devant la prison de Lanomezan
Déclaration de Georges Ibrahim Abdallah, 22 octobre 2016,

Cher«e»s camarades, Cher«e»s ami«e»s,

À l'aube de cette 33ème année de captivité, votre mobilisation dans la diversité de votre engagement, m'apporte beaucoup de force et me fait chaud au cœur.



En dépit de ces abominables murs, ces barbelés et autres miradors l'écho de votre rassemblement aujourd'hui suscite ici une ambiance toute particulière d'éveil, d'enthousiasme et d'humanité. Et de toute façon elle est bien différente de la platitude mortifère de la quotidienneté carcérale... Certainement vous n'êtes pas sans savoir Camarades, que c'est aussi grâce à ces diverses initiatives solidaires que l'on peut tenir debout dans ces sinistres lieux. Des années, de très longues années de captivité, me confortent dans la conviction que face à la politique d'anéantissement dont font l'objet les protagonistes révolutionnaires incarcérés, c'est toujours dans la mobilisation solidaire assumée sur le terrain de la lutte anticapitaliste / anti-impérialiste que l'on peut apporter le soutien le plus significatif à nos camarades embastillés et fortifier leur résistance.

Nous savons tous camarades que de nos jours, démasquer « l'acharnement judiciaire » et tout ce qui ressemble plutôt à « une vengeance d'État » ne sera d'une quelconque efficacité quant à la libération de nos camarades, que dans la mesure où l'on arrive à inscrire cette démarche dans le processus global de la lutte en vue d'un changement de rapport de forces entre révolution et contre révolution préventive. Encore faut-il préciser camarades, brièvement que lesdits « acharnement judiciaire » et « vengeance d'État » ne sont jamais fortuits ou gratuits, ils s'inscrivent d'emblée et d'une manière systématique dans la dynamique globale de la contre-révolution préventive... Des geôles sionistes à celles du Maroc, des cellules d'isolement en Turquie à celles encore plus sombres en Grèce, aux Philippines et ailleurs en Europe et de par le monde, c'est toujours le même constat : l'acharnement judiciaire n'est qu'un élément d'une large panoplie mise à disposition de la contre-révolution préventive. Bien entendu cette panoplie des mesures et des lois ne cesse de s'étoffer toujours plus Camarades, en ces temps de crise générale qui ébranle les piliers du système au niveau mondial.

À mes côtés ici des valeureux camarades basques font toujours l'objet d'un acharnement que rien ne justifie plus. Qu'ils soient malades ou pas, le refus est toujours la seule réponse à toutes leurs demandes d'« aménagement des peines ». Et pourtant on aurait pu s'attendre à autre chose suite à l'initiative toujours en cours de leur principale organisation de lutte.

En fait camarades, dans la guerre déchainée contre les masses populaires et les protagonistes révolutionnaires agissant contre le système au sein des mouvements des luttes en cours, les impérialistes et autres réactionnaires de tous bords, cherchent par tous les moyens à transformer les prisonniers révolutionnaires d'une référence de lutte en un exemple servant à terroriser les rebelles récalcitrants. C'est pourquoi il leur faut absolument à défaut de pouvoir les briser afin qu'ils abjurent et renient leurs convictions, les enterrer vivants et ainsi s'en servir le plus longtemps possible pour peser sur le moral de ceux et celles qui luttent. Gare à celui ou celle qui se permet la moindre incartade, le cas échéant retour à la case départ... Jean-Marc Rouillan en sait quelque chose... Il paraît qu'il a blasphémé et les magistrats sont là pour sévir...

Cher«e»s camarades, Cher«e»s ami«e»s, il y a juste un an la troisième Intifada palestinienne a commencé, le jour où le jeune Mohannad al Halabi est tombé martyr à Al Qods face à la soldatesque sioniste... et depuis des jeunes et des moins jeunes l'ont suivi et continuent jusqu'aujourd'hui : ainsi Mousbah abou Sbaih l'un des derniers martyrs tombés aussi à Al Qods comme une réponse à tous ceux et celles qui ne cessent d'annoncer la fin de cette Intifada... Bien entendu il y a toujours des critiques légitimes

et il y en aura toujours ; seulement face à l'occupation et la barbarie de l'occupant la première réponse légitime que l'on doit afficher avant tout autre chose est la solidarité toute la solidarité avec ceux et celles qui par leur sang et souvent à mains nues font face la soldatesque de l'occupation. Les conditions de détention dans les geôles sionistes ne cessent de s'empirer de jour en jour. Et comme vous le savez Camarades, pour y faire face la solidarité internationale s'avère une arme indispensable... Bien entendu les masses populaires palestiniennes et leurs avant-gardes révolutionnaires peuvent toujours compter sur votre mobilisation. C'est une belle occasion pour dire au criminel Netanyahou et ses consorts que le peuple Palestinien n'est pas seul.

*Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur des masses populaires en lutte !
Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur des révolutionnaires qui résistent dans les geôles sionistes et dans les cellules d'isolement au Maroc, en Turquie, en Grèce, aux Philippines et ailleurs de par le monde !*

À bas l'impérialisme et ses chiens de garde sionistes et autres réactionnaires arabes !

Honneur aux Martyrs et aux masses populaires en lutte !

La solidarité, toute la solidarité avec la lutte du peuple palestinien et ses Résistants incarcérés !

La solidarité toute la solidarité avec les camarades grévistes de la faim dans les geôles marocaines !

Honneurs aux valeureux combattants du PKK.

Le capitalisme n'est plus que barbarie.

Ensemble camarades et ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons !

À vous tous Camarades, mes plus chaleureuses salutations Révolutionnaires.

Votre camarade Georges Abdallah

APPEL pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

Voté au 6eme congrès 2014 de l'Union Syndicale SOLIDAI-RES à Dunkerque (10 juin 2014)

Que cesse un invraisemblable déni de droit.

Georges Ibrahim Abdallah est l'objet d'un invraisemblable déni de droit de la part du gouvernement français, qu'il importe de faire cesser au plus vite.

Nous exigeons sa libération sans condition depuis longtemps, trop longtemps !

Marquons notre solidarité de façon active !



Dans les Hautes-Pyrénées : manifestation de soutien à Georges Ibrahim Abdallah devant la prison de Lannemezan

Cuisine radicale

Encore une fois nous empruntons à Roland Topor une recette qu'il nous a indiqué dans son excellent ouvrage *culinaire* : « *La cuisine cannibale* » ouvrage facile à trouver, distribué d'ailleurs par Amazone qui profite très opportunément de la page de présentation de ce livre pour faire la publicité d'un gril électrique *Tefal* (« le secret pour les grillades toujours réussies ») si, si !

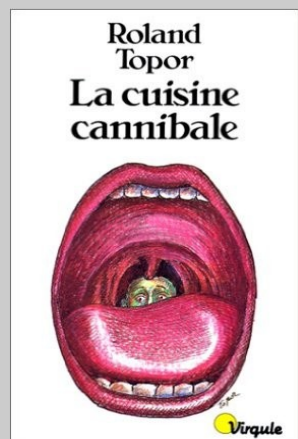
Cervelle de meunière

Il faut d'abord la mettre dans l'eau froide pendant une heure ou deux, puis enlever la petite peau et les filaments sanguins qui l'entourent. Lorsqu'elle est bien épluchée, mettez-la dans une marmite avec assez d'eau pour qu'elle baigne complètement (rougissante d'être toute nue, frémissante, là, devant vous).

Ajoutez une ou deux cuillerées de vinaigre, sel, poivre, un bouquet de fleurs et une petite gousse d'ail, en gloussant. Quand la cervelle est cuite (il est inutile de se livrer à des excentricités), fendez-la en deux, mettez-la sur un plat et versez dessus du beurre fondu. Si vous avez bien connu la meunière c'est encore meilleur.

On peut servir dans une toque en fourrure, mais les cheveux sont déplaisants et peuvent gâter le plat.

Remarque de Roland Topor : Les généraux sont long à nettoyer et facile à cuire.



Note du rédacteur :

Nous mettons en garde nos lecteurs qui envisageraient de transposer la recette *Cervelle de meunière* en utilisant d'autres sujets. Nous vous savons d'un naturel curieux et créatif qualités indéniables en cuisine radicale mais attention à vos choix sinon les résultats risquent d'être décevants, parfois même franchement nocifs. Par exemple une cervelle de policier s'avère provoquer chez le consommateur des comportements violents accompagnés d'un vocabulaire ordurier, celle d'un patron va déclencher en vous l'envie de marcher sur la tête des travailleurs, évitez les politiciens, la cervelles a un goût corrompu, celle des militaires (comme celle les policiers) est impropre à la consommation. Soyez prudents et choisissez vos cervelles bien fraîches dans un marché de proximité. Prenez de préférence des produits issus d'élevages bio et de sujets dont les préoccupations sont simples (meuniers-res, cousettes, employé-e-s du gaz, bergers-res, etc...).

Jaume

Es lo Larzac, la tèrra abandonada -Max Rouquette, *Verd paradis-*

Las aubas son sens espèr e lo clarebrun n'es desconso-
lat. Sus lo sòl nus e lis que rejonh un cèl sens color, es
pas al jorn solament coma en tot luòc que se sembla
dire adieusiatz, sembla qu'es del cèl tot entièr qu'òm
se'n vai per una nuòch de freg e de mòrt. L'èrba rasa,
clinada jos lo vent aspre, lucha sens fin, las bèstias son
partidas, l'èr es linde de tota votz coma l'èr del passat
dins la memòria. Paures boisses qu'an vist los uòlhs
clars de mos aujòls, gelats d'ans e d'ans de nèu, de
lucha e de vent, de soletat e d'enhorança, paures bois-
ses liurats a la glaça del mond e que sabon pas que
l'aventura de la lèbre del pel caud, o del perdigalh
que s'es perdut dins lo vèspre ; rocasses pensatius,
amb d'espaldas grèvas, de testas de leons o de grand savi, la vòstra esquina a la costuma del tempèri.
Combas que retenètz la nuòch dins vòstra ombra... Tèrra del vent, de la nèu e del lop...



Revirada (Alem Surre-Garcia) : *Voici le Larzac, la terre abandonnée. Les aubes y sont sans espoir, le crépus-
cule désespéré. Sur la terre dénudée, plate, qui rejoint un ciel livide, ce n'est pas, comme ailleurs, le jour seu-
lement que l'on quitte, mais le ciel tout entier, semble-t-il, pour une nuit de froidure et de mort. L'herbe ra-
se, couchée par l'âpreté du vent, lutte indéfiniment ; les bêtes sont parties, l'air est pur de toute voix, comme
la mémoire de toute trace. Misérables buis qui ont vu les yeux clairs de mes aïeuls, gelés par des années et
des années de lutte et de vent, de solitude et d'ignorance, misérables buis livrés à la glace du monde, vous ne
connaissez que l'aventure du lièvre au poil chaud et celle de la perdrix perdue dans le soir, énormes rochers
pensifs, aux épaules lourdes, aux têtes de lions ou de philosophes, votre échine s'est accoutumée au mauvais*



Tè, vaquí de bodin

N'i a que pensan que los legionaris portaràn de botifaras als païsans del Larzac !

Ieu me pensi que los soldats portan pas jamai quicòm de bon. *Jaume*

Contact :

Solidaritat

6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes

Tél/Fax :04.66.36.86.70 - Mail : solidaritat@outlook.fr